

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Environnement, Nature et Energie

[C - 2017/11351]

21 FEVRIER 2017. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement particulier de vente d'eau (BWVR), partie IBA, de FARYS/TMVW du 20 octobre 2016 en exécution de l'article 16, § 2, du décret du 24 mai 2002 relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine

LA MINISTRE FLAMANDE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA NATURE ET DE L'AGRICULTURE,

Vu le décret du 24 mai 2002 relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine, l'article 16, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 avril 2011 portant définition des droits et obligations des exploitants des réseaux publics de distribution d'eau et de leurs clients relatifs à l'approvisionnement en eau destinée à la consommation humaine, la mise en œuvre de l'obligation d'assainissement et au règlement général de la vente d'eau, l'article 23 ;

Considérant que le règlement particulier de vente d'eau - partie IBA (installation individuelle de traitement des eaux usées) de FARYS/TMVW a été reçu le 26 octobre 2016 ;

Considérant qu'en date du 28 octobre 2016, le règlement particulier de vente d'eau concerné a été soumis à l'avis du fonctionnaire de surveillance « Environnement », du superviseur économique et du superviseur économique ;

Considérant l'avis favorable du superviseur écologique, rendu le 4 janvier 2017 ;

Considérant que le règlement particulier de vente d'eau introduit par FARYS/TMVW contient uniquement les dispositions pour lesquelles le fonctionnaire de surveillance « Environnement » et le superviseur économique ne sont pas compétents et que, par conséquent, ils n'ont pas rendu un avis en la matière ;

Considérant que les avis reçus sont favorables et qu'après examen, il peut être consenti à l'approbation du règlement particulier de vente d'eau concerné - partie IBA de FARYS/TMVW, puisque ce règlement n'est pas contraire au règlement général de vente d'eau ni aux dispositions du décret du 24 mai 2002 relatif aux eaux destinées à l'utilisation humaine et de ses arrêtés d'exécution,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement particulier de vente d'eau - partie IBA de FARYS/TMVW, déposé le 28 octobre 2016, est approuvé.

Art. 2. Un recours en annulation contre cette décision peut être déposé devant le Conseil d'État dans les 60 jours suivant la prise de connaissance.

La requête doit être déposée, sous pli recommandé, au Conseil d'État. Par ailleurs, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses. Si la requête en annulation comporte également une requête de suspension de l'exécution de l'acte attaqué, la requête contient neuf copies certifiées conformes par le signataire (article 85 du règlement de procédure du Conseil d'État, tel que modifié par l'arrêté royal du 25 avril 2007).

Bruxelles, le 21 février 2017.

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/201598]

2 FEVRIER 2017. — Décret relatif au développement des parcs d'activités économiques (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — *Des définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° le périmètre de reconnaissance : le périmètre qui détermine une portion du territoire où il est opportun d'accueillir, de maintenir et de développer des activités économiques autres que le commerce de détail sauf lorsqu'il en est l'auxiliaire, en ce compris les biens relevant du domaine public ou destinés à y être incorporés s'ils contribuent à la mise en œuvre du périmètre;

2° le fonctionnaire dirigeant : l'agent, désigné par le Gouvernement, investi des missions prévues par le présent décret;

3° la viabilisation : les actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou, la création, l'acquisition ou la transformation d'un bâtiment d'accueil temporaire ou d'un centre de services auxiliaires. Peuvent aussi constituer une viabilisation les actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci;

4° la redynamisation : les actes et travaux réalisés pour permettre la rénovation ou l'amélioration des équipements favorisant l'accueil ou le développement d'activités économiques, sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance ou nécessaire à la mise en œuvre d'un tel périmètre, destinés à l'activité économique depuis au moins vingt ans à dater de la réception provisoire des travaux d'équipement et relevant du domaine public ou destinés à y être incorporés;

5° l'étude : toute étude nécessaire à la conception, à la réalisation, à la direction, ou à la surveillance des actes et travaux de viabilisation et de redynamisation;

6° le bâtiment d'accueil temporaire : l'immeuble, situé dans un périmètre de reconnaissance, mis à disposition temporairement d'une ou plusieurs P.M.E., en phase de lancement;

7° le centre de services auxiliaires : l'immeuble, situé dans un périmètre de reconnaissance, au sein duquel plusieurs entreprises ou leur personnel disposent de services et d'équipements communs auxiliaires destinés à favoriser la création, l'implantation et le développement d'entreprises;

8° la P.M.E. : l'entreprise qui répond aux critères définis à l'article 2.1. de l'annexe 1 du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité;

9° le comité d'acquisition : le comité désigné par le Gouvernement, investi des missions prévues par le présent décret;

10° la valeur vénale : la valeur marchande que l'on obtiendrait en mettant le bien à disposition par vente, par location ou par cession de droits réels dans des conditions normales de publicité en suite d'un concours suffisant d'amateurs.

TITRE 2. — Des opérateurs

Art. 2. § 1^{er}. Les opérateurs de catégorie A sont :

- a) une intercommunale ayant dans son objet social le développement économique ou sa filiale;
- b) la filiale des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public désignée par le Gouvernement;
- c) la Société wallonne des Aéroports, en abrégé SOWAER;
- d) la Société wallonne de Gestion et de Participations, en abrégé la SOGEPa;
- e) la Société publique d'aide à la qualité de l'environnement, en abrégé la SPAQuE;
- f) la Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels du Brabant wallon, en abrégé la SARSI;
- g) la Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels, en abrégé la SORASI;
- h) l'association d'au moins deux personnes visées aux a) à g);
- i) une personne morale dont les associés sont des personnes visées aux a) à g).

§ 2. Les opérateurs de catégorie B sont :

a) l'association d'une ou plusieurs personnes visées au paragraphe 1^{er}, a) à c), et d'une ou plusieurs personnes de droit privé; dans ce cas, les personnes visées au paragraphe 1^{er}, d) à g), peuvent faire partie de l'association sous les conditions visées au paragraphe 3;

b) une personne morale dont les associés sont une ou plusieurs personnes visées au paragraphe 1^{er}, a) à c), et une ou plusieurs personnes de droit privé; dans ce cas, les personnes visées au paragraphe 1^{er}, d) à g), peuvent être associées au sein de la personne morale sous les conditions visées au paragraphe 3.

§ 3. Les conditions du contrat régissant les associations visées au paragraphe 1^{er}, h), et paragraphe 2, a), ou des statuts des personnes morales visées au paragraphe 1^{er}, i), et paragraphe 2, b), sont fixées par le Gouvernement.

Art. 3. Sans préjudice des articles 23, 39 et 48, les opérateurs ont, seuls, qualité pour solliciter l'adoption de périmètre de reconnaissance, d'expropriation ou de droit de préemption et l'octroi de subsides sur la base des dispositions du présent décret.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les opérateurs visés à l'article 2, paragraphe 1^{er}, d) à g) et les opérateurs visés à l'article 2, paragraphe 1^{er}, h) et i) composés d'au moins un opérateur visé à l'article 2, paragraphe 1^{er}, d) à g), n'ont qualité pour solliciter l'adoption de périmètre de reconnaissance, d'expropriation ou de droit de préemption et l'octroi de subsides qu'aux conditions suivantes :

- a) être associés à ou être composés d'au moins une des personnes visées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, a) à c);
- b) justifier que la demande se rattache à leur objet social;
- c) démontrer que l'objectif de la demande est la reconversion d'un site en friche;
- d) lorsque la demande concerne un périmètre de reconnaissance, après viabilisation, remettre la gestion du périmètre à une personne visée à l'article 2, paragraphe 1^{er}, a) à c).

Art. 4. Tous les cinq ans, les opérateurs communiquent au Gouvernement un programme pluriannuel d'investissements infrastructurels portant sur les cinq prochaines années.

Au plus tard le 1^{er} janvier de chaque année, l'opérateur communique au Gouvernement une actualisation de son programme.

Le Gouvernement détermine la forme de ce programme et de ses actualisations, la manière dont ils lui sont communiqués et leur contenu qui comprend au moins :

- a) une description des objectifs que l'opérateur veut atteindre par ses investissements;
- b) une énumération, selon la priorité dans le temps, des investissements programmés par l'opérateur pour les cinq années à venir;
- c) une présentation des modes de financement envisagés pour réaliser ces investissements.

Le Gouvernement vise, totalement ou partiellement, selon la forme qu'il détermine, le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels de chaque opérateur et ses actualisations s'il en approuve les objectifs visés au a) et l'énumération visée au b) de l'alinéa précédent.

En l'absence de décision du Gouvernement le 1^{er} février, le programme ou son actualisation est réputé visé.

Le visa du Gouvernement n'emporte aucun engagement de celui-ci quant à l'approbation des périmètres ou l'octroi des subsides sollicités par l'opérateur.

Art. 5. Les opérateurs de catégorie A sont exemptés de précompte immobilier pour les terrains non bâtis dont ils sont propriétaires et qui sont inclus dans un périmètre de reconnaissance, d'expropriation ou de droit de préemption, arrêté sur la base du présent décret.

TITRE 3. — Du périmètre de reconnaissance, de l'expropriation et du droit de préemption

CHAPITRE 1^{er}. — Du périmètre de reconnaissance

Section 1. — Dispositions générales

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement établit la liste des activités de services auxiliaires admises au sein des périmètres de reconnaissance.

§ 2. Le périmètre est arrêté par le Gouvernement en considération de son affectation par les schémas, les programmes et les plans d'aménagement et environnementaux, du coût de sa viabilisation, de son potentiel de développement socio-économique et des synergies possibles tenant compte des infrastructures et des activités existantes ou projetées.

Section 2. — Procédure

Sous-section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 7. Le périmètre de reconnaissance est arrêté selon une procédure ordinaire ou selon une procédure simplifiée. La procédure simplifiée est utilisée lorsque la demande a pour objet :

- a) une extension d'au maximum vingt hectares et cinquante pour cent de la superficie d'un périmètre existant;
- b) ou l'adoption d'un périmètre exclusivement destiné à accueillir un bâtiment d'accueil temporaire ou un centre de services auxiliaires;
- c) ou l'adoption d'un périmètre exclusivement destiné à la redynamisation;
- d) ou l'adoption d'un périmètre sur un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale, au sens du Code de Développement territorial, adopté à partir du 1^{er} janvier 2006.

Art. 8. Le contenu de la demande est déterminé par le Gouvernement.

La demande contient au moins :

- a) le périmètre proposé;
- b) une évaluation de l'opportunité socio-économique du projet;
- c) un schéma d'aménagement global accompagné d'une description littérale explicative, qui démontre que le périmètre sera utilisé de manière efficiente et qui identifient les superficies utiles et opérationnelles;
- d) un planning de mise en œuvre;
- e) une estimation des coûts de mise en œuvre;
- f) un plan financier global.

Sous-section 2. — Procédure ordinaire

Art. 9. La demande de reconnaissance est adressée, par l'opérateur, au fonctionnaire dirigeant.

Le fonctionnaire dirigeant vérifie le caractère complet de la demande. Il envoie à l'opérateur sa décision à cet égard dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est complète, le fonctionnaire dirigeant en accuse réception.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire dirigeant informe l'opérateur des éléments manquants pour déclarer la demande complète. Dans les quinze jours de la réception des éléments complémentaires, le fonctionnaire dirigeant accuse réception de la demande.

Art. 10. Lors de l'envoi de l'accusé de réception, le fonctionnaire dirigeant adresse, pour avis, une copie de la demande au collège communal de chaque commune sur le territoire desquelles la demande s'étend et aux services, commissions et autorités désignés par le Gouvernement ou qu'il juge nécessaire de consulter.

Les avis sont adressés au fonctionnaire dirigeant dans les trente jours qui suivent la réception de son envoi. A défaut, les avis sont réputés favorables.

Art. 11. Dans les septante jours de l'envoi de l'accusé de réception de la demande, le fonctionnaire dirigeant adresse au Gouvernement un rapport de synthèse des observations et avis émis ainsi que son avis et une proposition d'arrêté.

Si le fonctionnaire dirigeant ne transmet pas ces documents dans le délai fixé, la procédure est poursuivie.

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les nonante jours de l'envoi de l'accusé de réception.

A défaut, l'opérateur peut adresser un rappel au Gouvernement.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans les trente jours de la réception du rappel, la demande est approuvée.

§ 2. Lorsque le périmètre de reconnaissance porte sur des actes et travaux de viabilisation, le Gouvernement refuse, en tout cas, la demande si le périmètre ne prévoit pas la mise en œuvre :

- a) d'une offre de terrains répondant à des besoins identifiés à l'échelle de plusieurs communes;
- b) d'équipements éco-performants et de haute qualité;
- c) d'un réseau à très haut débit au moyen de la fibre optique et accessible depuis toutes les voiries du périmètre;
- d) d'un cahier spécial des charges pour les marchés de travaux comprenant des clauses sociales et environnementales;
- e) d'une charte urbanistique et environnementale visant notamment une densification du périmètre et un taux d'occupation élevé en fonction de la nature des activités;
- f) d'une gestion collective ou coopérative des espaces résiduels non valorisables.

Le Gouvernement peut préciser les notions visées à l'alinéa précédent.

L'alinéa 1^{er}, a) n'est pas d'application lorsque le périmètre :

- a) se situe sur le territoire d'une commune identifiée sur la carte des aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, telle qu'adoptée par le Gouvernement en date du 3 avril 2014, ou sur un territoire éligible au titre de l'axe 5 du Programme Opérationnel FEDER Wallonie-2020.eu de la Programmation 2014-2020 tel qu'approuvé par la Commission européenne en date du 16 décembre 2014 ou sur le territoire d'une commune visée par la stratégie de redéploiement des zones touchées par des restructurations, conformément à la décision du Gouvernement du 13 mai 2015;

- b) ou vise la création d'une micro-zone d'activités économiques en milieu urbanisé, permettant de régénérer le tissu urbain ou de réimplanter des activités économiques en milieu urbain, sur une superficie de maximum 10 hectares;
- c) ou est compris dans un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens du Code de Développement territorial;
- d) ou participe à la mise en œuvre des plans prioritaires des zones d'activités économiques.

Lorsqu'il approuve le périmètre, le Gouvernement détermine le taux de subside qui lui est applicable si des majorations lui sont accordées.

En l'absence de décision, le périmètre approuvé tacitement ne bénéficie d'aucune majoration.

Dans ce cas, l'opérateur peut, à tout moment, solliciter du Gouvernement, l'application d'une majoration.

Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les soixante jours de la réception de la demande. En l'absence de décision, la demande est approuvée et la majoration accordée.

La majoration s'applique aux actes et travaux restant à accomplir au moment où elle est accordée.

§ 3. La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur, à la ou aux commune(s) concernée(s), au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire délégué. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande de l'opérateur, l'arrêté, ou un avis mentionnant l'absence de décision expresse, est publié, par extrait, au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Gouvernement, agissant d'initiative ou sur la proposition du fonctionnaire dirigeant ou de l'opérateur peut modifier ou supprimer le périmètre de reconnaissance.

La procédure applicable à l'élaboration du périmètre de reconnaissance est applicable à sa modification, lorsqu'elle est initiée par l'opérateur.

Lorsqu'elle est initiée par le Gouvernement ou par le fonctionnaire dirigeant, la modification fait l'objet d'une demande dont le contenu est conforme à l'article 8. Le fonctionnaire dirigeant notifie la demande à l'opérateur qui a obtenu le périmètre de reconnaissance. L'opérateur dispose de trente jours pour donner son avis. La demande est instruite conformément aux articles 9 à 11. Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les nonante jours de l'envoi de la notification à l'opérateur.

Sous-section 3. — Procédure simplifiée

Art. 14. Lorsque la demande de reconnaissance porte sur un des objets énumérés à l'article 7, alinéa 2, elle est adressée, par l'opérateur, au fonctionnaire dirigeant.

Le fonctionnaire dirigeant vérifie le caractère complet de la demande. Il envoie à l'opérateur sa décision à cet égard dans un délai de dix jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est complète, le fonctionnaire dirigeant en accuse réception.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire dirigeant informe l'opérateur des éléments manquants pour déclarer la demande complète. Dans les dix jours de la réception des éléments complémentaires, le fonctionnaire dirigeant accuse réception de la demande.

Art. 15. Lors de l'envoi de l'accusé de réception, le fonctionnaire dirigeant adresse, pour avis, une copie de la demande au collège communal de chaque commune sur le territoire desquelles la demande s'étend et aux services, commissions et autorités désignés par le Gouvernement ou qu'il juge nécessaire de consulter.

Les avis sont adressés au fonctionnaire dirigeant dans les trente jours qui suivent la réception de son envoi. A défaut, les avis sont réputés favorables.

Art. 16. Dans les cinquante jours de l'envoi de l'accusé de réception de la demande, le fonctionnaire dirigeant adresse au Gouvernement un rapport de synthèse des observations et avis émis ainsi que son avis et un projet d'arrêté. Si le fonctionnaire dirigeant ne transmet pas ces documents dans le délai fixé, la procédure est poursuivie.

Art. 17. § 1^{er}. Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les soixante jours de l'envoi de l'accusé de réception.

A défaut, l'opérateur peut adresser un rappel au Gouvernement.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans les vingt jours de la réception du rappel, la demande est approuvée.

§ 2. Lorsque le périmètre de reconnaissance porte sur des actes et travaux de viabilisation, le Gouvernement refuse, en tout cas, la demande si le périmètre ne prévoit pas la mise en œuvre :

- a) d'une offre de terrains répondant à des besoins identifiés à l'échelle de plusieurs communes
- b) d'équipements éco-performants et de haute qualité;
- c) d'un réseau à très haut débit au moyen de la fibre optique et accessible depuis toutes les voiries du périmètre;
- d) d'un cahier spécial des charges pour les marchés de travaux comprenant des clauses sociales et environnementales;
- e) d'une charte urbanistique et environnementale visant notamment une densification du périmètre et un taux d'occupation élevé en fonction de la nature des activités;
- f) d'une gestion collective ou coopérative des espaces résiduels non valorisables.

Le Gouvernement peut préciser les notions visées à l'alinéa précédent.

L'alinéa 1^{er}, a), n'est pas d'application lorsque le périmètre :

a) se situe sur le territoire d'une commune identifiée sur la carte des aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, telle qu'adoptée par le Gouvernement en date du 3 avril 2014, ou sur un territoire éligible au titre de l'axe 5 du Programme opérationnel FEDER Wallonie-2020.eu de la Programmation 2014-2020 tel qu'approuvé par la Commission européenne en date du 16 décembre 2014 ou sur le territoire d'une commune visée par la stratégie de redéploiement des zones touchées par des restructurations, conformément à la décision du Gouvernement du 13 mai 2015;

b) ou vise la création d'une micro-zone d'activités économiques en milieu urbanisé, permettant de régénérer le tissu urbain ou de réimplanter des activités économiques en milieu urbain, sur une superficie de maximum 10 hectares;

c) ou est compris dans un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens du Code de Développement territorial;

d) ou participe à la mise en œuvre des plans prioritaires des zones d'activités économiques.

Lorsqu'il approuve le périmètre, le Gouvernement détermine le taux de subside qui lui est applicable si des majorations lui sont accordées.

En l'absence de décision, le périmètre approuvé tacitement ne bénéficie d'aucune majoration. Dans ce cas, l'opérateur peut, à tout moment, solliciter du Gouvernement, l'application d'une majoration.

Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les soixante jours de la réception de la demande. En l'absence de décision, la demande est approuvée et la majoration accordée.

La majoration s'applique aux actes et travaux restant à accomplir au moment où elle est accordée.

§ 3. La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur, à la ou aux commune(s) concernée(s), au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire délégué. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande de l'opérateur, l'arrêté, ou un avis mentionnant l'absence de décision expresse, est publié, par extrait, au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Gouvernement, agissant d'initiative ou sur la proposition du fonctionnaire dirigeant ou de l'opérateur peut modifier ou supprimer le périmètre de reconnaissance.

La procédure applicable à l'élaboration du périmètre de reconnaissance est applicable à sa modification lorsqu'elle est initiée par l'opérateur.

Lorsqu'elle est initiée par le Gouvernement ou par le fonctionnaire dirigeant, la modification fait l'objet d'une demande dont le contenu est conforme à l'article 8. Le fonctionnaire dirigeant notifie la demande à l'opérateur qui a obtenu le périmètre de reconnaissance. L'opérateur dispose de vingt jours pour donner son avis. La demande est instruite conformément aux articles 14 à 16. Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les soixante jours de la notification à l'opérateur.

Section 3. — Effets

Art. 19. L'arrêté qui détermine le périmètre de reconnaissance, permet à l'opérateur de solliciter les interventions financières régionales visées au Titre IV.

Art. 20. L'opérateur peut céder le bénéfice du périmètre de reconnaissance à un autre opérateur de même catégorie avec l'accord du Gouvernement qui peut être assorti de conditions pour garantir la finalité socio-économique du périmètre de reconnaissance.

Art. 21. Le périmètre de reconnaissance est périmé si, dans les dix ans de son adoption, l'opérateur n'a pas sollicité, pour ce périmètre, de subsides conformément à l'article 62.

La péremption s'opère de plein droit. Elle est constatée par le fonctionnaire dirigeant qui en informe l'opérateur, la ou les commune(s) concernée(s) et le fonctionnaire délégué au sens de l'article D.IV.22 du Code de Développement territorial.

Toutefois, à la demande de l'opérateur, le Gouvernement peut proroger la validité du périmètre de reconnaissance pour une période de deux ans. Cette demande est introduite, au plus tard, nonante jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement statue sur la demande au plus tard la veille de l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}. A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans ce délai, la demande est approuvée.

La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande de l'opérateur, l'arrêté, ou un avis mentionnant l'absence de décision expresse, est publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 22. Le Gouvernement détermine les modalités de reprise, par leurs gestionnaires, des infrastructures subsidiées créées dans le cadre de la viabilisation ou de la redynamisation des espaces destinés aux activités économiques.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités d'information préalable des travaux, de coordination des travaux et de mise à disposition d'infrastructures subsidiées dans le cadre de la viabilisation ou de la redynamisation des espaces destinés aux activités économiques.

CHAPITRE II. — De l'expropriation

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 23. Afin de promouvoir le développement économique et social, l'opérateur de catégorie A, le cas échéant dans les conditions définies à l'article 3, alinéa 2, ou, en cas d'opérateur de catégorie B, la personne visée à l'article 2, § 1^{er}, a) à c), peut poursuivre l'expropriation des biens immeubles situés dans un périmètre de reconnaissance ou nécessaires à la viabilisation ou à la redynamisation d'un tel périmètre.

Art. 24. En cas d'expropriation, il est procédé conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, même si l'extrême urgence n'est pas avérée.

Section 2. — Procédure

Art. 25. Le contenu de la demande d'arrêté d'expropriation est déterminé par le Gouvernement.

La demande contient au moins :

a) le périmètre proposé, un plan d'expropriation et un relevé des propriétaires et autres titulaires de droit réels sur les biens;

b) un exposé des éléments qui, selon l'opérateur, justifient l'utilité publique d'acquérir les biens;

c) une estimation des coûts d'acquisition des terrains;

d) un tracé alternatif des voiries qui seraient désaffectées et des servitudes publiques ou privées qui seraient éteintes par l'adoption de l'arrêté d'expropriation.

Art. 26. La demande est adressée par l'opérateur au fonctionnaire dirigeant.

Le fonctionnaire dirigeant vérifie le caractère complet de la demande. Il envoie à l'opérateur sa décision à cet égard dans les quinze jours de la réception de la demande.

Si la demande est complète, le fonctionnaire dirigeant en accuse réception.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire dirigeant informe l'opérateur des éléments manquants pour déclarer la demande complète. Dans les quinze jours de la réception des éléments complémentaires, le fonctionnaire dirigeant accuse réception de la demande.

Art. 27. Lors de l'envoi de l'accusé de réception, le fonctionnaire dirigeant adresse une copie de la demande au collège communal de chaque commune sur le territoire desquelles la demande s'étend.

Dans les dix jours de la réception de l'envoi du fonctionnaire dirigeant, la commune soumet la demande à enquête publique.

L'enquête publique est organisée selon les modalités définies par les articles D.29-7 à D.29-19 du Code de l'Environnement applicables aux plans de catégorie B au sens de l'article D.29-1, § 4, de ce Code.

Le Gouvernement peut déterminer les autres modalités de la tenue de l'enquête publique.

Au plus tard le jour de l'ouverture de l'enquête publique, la commune adresse à tous les propriétaires et autres titulaires de droits réels sur les biens compris dans le projet de périmètre d'expropriation un envoi les avertissant de la tenue d'une enquête publique.

Dans les quinze jours de la clôture de l'enquête publique, le collège communal transmet, au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur, les réclamations et observations introduites, un procès-verbal de clôture d'enquête et son avis. A défaut, l'avis est réputé favorable.

Art. 28. Les modifications pouvant être apportées à la demande après l'enquête publique résultent des réclamations et observations émises durant l'enquête publique ou des avis des autorités consultées. Néanmoins, les modifications ne peuvent avoir pour incidence d'augmenter le périmètre des expropriations envisagées sans l'accord du propriétaire et des autres titulaires de droit réel sur le bien concerné par l'extension projetée.

Art. 29. Lors de l'envoi de l'accusé de réception, le fonctionnaire dirigeant adresse, pour avis, une copie de la demande aux services, commissions et autorités désignés par le Gouvernement ou qu'il juge nécessaire de consulter.

Les avis sont adressés au fonctionnaire dirigeant dans les trente jours de la réception de son envoi. A défaut, ils sont réputés favorables.

Art. 30. Dans les cent jours de l'envoi de l'accusé de réception de la demande, le fonctionnaire dirigeant adresse au Gouvernement un rapport de synthèse des réclamations, observations et avis émis ainsi que son avis et une proposition d'arrêté.

Si le fonctionnaire dirigeant ne transmet pas ces documents dans le délai fixé, la procédure est poursuivie.

Art. 31. § 1^{er}. Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les cent-vingt jours de l'envoi de l'accusé de réception.

A défaut, l'opérateur peut adresser un rappel au Gouvernement.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans les trente jours à dater de la réception du rappel, la demande est refusée.

Lorsque le Gouvernement autorise le recours à l'expropriation, le plan d'expropriation est joint à sa décision.

§ 2. La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande d'expropriation, l'arrêté est publié au *Moniteur belge*.

Art. 32. Le Gouvernement, agissant d'initiative ou sur la proposition du fonctionnaire dirigeant ou de l'opérateur peut modifier ou supprimer l'arrêté d'expropriation.

La procédure applicable à l'élaboration de l'arrêté d'expropriation est applicable à sa modification, lorsqu'elle est initiée par l'opérateur.

Lorsqu'elle est initiée par le Gouvernement ou par le fonctionnaire dirigeant, la modification fait l'objet d'une demande dont le contenu est conforme à l'article 25. Le fonctionnaire dirigeant notifie la demande à l'opérateur qui a obtenu l'arrêté d'expropriation. La demande est instruite conformément aux articles 26 à 30. Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les nonante jours de la notification à l'opérateur.

Section 3. — Effets

Art. 33. Les voiries qui traversent les immeubles visés par l'arrêté d'expropriation sont désaffectées.

Les servitudes publiques et privées qui grèvent ces immeubles sont éteintes.

Art. 34. Des expropriations décrétées successivement en vue de la création d'un parc d'activités économiques sont, pour l'estimation de la valeur des biens expropriés, considérées comme formant un tout à la date du premier arrêté d'expropriation.

Art. 35. Dans l'appréciation de la valeur du bien exproprié, il n'est pas tenu compte des plus-values qui résultent :

- a) soit de son inclusion dans un parc d'activités économiques;
- b) soit des aménagements apportés au bien durant la période de prise en location provisoire prévue par l'article 17, § 2, de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;
- c) soit de l'aménagement des biens, réalisé après la publication de l'arrêté autorisant le recours à l'expropriation;
- d) soit des prescriptions des plans et schémas d'aménagement dont l'adoption ou la révision était nécessaire en vue de permettre l'aménagement qui justifie l'expropriation;
- e) soit des actes et travaux effectués en contravention aux prescriptions de ces plans ou schémas, si ces actes et travaux ont été exécutés après la clôture de l'enquête publique préalable à son adoption;
- f) soit des actes et travaux effectués en contravention aux prescriptions des plans ou règlements ou sans les permis ou déclarations nécessaires.

Art. 36. L'arrêté autorisant l'expropriation est périmé si, dans les dix ans de son adoption par le Gouvernement, l'opérateur n'a acquis aucun immeuble dans le périmètre.

La péremption s'opère de plein droit. Elle est constatée par le fonctionnaire dirigeant qui en informe l'opérateur, la ou les commune(s) concernée(s) et les propriétaires et autres titulaires de droit réels sur les biens visés par l'arrêté.

Toutefois, à la demande de l'opérateur, le Gouvernement peut proroger la validité de l'arrêté pour une période de deux ans. Cette demande est introduite, au plus tard, nonante jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement statue sur la demande au plus tard la veille de l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}. A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans ce délai, la demande est refusée.

La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande de l'opérateur, l'arrêté est publié au *Moniteur belge*.

Section 4. — Mise en œuvre

Art. 37. Les comités d'acquisition peuvent être chargés de procéder à toutes les acquisitions ainsi que d'exercer les poursuites et diriger les procédures d'expropriation d'immeubles.

Les présidents des comités d'acquisition sont compétents pour représenter l'opérateur expropriant en justice.

Art. 38. Lorsque l'opérateur ne fait pas appel au comité d'acquisition, toute offre qu'il formule à l'amiable ou en justice, doit être accompagnée d'un rapport justificatif établi par un collège composé de trois notaires désignés par la Fédération royale du Notariat belge, en considération de leurs compétences particulières pour accomplir cette tâche, établies par des éléments objectifs.

Le Gouvernement détermine les modalités d'intervention, la procédure de sélection des notaires dans le respect de la législation sur les marchés publics et les conditions de composition du collège de trois notaires.

CHAPITRE III. — *De la demande unique de périmètre de reconnaissance et d'expropriation.*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 39. L'opérateur de catégorie A, le cas échéant dans les conditions définies à l'article 3, alinéa 2, ou, en cas d'opérateur de catégorie B, la personne visée à l'article 2, § 1^{er}, a) à c), peut solliciter, dans une demande unique, l'établissement d'un périmètre de reconnaissance et l'autorisation d'exproprier.

Section 2. — Procédure

Art. 40. Le contenu de la demande unique est déterminé par le Gouvernement.

La demande contient au moins :

- a) les périmètres de reconnaissance et d'expropriation proposés, un plan d'expropriation et un relevé des propriétaires et autres titulaires de droit réels sur les biens;
- b) une évaluation de l'opportunité socio-économique du projet;
- c) un exposé des éléments qui, selon l'opérateur, justifient l'utilité publique à acquérir les biens;
- d) un schéma d'aménagement global accompagné d'une description littérale explicative, qui démontre que le périmètre sera utilisé de manière efficiente et qui identifient les superficies utiles et opérationnelles;
- e) un planning de mise en œuvre;
- f) une estimation des coûts de mise en œuvre et des coûts d'acquisition des terrains;
- g) un plan financier global;
- h) un tracé alternatif des voiries qui seraient désaffectées et des servitudes publiques ou privées qui seraient éteintes par l'adoption de l'arrêté d'expropriation.

Art. 41. La demande est adressée par l'opérateur au fonctionnaire dirigeant.

Le fonctionnaire dirigeant vérifie le caractère complet de la demande. Il envoie à l'opérateur sa décision à cet égard dans un délai de quinze jours à dater du jour où il reçoit la demande.

Si la demande est complète, le fonctionnaire dirigeant en accuse réception.

Si la demande est incomplète, le fonctionnaire dirigeant informe l'opérateur des éléments manquants pour déclarer la demande complète. Dans les quinze jours de la réception des éléments complémentaires, le fonctionnaire dirigeant accuse réception de la demande.

Art. 42. Lors de l'envoi de l'accusé de réception, le fonctionnaire dirigeant adresse une copie de la demande au collège communal de chaque commune sur le territoire desquelles la demande s'étend.

Dans les dix jours de la réception de l'envoi du fonctionnaire dirigeant, la commune soumet la demande à enquête publique.

L'enquête publique est organisée selon les modalités définies par les articles D.29-7 à D.29-19 du Code de l'Environnement applicables aux plans de catégorie B au sens de l'article D.29-1, § 4, de ce Code.

Au plus tard le jour de l'ouverture de l'enquête publique, la commune adresse à tous les propriétaires et autres titulaires de droits réels sur les biens compris dans le projet de plan d'expropriation un envoi les avertissant de la tenue d'une enquête publique.

Le Gouvernement peut déterminer les autres modalités de la tenue de l'enquête publique.

Dans les quinze jours de la clôture de l'enquête publique, le collège communal transmet, au fonctionnaire dirigeant et à l'opérateur, les réclamations et observations introduites, un procès-verbal de clôture d'enquête et son avis. A défaut, l'avis est réputé favorable.

Art. 43. Les modifications pouvant être apportées à la demande après l'enquête publique doivent résulter des réclamations et observations émises durant l'enquête publique ou des avis des autorités consultées. Néanmoins, les modifications ne peuvent avoir pour incidence d'augmenter le périmètre des expropriations envisagées sans l'accord du propriétaire du bien concerné par l'extension projetée.

Art. 44. Lors de l'envoi de l'accusé de réception, le fonctionnaire dirigeant adresse, pour avis, une copie de la demande aux services, commissions et autorités désignés par le Gouvernement ou qu'il juge nécessaire de consulter.

L'avis est adressé au fonctionnaire dirigeant dans un délai de trente jours à dater de la réception de son envoi. A défaut, l'avis est réputé favorable.

Art. 45. Dans les cent jours de l'envoi de l'accusé de réception de la demande, le fonctionnaire dirigeant adresse au Gouvernement un rapport de synthèse des réclamations, observations et avis émis ainsi que son avis et une proposition d'arrêté.

Si le fonctionnaire dirigeant ne transmet pas ces documents dans le délai fixé, la procédure est poursuivie.

Art. 46. § 1^{er}. Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les cent-vingt jours de l'envoi de l'accusé de réception.

A défaut, l'opérateur peut adresser un rappel au Gouvernement.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans les trente jours de la réception du rappel, la demande est refusée.

§ 2. Lorsque le périmètre de reconnaissance porte sur des actes et travaux de viabilisation, le Gouvernement refuse en tout cas la demande si le périmètre ne prévoit pas la mise en œuvre :

- a) d'une offre de terrains répondant à des besoins identifiés à l'échelle de plusieurs communes;

- b) d'équipements éco-performants et de haute qualité;
- c) d'un réseau à très haut débit au moyen de la fibre optique et accessible depuis toutes les voiries du périmètre;
- d) d'un cahier spécial des charges pour les marchés de travaux comprenant des clauses sociales et environnementales;
- e) d'une charte urbanistique et environnementale visant notamment une densification du périmètre et un taux d'occupation élevé en fonction de la nature des activités;
- f) d'une gestion collective ou coopérative des espaces résiduels non valorisables.

Le Gouvernement peut préciser les notions visées à l'alinéa précédent.

L'alinéa 1^{er}, a), n'est pas d'application lorsque le périmètre :

a) se situe sur le territoire d'une commune identifiée sur la carte des aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, telle qu'adoptée par le Gouvernement en date du 3 avril 2014, ou sur un territoire éligible au titre de l'axe 5 du Programme opérationnel FEDER Wallonie-2020.eu de la Programmation 2014-2020 tel qu'approuvé par la Commission européenne en date du 16 décembre 2014 ou sur le territoire d'une commune visée par la stratégie de redéploiement des zones touchées par des restructurations, conformément à la décision du Gouvernement du 13 mai 2015;

b) ou vise la création d'une micro-zone d'activités économiques en milieu urbanisé, permettant de régénérer le tissu urbain ou de réimplanter des activités économiques en milieu urbain, sur une superficie de maximum 10 hectares;

c) ou est compris dans un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens du Code de Développement territorial;

d) ou participe à la mise en œuvre des plans prioritaires des zones d'activités économiques.

Lorsqu'il approuve le périmètre, le Gouvernement détermine le taux de subside qui lui est applicable si des majorations lui sont accordées. Il joint le plan d'expropriation à sa décision.

§ 3. La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur, à la ou aux commune(s) concernée(s), au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire délégué. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande, l'arrêté est publié au *Moniteur belge*.

Section 3. — Effets

Art. 47. § 1^{er}. La décision du Gouvernement emporte les effets du périmètre de reconnaissance et de l'arrêté d'expropriation.

§ 2. Le périmètre de reconnaissance, ainsi adopté, est périmé si, dans les dix ans de son adoption, l'opérateur n'a pas sollicité, pour ce périmètre, de subside conformément à l'article 62.

La péremption s'opère de plein droit. Elle est constatée par le fonctionnaire dirigeant qui en informe l'opérateur, la commune concernée et le fonctionnaire délégué au sens de l'article D.IV.22 du Code de Développement territorial.

Toutefois, à la demande de l'opérateur, le Gouvernement peut proroger la validité du périmètre de reconnaissance pour une période de deux ans. Cette demande est introduite, au plus tard, nonante jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement statue sur la demande au plus tard la veille de l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}. A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans ce délai, la demande est approuvée.

La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande de l'opérateur, l'arrêté, ou un avis mentionnant l'absence de décision expresse, est publié par extrait au *Moniteur belge*.

§ 3. L'arrêté autorisant l'expropriation, ainsi adopté, est périmé si, dans les dix ans de son adoption par le Gouvernement, l'opérateur n'a acquis aucun immeuble dans le périmètre.

La péremption s'opère de plein droit. Elle est constatée par le fonctionnaire dirigeant qui en informe l'opérateur, la ou les commune(s) concernée(s) et les propriétaires et autres titulaires de droit réels sur les biens visés par l'arrêté.

Toutefois, à la demande de l'opérateur, le Gouvernement peut proroger la validité de l'arrêté pour une période de deux ans. Cette demande est introduite, au plus tard, nonante jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement statue sur la demande au plus tard la veille de l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}. A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans ce délai, la demande est refusée.

La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande de l'opérateur, l'arrêté est publié au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — Du droit de préemption

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 48. L'opérateur de catégorie A, le cas échéant dans les conditions définies à l'article 3, alinéa 2, ou, en cas d'opérateur de catégorie B, la personne visée à l'article 2, paragraphe 1^{er}, a) à c), peut demander au Gouvernement de lui accorder un droit de préemption sur les biens immobiliers qui:

a) soit sont compris dans un périmètre de reconnaissance obtenu par l'opérateur qui sollicite le droit de préemption;

b) soit sont compris dans un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale visé par le Code de Développement territorial et destiné à accueillir des activités économiques;

c) soit sont destinés à être intégrés dans un périmètre de reconnaissance conformément au programme pluriannuel d'investissements infrastructurels de l'opérateur qui sollicite le droit de préemption, ou à ses actualisations, visés par le Gouvernement et :

- au plan stratégique visé à l'article L1523-13, paragraphe 4, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

- ou au contrat de gestion, au plan d'entreprise ou aux informations particulières visées par le décret du 12 février 2004 relatif au contrat de gestion et aux obligations d'information;

- ou, lorsque les documents visés aux tirets précédents ne sont pas requis par la législation, à tout autre document stratégique engageant l'opérateur et prescrit par la législation;

d) soit forment un ensemble d'un seul tenant et attenant à un périmètre de reconnaissance existant à condition qu'ils soient susceptibles de faire l'objet d'actes et travaux de viabilisation et que l'extension envisagée ne porte que sur maximum vingt hectares et cinquante pour cent de la superficie du périmètre existant.

Le Gouvernement apprécie la demande en veillant, notamment, à ce que le droit de préemption ne porte pas préjudice à d'autres projets en cours qui participent au développement économique, social, environnemental, énergétique ou patrimonial de la Région.

Section 2. — Procédure

Art. 49. Le contenu de la demande est déterminé par le Gouvernement.

La demande contient au moins :

- a) le périmètre de reconnaissance existant ou envisagé;
- b) un plan et un extrait de la matrice cadastrale datant de moins de trois mois;
- c) un relevé des propriétaires et autres titulaires de droit réels sur les biens;
- d) une évaluation de l'opportunité socio-économique du projet.

Art. 50. Le fonctionnaire dirigeant adresse, pour avis, une copie de la demande aux services, commissions et autorités désignés par le Gouvernement. L'avis est adressé au fonctionnaire dirigeant dans un délai de trente jours à dater de la réception de son envoi. A défaut, il est réputé favorable.

Dans les cinquante jours de l'envoi de l'accusé de réception de la demande, le fonctionnaire dirigeant adresse au Gouvernement un rapport de synthèse des observations et avis émis ainsi que son avis et une proposition d'arrêté.

Si le fonctionnaire dirigeant ne transmet pas ces documents dans le délai fixé, la procédure est poursuivie.

Art. 51. Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les soixante jours de l'envoi de l'accusé de réception. A défaut, l'opérateur peut adresser un rappel au Gouvernement.

A défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans les trente jours de la réception du rappel, la demande est approuvée.

La décision du Gouvernement qui accorde le droit de préemption ou l'approbation tacite est notifiée, par envoi recommandé, aux propriétaires et aux autres titulaires d'un droit réel immobilier dans le périmètre soumis au droit de préemption ainsi qu'à la commune et au fonctionnaire délégué au sens de l'article D.IV.22 du Code de Développement territorial.

En outre, l'arrêté ou un avis d'approbation tacite est publié au *Moniteur belge* et transcrit au registre de la conservation des hypothèques.

Section 3. — Effets

Art. 52. Le droit de préemption prend fin au plus tard, dix ans après son adoption ou lorsque le Gouvernement autorise le recours à l'expropriation pour acquérir les biens immobiliers.

Art. 53. Le droit de préemption s'applique à toutes les aliénations à titre onéreux d'immeubles bâtis ou non bâtis et de tous droits réels portant sur des immeubles.

Sont toutefois soustraits au droit de préemption les cas suivants :

- a) les biens soumis au droit de préemption en application de l'article D.358, § 2, du Code wallon de l'Agriculture;
- b) les apports en société et les cessions résultant de fusions, scissions et absorptions de sociétés commerciales;
- c) les cessions d'immeubles en exécution d'une promesse de vente insérée dans un contrat de location-financement;
- d) lorsque le preneur qui exploite le bien depuis plus d'une année complète, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de son conjoint ou cohabitant légal, ses descendants ou ceux de son conjoint ou cohabitant légal, exerce son droit de préemption conformément à la loi du 4 novembre 1969 relative au bail à ferme;
- e) en cas de vente au conjoint ou cohabitant légal du propriétaire ou d'un ou des copropriétaires, à leurs descendants, ou aux descendants de leur conjoint ou cohabitant légal, ou à une personne disposant d'un lien de parenté jusqu'au quatrième degré, pour autant qu'ils achètent pour leur propre compte et qu'il n'y ait pas de revente dans les deux ans;
- f) en cas de vente à un copropriétaire d'une quote-part dans la propriété du bien;
- g) lorsque le bien fait l'objet d'une promesse de vente qui a date certaine antérieure à la décision du Gouvernement d'inclure ledit bien dans le périmètre visé à l'article 51, pour autant que cette promesse soit acceptée par son bénéficiaire;

h) lorsque le bien fait l'objet d'une vente suite à une offre faite directement par le preneur sans qu'il ne doive recourir au droit de préemption dont il bénéficie en vertu de la loi du 4 novembre 1969 relative au bail à ferme, à condition qu'il démontre qu'il exploite le bien depuis plus d'une année complète à compter de la date à laquelle le contrat de vente définitif a obtenu date certaine, pour des activités agricoles, à l'exception de la culture de sapins de Noël, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de son conjoint ou cohabitant légal, ses descendants ou ceux de son conjoint ou cohabitant légal, et qu'il ne revende pas le bien acquis dans un délai de cinq ans, à défaut de quoi les modalités de l'article D.358, § 6, du Code wallon de l'Agriculture seront appliquées.

Art. 54. § 1^{er}. Toute aliénation d'un droit réel immobilier soumis au droit de préemption est subordonnée à une déclaration préalable d'intention du titulaire du droit réel immobilier adressée par envoi recommandé à l'opérateur titulaire du droit de préemption.

La déclaration d'intention d'aliéner, dont le modèle est arrêté par le Gouvernement, contient obligatoirement :

- a) l'identité et le domicile du titulaire d'un droit réel immobilier;
- b) l'adresse de l'immeuble dont l'aliénation est projetée;
- c) la description de l'immeuble et notamment sa désignation cadastrale, la superficie de la parcelle, la superficie au sol du bâti, la superficie de plancher et le nombre de niveaux;
- d) les autres droits réels et les droits personnels qui y sont attachés;
- e) la mention détaillée des permis d'urbanisme ou de lotir et d'urbanisation, des certificats d'urbanisme relatifs au bien ainsi que la destination urbanistique la plus récente et la plus précise, en indiquant la dénomination prévue aux différents plans d'aménagement;
- f) l'indication du prix et des conditions de l'aliénation projetée ou, en cas de vente publique, de l'éventuelle mise à prix;

g) à défaut de prix, la valeur conventionnelle de la contre-prestation stipulée à charge de l'acquéreur du droit réel immobilier;

h) l'indication de ce que l'opérateur a le droit de visiter le bien.

L'opérateur informe le déclarant de sa décision d'exercer, ou non son droit de préemption, dans les cinquante jours de la réception de la déclaration.

§ 2. En cas de vente publique, la déclaration visée au paragraphe 1^{er} est faite par le notaire chargé de procéder à la vente au moins soixante jours avant la première séance d'adjudication. En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la déclaration est faite par le notaire dès réception des surenchères. Elle indique en outre la date et les modalités de la vente.

L'opérateur transmet copie de la déclaration soit au comité d'acquisition, soit à un collège composé de trois notaires désignés conformément à l'article 38, prié de donner son avis dans les trente jours. A défaut d'avis dans le délai, la procédure est poursuivie.

Le notaire instrumentant demande publiquement, à la fin des enchères et avant l'adjudication, si un des bénéficiaires envisage d'exercer son droit au prix de la dernière offre.

Celui-ci est subrogé au dernier enchérisseur.

En cas de revente par suite de l'exercice du droit de surenchère, la même question doit être posée publiquement à la séance de surenchère.

Sans préjudice de l'article 1592 du Code judiciaire, à défaut d'exercer immédiatement son droit de préemption, l'opérateur dispose d'un délai de trente jours à dater de l'adjudication pour informer le notaire instrumentant de sa décision de se subroger au dernier enchérisseur.

Copie de la décision est annexée à l'acte d'adjudication.

Art. 55. Lorsque l'opérateur renonce à l'exercice de son droit, le titulaire du droit réel immobilier soumis au droit de préemption peut aliéner le bien sans satisfaire aux dispositions de l'article 54 pour autant que :

a) l'acte authentique constatant l'aliénation soit passé dans un délai de trois ans à dater de la renonciation;

b) le prix de l'aliénation ne soit pas inférieur à celui figurant dans la déclaration déposée en application de l'article 54.

L'officier instrumentant est tenu d'informer l'opérateur du respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 56. En cas d'acquisition, l'opérateur règle le prix dans les quatre mois qui suivent soit la décision d'acquiescer le bien, soit la décision juridictionnelle définitive, soit la date de l'acte d'adjudication, et au plus tard le jour de la passation de l'acte.

Art. 57. § 1^{er}. Aucun acte authentique relatif à une aliénation d'un bien soumis au droit de préemption au profit d'une personne autre que l'opérateur ne peut être passé sans que le respect des dispositions de la présente section n'ait été constaté.

A cette fin, l'opérateur délivre à tout notaire ou officier public qui en fait la demande, dans les trente jours de sa réception, une attestation établie selon le modèle arrêté par le Gouvernement et de nature à établir l'existence de toute déclaration de mise en vente et des suites réservées à celle-ci.

Si le fonctionnaire dirigeant ne transmet pas ces documents dans le délai fixé, l'acte peut être reçu même à défaut d'attestation.

§ 2. Tout compromis ou autre acte sous seing privé relatif à une aliénation d'un bien soumis au droit de préemption au profit d'une personne autre que l'opérateur est irréfablement réputé affecté d'une condition suspensive de non-exercice du droit de préemption.

Art. 58. Lorsque le droit réel immobilier a été aliéné en violation des dispositions de la présente section, l'opérateur peut demander au tribunal de constater la nullité de l'acte et de le déclarer bénéficiaire en lieu et place du tiers moyennant le prix et les conditions stipulés dans l'acte.

TITRE 4. — *Des interventions financières régionales*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 59. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut octroyer aux opérateurs des subsides pour :

a) toute viabilisation visée à l'article 1^{er}, 3^o;

b) toute redynamisation visée à l'article 1^{er}, 4^o;

c) tout rachat forcé visé à l'article 83 ou tout rachat des bâtiments en cas de résiliation de la convention de location ou de cession de droits réels visée à l'article 84;

d) toute étude visée à l'article 1^{er}, 5^o, nécessaire à la viabilisation, à la redynamisation, à la création, l'acquisition ou la transformation de bâtiment d'accueil temporaire ou de centre de services auxiliaires.

A titre exceptionnel et dans la limite des crédits budgétaires des programmes de financement alternatif qu'il affecte à cet effet, le Gouvernement peut octroyer aux opérateurs des subsides pour l'acquisition des terrains situés dans un périmètre de reconnaissance ou destinés à y être incorporés, ou pour l'acquisition des biens immobiliers destinés aux actes et travaux de viabilisation nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance.

Art. 60. Le subside ne peut être octroyé qu'aux opérateurs qui ont obtenu, expressément ou tacitement conformément à l'article 4, alinéa 5, le visa du Gouvernement de leur programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou de son actualisation, pour l'année en cours.

Le Gouvernement peut soumettre l'octroi des subsides à certaines conditions liées notamment à la durée d'affectation du bien, à la durée d'occupation du bien, à la nature des activités admises, à la forme, au contenu et la transmission des pièces justificatives.

CHAPITRE II. — *Procédure d'octroi de subside*

Art. 61. Le contenu de la demande de subside est déterminé par le Gouvernement qui le distingue selon qu'il s'agisse de viabilisation, de redynamisation, de rachat, d'étude ou d'acquisition.

Art. 62. La demande de subside est adressée par l'opérateur au fonctionnaire dirigeant.

Le fonctionnaire dirigeant adresse au Gouvernement son avis et une proposition de décision.

La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur.

Art. 63. L'arrêté qui octroie le subside en détermine l'affectation, le montant et les modalités de liquidation. Il peut aussi fixer toute condition particulière qui garantit l'affectation effective du subside à l'accueil et au développement des activités économiques.

CHAPITRE III. — *Base de calcul, taux, procédure de liquidation et récupération de subside*

Art. 64. Le Gouvernement détermine la manière dont les viabilisations, redynamisations, rachats, études et acquisitions subsidiés sont évalués.

Le subside est accordé en tenant compte du montant pour lequel ont été adjugés les travaux, fournitures ou services, majoré d'un maximum de quinze pour cent couvrant des dépassements de ce montant. La majoration ne peut excéder quinze pour cent que si l'opérateur justifie de circonstances imprévisibles ou exceptionnelles.

Art. 65. Les subsides accordés pour les bâtiments d'accueil temporaire et les centres de services auxiliaires respectent le prescrit de l'article 56 du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

Art. 66. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine le taux de subside des viabilisations consistant en la création, l'acquisition ou la transformation d'un bâtiment d'accueil temporaire ou d'un centre de services auxiliaires, études, rachats et redynamisations.

§ 2. Le Gouvernement détermine le taux de base du subside relatif aux viabilisations consistant en des actes et travaux réalisés sur des biens immobiliers situés dans un périmètre de reconnaissance, afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques ou en des actes et travaux nécessaires à la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance et réalisés en dehors de celui-ci.

Le Gouvernement détermine la manière dont le taux de base du subside relatif à ces viabilisations peut être majoré dans les cas suivants :

a) le "parc régional" lorsque le périmètre poursuit un intérêt régional ou supra-régional et lorsque sa mise en œuvre apporte une plus-value majeure au développement économique et social à l'échelle de la Wallonie;

b) le "parc spécialisé" lorsque le périmètre présente une orientation économique spécialisée;

c) le "parc public-privé" lorsque le périmètre est mis en œuvre par l'association ou la participation d'une personne de droit privé au projet, soit sous les formes visées à l'article 2, § 2, soit sous la forme d'un co-investissement avec une personne privée, dans des conditions précisées par le Gouvernement;

ou le "parc public-public" lorsque le périmètre est mis en œuvre par l'association ou la participation d'une personne de droit public au projet soit la forme d'une association sans personnalité juridique, soit sous la forme d'une personne morale de droit public, pour autant qu'au moins un des associés soit une des personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, a) à c);

d) le "parc durable" lorsque la mise en œuvre du périmètre intègre les enjeux liés au développement durable dans des conditions précisées par le Gouvernement;

e) le "parc SAR" lorsque la mise en œuvre du périmètre nécessite l'intégration de biens immobiliers compris dans un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens du Code de Développement territorial;

f) le "parc 2020" lorsque le périmètre se situe sur le territoire d'une commune identifiée sur la carte des aides à finalité régionale pour la période 2014-2020, telle qu'adoptée par le Gouvernement en date du 3 avril 2014, ou sur un territoire éligible au titre de l'axe 5 du Programme opérationnel FEDER Wallonie-2020.eu de la Programmation 2014-2020 tel qu'approuvé par la Commission européenne en date du 16 décembre 2014 ou sur le territoire d'une commune visée par la stratégie de redéploiement des zones touchées par des restructurations, conformément à la décision du Gouvernement du 13 mai 2015.

Le Gouvernement peut préciser les cas et les conditions, visées à l'alinéa 2, permettant de majorer le taux de subside.

L'opérateur peut solliciter une majoration du taux de subside défini dans l'arrêté adoptant le périmètre de reconnaissance, en faisant valoir des motifs survenus après l'adoption du périmètre de reconnaissance.

Le Gouvernement se prononce sur la demande dans les soixante jours de la réception de la demande. En l'absence de décision, la demande est approuvée et la majoration accordée.

La majoration s'applique aux actes et travaux restant à accomplir au moment où elle est accordée.

§ 3. Le Gouvernement détermine le taux de subside des acquisitions de bien immobilier, visée à l'article 59, alinéa 2.

Art. 67. Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation des subsides octroyés.

Lorsqu'il constate, au moment de liquider les subsides, que les éléments ayant justifié l'octroi d'une majoration du taux de subside d'une viabilisation visée à l'article 66, § 2, ne sont pas mis en œuvre, le Gouvernement le notifie à l'opérateur et précise le taux de subside applicable au périmètre tant pour les actes, travaux et études déjà accomplis que pour ceux restant à accomplir.

Le cas échéant, il procède à la récupération proportionnelle des subsides perçus indûment.

Art. 68. Le Gouvernement détermine les modalités de la récupération de tout ou partie du subside lorsqu'un projet mené par un opérateur de catégorie B génère une marge bénéficiaire dans son chef au terme d'une période de quinze ans à dater de la liquidation du subside.

CHAPITRE IV. — *Suppression de l'usage économique du bien subsidié*

Art. 69. A sa demande et avec l'accord du Gouvernement, l'opérateur peut mettre fin à l'usage économique du bien pour lequel il a bénéficié de subside de la Région. Cet accord peut être assorti de conditions portant, notamment, sur le remboursement total ou partiel du subside régional.

Art. 70. Sauf en cas de faillite, réorganisation judiciaire de l'occupant du bien, ou, sans l'accord de l'opérateur, cession d'un droit réel ou mise en location, si le Gouvernement constate qu'il est mis fin à l'usage économique d'un bien sans son accord et en contradiction avec les conditions d'octroi du subside, il procède à la récupération proportionnée, en tout ou en partie, du subside.

La décision du Gouvernement constatant qu'il est mis fin à l'usage économique du bien est notifiée à l'opérateur.

CHAPITRE V. — *Rapportage, contrôle et sanctions*

Art. 71. Au plus tard le 1^{er} janvier de chaque année, l'opérateur soumet au fonctionnaire dirigeant un rapport qui comprend notamment :

- a) une présentation de l'état de mise en œuvre du programme pluriannuel d'investissements infrastructurels et de ses actualisations, visés par le Gouvernement;
- b) pour l'année écoulée, un descriptif des investissements réalisés qui n'étaient pas intégrés au programme pluriannuel d'investissements infrastructurels ou à ses actualisations;
- c) un descriptif de l'état des périmètres de reconnaissance, d'expropriation et de préemption mis en œuvre grâce aux subsides du Gouvernement;
- d) une identification des terrains ou bâtiments d'accueil temporaires ou centres de services auxiliaires disponibles;
- e) les données relatives aux mises à disposition et aux rachats de tous biens ayant fait l'objet d'un financement sur base du présent décret ou des législations antérieures;
- f) les statistiques relatives au nombre d'entreprises installées, aux investissements réalisés par celles-ci et au nombre d'emplois directs créés;
- g) pour les opérateurs de catégorie B, par projet, un état financier incorporant tous les coûts et toutes les recettes encaissées ou certaines;
- h) un état des lieux sur la manière dont sont mis en œuvre les principes d'économie circulaire par l'opérateur sur les périmètres de reconnaissance et des objectifs et mesures d'amélioration pour l'avenir.

Le Gouvernement peut préciser la forme et le contenu de ce rapport.

A défaut de réception du rapport annuel, le Gouvernement peut refuser de viser le programme pluriannuel d'investissements infrastructurels de l'opérateur, ou son actualisation.

Art. 72. Le fonctionnaire dirigeant vérifie l'absence de manquements dans le cadre de la mise en œuvre des périmètres de reconnaissance, d'expropriation et de préemption, des mises à disposition et de l'utilisation des subsides.

Art. 73. Le fonctionnaire dirigeant informe l'opérateur des manquements qu'il constate et indique :

- a) la sanction envisagée si le manquement est établi;
 - b) la date de l'audition où l'opérateur est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat;
 - c) la manière dont l'opérateur peut consulter le dossier complet relatif aux manquements qui lui sont reprochés.
- Il est dressé procès-verbal de l'audition.

Sur avis du fonctionnaire dirigeant, le Gouvernement envoie sa décision à l'opérateur dans un délai de quarante jours suivant l'audition.

Art. 74. La sanction consiste à procéder à la récupération totale ou partielle du subside mal utilisé, et, éventuellement, à interdire, à l'opérateur, de solliciter de nouveaux subsides pendant une période déterminée.

La sanction est proportionnée à la gravité des manquements qui fondent la décision.

TITRE 5. — *De la gestion des périmètres de reconnaissance par les opérateurs*

Art. 75. Les opérateurs mettent en œuvre les périmètres dont ils ont obtenu la reconnaissance en poursuivant les objectifs suivants :

- a) aménager ou revitaliser les terrains de manière à y permettre le développement d'une activité économique de manière pérenne, durable et dynamique;
- b) favoriser l'attractivité économique du périmètre;
- c) utiliser parcimonieusement les sols et les bâtiments;
- d) garantir le bon entretien des infrastructures subsidiées.

Art. 76. Le Gouvernement établit une banque de données des terrains, bâtiments d'accueil temporaires et centres de services auxiliaires disponibles situés dans les périmètres de reconnaissance sur la base des informations communiquées par les opérateurs dans leur rapport annuel.

En vue de constituer la banque de données, les opérateurs transmettent trimestriellement au Gouvernement les informations actualisées du rapport annuel et relatives à l'identification des terrains ou bâtiments d'accueil temporaire ou centres de services auxiliaires disponibles ainsi que les données relatives aux mises à disposition et aux rachats. A défaut et après mise en demeure, le Gouvernement réduit de 10 % le taux de subside de toute nouvelle demande introduite par l'opérateur défaillant jusqu'à la transmission des informations.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de transmission des informations et de réduction du taux de subside. Il peut aussi déterminer quelles informations contenues dans la banque de données sont accessibles au public et sous quelle forme.

TITRE 6. — *De la mise à disposition*

CHAPITRE I^{er}. — *Modes de mise à disposition*

Art. 77. A l'exception des cas visés par l'article 22, les immeubles aménagés, redynamisés ou rachetés à l'aide de subsides accordés sur la base du présent décret sont mis à la disposition d'utilisateurs ou d'intermédiaires économiques par vente, location ou cession de droits réels.

CHAPITRE II. — *Prix des droits cédés*

Art. 78. Les droits sont cédés à un prix qui ne peut être inférieur ni à la valeur vénale du bien, ni aux coûts engagés par l'opérateur.

Les droits peuvent être cédés tenant compte de leur coût d'opportunité ou de leur coût de revient, lorsqu'ils sont supérieurs à la valeur vénale.

Art. 79. La mise à disposition des services et équipements communs dans les bâtiments d'accueil temporaire et dans les centres de services auxiliaires se réalise au prix du marché.

CHAPITRE III. — *Passation des actes*

Art. 80. Le comité d'acquisition est chargé de déterminer la valeur vénale des droits cédés par l'opérateur.

Art. 81. A défaut de solliciter le comité d'acquisition, l'opérateur peut demander à un collège composé de trois notaires, tel que visé à l'article 38, de déterminer la valeur vénale des droits cédés, puis à l'un des trois notaires de ce collège d'établir les actes de vente, de cession de droits réels ou de location de gré à gré.

CHAPITRE IV. — *Conditions obligatoires des conventions de cession de droits**Section 1^{re}.* — Dispositions applicables à toutes les conventions

Art. 82. Toute convention de cession de droits relative à un bien situé dans un périmètre de reconnaissance contient :

- a) une clause décrivant l'activité économique à exercer sur ou au sein de l'immeuble;
- b) une clause déterminant les exigences en matière d'emploi pour l'activité à exercer sur le bien;
- c) une clause fixant le montant minimum d'investissements à réaliser pour l'activité à exercer sur le bien;
- d) une clause de résiliation aux torts de l'acquéreur ou du preneur lorsque l'activité économique n'est pas effective dans le délai convenu dans la convention ou, à défaut, dans un délai de cinq ans à dater de la signature de l'acte, sauf autorisation explicite de l'opérateur de prolonger ce délai d'un an;
- e) une clause interdisant l'exercice d'un commerce de détail sur ou au sein de l'immeuble, à moins que celui-ci n'ait été préalablement reconnu par l'opérateur comme étant auxiliaire des autres activités exercées dans le périmètre de reconnaissance;
- f) une clause par laquelle l'utilisateur ou l'intermédiaire économique s'engage à respecter la réglementation environnementale en vigueur;
- g) une clause en vertu de laquelle l'utilisateur ou l'intermédiaire économique s'interdit de céder tout ou partie de ses droits sur le bien sans l'accord préalable, éventuellement conditionnel, de l'opérateur;
- h) une clause en vertu de laquelle, si, avec l'accord de l'opérateur, l'utilisateur ou l'intermédiaire économique n'utilise pas lui-même le bien, il s'engage à inclure les clauses contenues au présent alinéa et celles établies aux articles 83 et 84 dans la convention de mise à disposition à intervenir entre l'utilisateur final et lui-même.

Section 2. — Dispositions applicables aux conventions de vente

Art. 83. Lorsque la convention constitue une vente, elle contient, outre les clauses visées à l'article 82, une clause qui rappelle que l'opérateur peut procéder au rachat forcé du bien en cas de cessation de l'activité économique identifiée dans la convention ou de non-respect de l'article 82, *b), c), e), f), g)* ou *h)*.

Lorsqu'il constate la cessation de l'activité économique identifiée dans la convention ou le non-respect de l'article 82 *b), c), e), f), g)* ou *h)*, l'opérateur met en demeure l'utilisateur ou l'intermédiaire économique de respecter ses obligations dans un délai maximum d'un mois.

Si, passé ce délai, l'utilisateur ou l'intermédiaire économique reste en défaut de respecter ses obligations, l'opérateur peut procéder au rachat forcé de l'immeuble.

Le rachat du terrain s'effectue au prix de la vente initiale, adapté en fonction des variations de l'indice des prix à la consommation. Dans l'hypothèse où ce prix serait supérieur à la valeur vénale du terrain, le rachat s'effectue à cette dernière valeur.

Les bâtiments appartenant à l'utilisateur ou à l'intermédiaire économique, à l'exclusion des immeubles par destination et des meubles, sont rachetés à la valeur vénale. Si la valeur vénale est supérieure au prix de revient comptabilisé diminué des amortissements admis en matière d'impôts sur le revenu, le rachat s'effectue à ce dernier prix.

La valeur vénale et le prix de revient sont déterminés par le comité d'acquisition ou un collège de trois notaires visé à l'article 38.

Section 3. — Dispositions applicables aux conventions de cession de droit réel et de location

Art. 84. Lorsque la convention constitue une location ou une cession de droit réel, elle contient, outre les clauses visées à l'article 82, une clause qui rappelle que l'opérateur peut résilier la convention aux torts de l'utilisateur ou l'intermédiaire économique en cas de cessation de l'activité économique identifiée dans la convention ou de non-respect de l'article 82 *b), c), e), f), g)* ou *h)*.

Lorsqu'il constate la cessation de l'activité économique identifiée dans la convention ou le non-respect de l'article 82 *b), c), e), f), g)* ou *h)*, l'opérateur met en demeure l'utilisateur ou l'intermédiaire économique de respecter ses obligations dans un délai maximum d'un mois.

Si passé ce délai, l'utilisateur ou l'intermédiaire économique reste en défaut de respecter ses obligations, l'opérateur peut résilier la convention aux torts de l'utilisateur ou l'intermédiaire économique.

Les bâtiments appartenant à l'utilisateur ou à l'intermédiaire économique, à l'exclusion des meubles, sont rachetés à la valeur vénale. Si la valeur vénale est supérieure au prix de revient comptabilisé diminué des amortissements admis en matière d'impôts sur le revenu, le rachat s'effectue à ce dernier prix.

La valeur vénale et le prix de revient sont déterminés par le comité d'acquisition ou un collège de trois notaires visé à l'article 38.

TITRE 7. — *Des dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 85. Le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, est abrogé.

Ses effets sont maintenus :

a) concernant les conditions d'octroi des subsides, la procédure d'octroi de subside, la base de calcul, le taux, la procédure de liquidation et de récupération de subside, jusqu'à la réception définitive des actes et travaux, à l'égard :

1. des aménagements inscrits par le Gouvernement avant l'entrée en vigueur du présent décret dans les programmes de financement alternatif SOWAFINAL;

2. des aménagements pour la réalisation desquels un marché de travaux ou de fournitures a été adjugé avant l'entrée en vigueur du présent décret, à condition que l'opérateur en fasse la demande;

b) concernant la possibilité prévue à l'article 13 du décret précité, pour l'opérateur de faire une offre amiable ou en justice soumise au visa du comité d'acquisition, jusqu'à la date fixée par le Gouvernement. Lorsque l'opérateur sollicite un subside pour une acquisition réalisée à la suite d'une demande de visa du comité d'acquisition, le prix d'achat servant de base de calcul au subside est limité au montant qui a fait l'objet du visa du comité, au montant renseigné

au sein d'une offre conformément à l'article 13, alinéa 1^{er}, du décret précité lorsque le comité ne notifie pas sa décision dans le délai prévu à l'article 13, alinéa 2, du décret précité ou au montant maximum prévu à l'article 13, alinéa 3, du décret précité lorsque le comité refuse d'accorder son visa.

Aux articles D.II.12, § 3, alinéa 2, et § 5, alinéa 6, D.II.49, § 4, alinéa 2, D.II.50, § 1^{er}, alinéa 4, D.II.51, § 2, alinéa 2, § 4, alinéa 4, et § 5, alinéa 3, D.II.52, § 2, alinéa 1^{er}, § 5, alinéa 4, et § 7, alinéa 3, du Code de Développement territorial, les mots "décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques" sont remplacés par les mots "décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques".

À l'article D.IV.22, alinéa 1^{er}, 6^o, du Code du Développement territorial, les mots "à l'article 1^{er}, 5^o, du décret relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques" sont remplacés par les mots "à l'article 1^{er}, 1^o, du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques".

Art. 86. Les périmètres de reconnaissance et d'expropriation adoptés avant la date d'entrée en vigueur du présent décret sont soumis aux dispositions du présent décret.

Lorsque leur mise en œuvre implique une viabilisation afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques, les périmètres visés à l'alinéa 1^{er} ne bénéficient d'aucune majoration, sauf décision contraire du Gouvernement, fondée sur les critères visés à l'article 66, adoptée au plus tard lorsqu'il statue sur la demande de subside visée à l'article 62.

Toutefois, lorsque le périmètre de reconnaissance implique une viabilisation :

a) et qu'il est reconnu comme participant à la mise en œuvre d'un des pôles de compétitivité de la Wallonie ou comme un des sept parcs scientifiques, ou qu'il permet la multimodalité au sein du périmètre à destination de plusieurs entreprises, ou qu'il est reconnu comme thématique en raison de la limitation des secteurs d'activité admis au sein du périmètre, il est considéré comme "parc spécialisé" et bénéficie de la majoration correspondante;

b) et qu'il est issu d'un plan prioritaire de zones d'activités économiques décidé par le Gouvernement, il est considéré comme "parc régional" et bénéficie de la majoration correspondante si le périmètre présente une superficie d'au moins vingt hectares;

c) et qu'il vise la création d'une micro-zone d'activités économiques en milieu urbanisé, permettant de régénérer le tissu urbain ou de réimplanter des activités économiques en milieu urbain, il est considéré comme "parc durable" et bénéficie de la majoration correspondante si le périmètre présente une superficie de maximum 10 hectares;

d) et qu'il intègre des biens immobiliers compris dans un périmètre de site à réaménager ou de site de réhabilitation paysagère et environnementale au sens du Code de Développement territorial, il est considéré comme "parc SAR" et bénéficie de la majoration correspondante.

Art. 87. § 1^{er}. Le périmètre de reconnaissance adopté antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret est périmé si, pour ce périmètre, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, l'opérateur n'a pas sollicité d'aide sur la base des articles 16 et suivants du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques et si dans les cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, il ne sollicite pas de subside conformément à l'article 62.

La péremption s'opère de plein droit.

Toutefois, à la demande de l'opérateur, le Gouvernement peut proroger la validité du périmètre de reconnaissance pour deux ans. Cette demande est introduite, au plus tard, nonante jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement statue sur la demande au plus tard la veille de l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}. À défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans ce délai, la demande est approuvée.

La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande de l'opérateur, l'arrêté, ou un avis mentionnant l'absence de décision expresse, est publié par extrait au *Moniteur belge*.

§ 2. L'arrêté autorisant l'expropriation adopté antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret est périmé si, dans ce périmètre, l'opérateur n'a acquis aucun immeuble avant l'entrée en vigueur du présent décret ou dans les cinq ans de l'entrée en vigueur du présent décret.

La péremption s'opère de plein droit.

Toutefois, à la demande de l'opérateur, le Gouvernement peut proroger la validité de l'arrêté pour une période de deux ans. Cette demande est introduite, au plus tard, nonante jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement statue sur la demande au plus tard la veille de l'expiration du délai de péremption visé à l'alinéa 1^{er}. À défaut de l'envoi de la décision du Gouvernement dans ce délai, la demande est refusée.

La décision du Gouvernement est notifiée à l'opérateur. Lorsque le Gouvernement fait droit à la demande de l'opérateur, l'arrêté est publié au *Moniteur belge*.

Art. 88. La demande de reconnaissance, la demande d'expropriation et la demande de reconnaissance et d'expropriation dont le fonctionnaire dirigeant a accusé réception antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur à la date de l'accusé de réception.

En cas d'approbation, le périmètre de reconnaissance et l'arrêté d'expropriation sont soumis aux dispositions du présent décret.

Lorsque la mise en œuvre du périmètre de reconnaissance adopté conformément à l'alinéa 1^{er} implique une viabilisation afin de permettre l'accueil ou le développement d'activités économiques, les majorations éventuelles du taux de subside sont définies par le Gouvernement, conformément au présent décret, dans sa décision adoptant le périmètre.

L'opérateur peut solliciter l'application d'une majoration du taux de subside définie conformément à l'alinéa 3, en faisant valoir des motifs survenus après l'adoption du périmètre de reconnaissance. Si le Gouvernement fait droit à la demande, la modification de taux de subside s'applique aux actes et travaux restant à accomplir au moment de sa décision.

Art. 89. § 1^{er}. La demande de subside réceptionnée par le fonctionnaire dirigeant antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret est instruite selon les dispositions en vigueur à la date de réception de la demande.

§ 2. L'opérateur qui a obtenu, avant le 20 octobre 2016, un accord de principe au sens de la circulaire ministérielle du 4 octobre 2011 relative aux subventions à l'acquisition de terrains en application des articles 4 et 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004, portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures

d'accueil des activités économiques, peut solliciter et obtenir un subside à l'acquisition pour les biens visés par l'accord de principe. Dans ce cas, les subsides sont accordés et liquidés aux conditions fixées par les articles 5, 10 et 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

Art. 90. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement. Le Gouvernement peut fixer des dates d'entrée en vigueur différentes pour chaque disposition.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 février 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,

de la Mobilité et des Transports et du Bien-Etre animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,

C. LACROIX

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Logement,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,

délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) *Session 2016-2017.*

Documents du Parlement wallon, 625 (2016-2017), n^{os} 1, 1bis à 59.

Compte rendu intégral, séance plénière du 1^{er} février 2017.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/201598]

2. FEBRUAR 2017 — Dekret über die Entwicklung der Gewerbegebiete (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

TITEL 1 — Definitionen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1° Anerkennungsgebiet: ein abgegrenzter Teil des Gebiets, innerhalb dessen es zweckmäßig ist, andere gewerbliche Aktivitäten als der Einzelhandel anzusiedeln, aufrechtzuerhalten und zu entwickeln, es sei denn, der Einzelhandel stellt für Letztere eine Hilfstätigkeit dar, wobei dieses Gebiet auch Güter umfasst, die zum öffentlichen Eigentum gehören oder dazu bestimmt sind, ins öffentliche Eigentum eingegliedert zu werden, wenn sie zur Umsetzung des Gebiets beitragen;

2° leitender Beamter: der von der Regierung benannte Beamte, der mit den im vorliegenden Dekret vorgesehenen Aufgaben beauftragt ist;

3° Erschließung: die Handlungen und Arbeiten, die auf Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder Entwicklung von gewerblichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die Schaffung, der Erwerb oder der Umbau eines zeitweiligen Unterkunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen. Die Handlungen und Arbeiten, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind, jedoch außerhalb des Anerkennungsgebiets durchgeführt werden, können ebenfalls unter den Begriff der Erschließung fallen;

4° Wiederbelebung: die Handlungen und Arbeiten zwecks der Renovierung oder Verbesserung von Ausrüstungen zur Förderung der Ansiedlung oder Entwicklung von gewerblichen Aktivitäten, die auf Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich innerhalb eines Anerkennungsgebiets oder eines Gebiets, das zur Umsetzung eines Anerkennungsgebiets notwendig ist, befinden, wobei diese Immobiliengüter seit mindestens zwanzig Jahren ab der vorläufigen Abnahme der Ausrüstungsarbeiten für wirtschaftliche Aktivitäten bestimmt sind, und dem öffentlichen Eigentum gehören oder dazu bestimmt sind, ins öffentliche Eigentum eingegliedert zu werden;

5° Studie: jede für die Konzipierung, Durchführung, Leitung oder Überwachung der Handlungen und Arbeiten zur Erschließung und Wiederbelebung erforderliche Studie;

6° zeitweiliges Unterkunftsgebäude: das in einem Anerkennungsgebiet befindliche Gebäude, das einem oder mehreren kleinen und mittleren Unternehmen (KMU), die sich in der Anlaufphase befinden, zeitweilig zur Verfügung gestellt wird;

7° Zentrum für Hilfsdienstleistungen: das in einem Anerkennungsgebiet befindliche Gebäude, in dem mehrere Unternehmen oder ihr Personal über gemeinsame Hilfsdienste und -ausrüstungen verfügen, die zur Förderung der Schaffung, Niederlassung und Entwicklung von Unternehmen bestimmt sind;

8° KMU: das Unternehmen, das den Kriterien nach Artikel 2.1 von Anhang 1 zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union genügt;

9° Erwerbssausschuss: der von der Regierung bestellte Ausschuss, der mit den in vorliegendem Dekret vorgesehenen Aufgaben beauftragt ist;

10° Verkaufswert: der Marktwert, der erzielt würde, wenn das Gut unter normalen Werbebedingungen bei ausreichenden Kandidaten durch Verkauf, durch Vermietung oder durch Abtretung von dinglichen Rechten zur Verfügung gestellt würde.

TITEL 2 — Die Projektträger

Art. 2 - § 1 - Projektträger der Kategorie A sind:

- a) eine Interkommunale, zu deren Gesellschaftszweck die wirtschaftliche Entwicklung gehört, oder ihre Tochtergesellschaft;
- b) die Tochtergesellschaft der in Artikel 3 § 1 Ziffer 21 bis 28 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften;
- c) die Wallonische Flughafengesellschaft ("Société wallonne des Aéroports" (SOWAER));
- d) die Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft ("Société wallonne de gestion et de participations" (SOGPEA));
- e) die Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität ("Société publique d'aide à la qualité de l'environnement" (SPAQuE));
- f) die "Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels du Brabant wallon" (SARSI);
- g) die Gesellschaft zur Sanierung und Erneuerung der Industriestandorte ("Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels" (SORASI));
- h) die Vereinigung von mindestens zwei unter Buchstabe a) bis g) genannten Personen;
- i) eine juristische Person, deren Gesellschafter unter Buchstabe a) bis g) genannte Personen sind.

§ 2. Projektträger der Kategorie B sind:

- a) die Vereinigung von einer oder mehreren unter Paragraph 1 Buchstabe a) bis c) genannten Personen und von einer privatrechtlichen Person; in diesem Falle können die unter Paragraph 1 Buchstabe d) bis g) genannten Personen Mitglied der Vereinigung sein, insofern die Bedingungen nach Paragraph 3 eingehalten werden;
- b) eine juristische Person, deren Mitglieder eine oder mehrere unter Paragraph 1 Buchstabe a) bis c) genannte Personen und eine oder mehrere privatrechtliche Personen sind; in diesem Falle können die unter Paragraph 1 Buchstabe d) bis g) genannten Personen Mitglieder der juristischen Person sein, insofern die Bedingungen nach Paragraph 3 eingehalten werden.

§ 3. Die Bedingungen des Vertrags zur Regelung der Vereinigungen nach Paragraph 1 Buchstabe h) und Paragraph 2 Buchstabe a) oder der Satzungen der juristischen Personen nach Paragraph 1 Buchstabe i) und Paragraph 2 Buchstabe b) werden von der Regierung festgelegt.

Art. 3 - Unbeschadet der Artikel 23, 39 und 48 haben nur die Projektträger die Eigenschaft, um die Annahme eines Anerkennungsgebiets, eines Enteignungsgebiets oder eines Gebiets mit Vorkaufsrecht sowie die Gewährung von Zuschüssen auf der Grundlage der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets zu beantragen.

Abweichend von Absatz 1 verfügen die Projektträger nach Artikel 2 Paragraph 1 Buchstabe d) bis g) und die Projektträger nach Artikel 2 Paragraph 1 Buchstabe h) und i), die aus mindestens einem Projektträger nach Artikel 2 Paragraph 1 Buchstabe d) bis g) zusammengesetzt sind, nur dann die Eigenschaft, um die Annahme eines Anerkennungsgebiets, eines Enteignungsgebiets oder eines Gebiets mit Vorkaufsrecht sowie die Gewährung von Zuschüssen zu beantragen, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) mit mindestens einer der Personen nach Artikel 2 Paragraph 1 Buchstabe a) bis c) genannten Personen gesellschaftlich verbündet sein, oder aus mindestens einer dieser Personen bestehen;
- b) rechtfertigen, dass der Antrag ihrem Gesellschaftszweck entspricht;
- c) nachweisen, dass der Zwecks des Antrags die Umstellung eines brachliegenden Standorts ist;
- d) wenn der Antrag ein Anerkennungsgebiet betrifft, die Bewirtschaftung dieses Gebiets nach dessen Erschließung einer in Artikel 2 Paragraph 1 Buchstabe a) bis c) genannten Person übergeben.

Art. 4 - Alle fünf Jahre teilen die Projektträger der Regierung ein mehrjähriges Programm für die Infrastrukturinvestitionen für die nächsten fünf Jahre mit.

Spätestens am 1. Januar eines jeden Jahres teilt der Projektträger der Regierung eine Aktualisierung seines Programms mit.

Die Regierung bestimmt die Form dieses Programms und seiner Aktualisierungen, die Art der Mitteilung, und deren Inhalt, der mindestens folgende Punkte umfasst:

- a) eine Beschreibung der Ziele, die der Projektträger durch seine Investitionen erreichen will;
- b) eine nach der zeitlichen Priorität verfasste Auflistung der Investitionen, die der Projektträger für die nächsten fünf Jahre geplant hat;
- c) eine Darstellung der geplanten Finanzierungsmodalitäten zur Verwirklichung dieser Investitionen.

Für das mehrjährige Programm für die Infrastrukturinvestitionen jedes Projektträgers und seine jeweiligen Aktualisierungen gewährt die Regierung ganz oder teilweise ihr Visum, wenn sie die unter a) verzeichneten Ziele und die unter Buchstabe b) des vorigen Absatzes erwähnte Auflistung genehmigt.

Wenn am 1. Februar kein Beschluss der Regierung vorliegt, gilt, dass sie für das Programm oder dessen Aktualisierung ihr Visum gewährt hat.

Das Visum der Regierung setzt keine Verpflichtung ihrerseits voraus hinsichtlich der Genehmigung der Abgrenzung der Gebiete oder der Gewährung der vom Projektträger beantragten Zuschüsse.

Art. 5 - Die Projektträger der Kategorie A sind für die unbebauten Grundstücke, deren Eigentümer sie sind, die sich in einem auf der Grundlage vorliegenden Dekrets festgelegten Anerkennungs- oder Enteignungsgebiet oder Gebiet mit Vorkaufsrecht befinden, vom Immobiliensteuervorabzug befreit.

TITEL 3 — Anerkennungsgebiet, Enteignungsgebiet, Gebiet mit Vorkaufsrecht

KAPITEL I — Anerkennungsgebiet

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 6 - § 1 - Die Regierung stellt die Liste der Hilfsdienstleistungsaktivitäten auf, die innerhalb der Anerkennungsgebiete zugelassen werden.

§ 2 - Das Gebiet wird von der Regierung unter Berücksichtigung seiner Zweckbestimmung nach den Raumordnungs- und Umweltschemen, -programmen und -plänen, der Erschließungskosten, des sozialwirtschaftlichen Entwicklungspotentials und der möglichen Synergien unter Berücksichtigung der bereits bestehenden oder geplanten Infrastrukturen und Aktivitäten abgegrenzt.

Abschnitt 2 — Verfahren

Unterabschnitt 1 — Allgemeines

Art. 7 - Das Anerkennungsgebiet wird nach einem ordentlichen oder nach einem vereinfachten Verfahren festgelegt.

Das vereinfachte Verfahren wird angewendet, wenn der Antrag das Folgende betrifft:

- a) die Erweiterung der Fläche eines bereits bestehenden Gebiets um höchstens zwanzig Hektar und fünfzig Prozent,
- b) oder die Annahme eines Gebiets, das ausschließlich zur Aufnahme eines zeitweiligen Unterkunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen bestimmt ist,
- c) oder die Annahme eines ausschließlich für die Wiederbelebung bestimmten Gebiets,
- d) oder die Festlegung eines Gebiets innerhalb eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder eines Areals für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, das ab dem 1. Januar 2006 angenommen wurde.

Art. 8 - Der Inhalt des Antrags wird von der Regierung festgelegt.

Der Antrag enthält mindestens folgende Angaben:

- a) die genaue Abgrenzung des vorgeschlagenen Gebiets;
- b) eine Bewertung der sozial-wirtschaftlichen Zweckmäßigkeit des Projekts;
- c) ein globales Raumplanungsschema mit einer wörtlichen erläuternden Beschreibung, durch die nachgewiesen wird, dass das Gebiet zweckmäßig benutzt werden wird, und in dem die nützlichen und operativen Flächen identifiziert werden;
- d) eine Zeitplanung für die Umsetzung;
- e) eine Veranschlagung der Kosten für die Umsetzung;
- f) eine globale Finanzplanung.

Unterabschnitt 2 — Ordentliches Verfahren

Art. 9 - Der Projektträger richtet den Anerkennungsantrag an den leitenden Beamten.

Der leitende Beamte prüft die Vollständigkeit des Antrags. Er übermittelt dem Projektträger seine Entscheidung binnen einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Wenn der Antrag vollständig ist, bestätigt der leitende Beamte dessen Empfang.

Wenn der Antrag unvollständig ist, informiert der leitende Beamte den Projektträger über die fehlenden Angaben, um den Antrag als vollständig erklären zu können. Der leitende Beamte bestätigt den Empfang des Antrags binnen einer Frist von fünfzehn Tagen, nachdem er die ergänzenden Angaben erhalten hat.

Art. 10 - Bei der Versendung der Empfangsbestätigung richtet der leitende Beamte, zwecks Stellungnahme, eine Kopie des Antrags an das Gemeindegremium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Antrag erstreckt, und an die Dienste, Ausschüsse, Kommissionen und Behörden, die die Regierung bestimmt oder deren Stellungnahme sie für notwendig betrachtet.

Die Stellungnahmen werden binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der Einsendung des leitenden Beamten an Letzteren gerichtet. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Art. 11 - Binnen siebzig Tagen nach dem Versand der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag richtet der leitende Beamte einen zusammenfassenden Bericht über die geäußerten Bemerkungen und Stellungnahmen sowie seine eigene Stellungnahme und einen Erlassvorschlag an die Regierung.

Falls der leitende Beamte diese Dokumente nicht innerhalb der festgelegten Frist übermittelt, wird das Verfahren weitergeführt.

Art. 12 - § 1 - Die Regierung befindet über den Antrag binnen neunzig Tagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung.

Wurde kein Beschluss gefasst, dann kann der Projektträger ein Erinnerungsschreiben an die Regierung senden.

Wenn innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens kein Beschluss der Regierung vorliegt, gilt der Antrag als genehmigt.

§ 2 - Wenn das Anerkennungsgebiet Erschließungsarbeiten und -handlungen betrifft, lehnt die Regierung in jedem Fall den Antrag ab, wenn in dem Anerkennungsgebiet nicht Folgendes vorgesehen wird:

- a) ein Angebot an Grundstücken, die Bedürfnissen genügen, die auf der Ebene von mehreren Gemeinden identifiziert sind;
- b) der Einsatz von ökoeffizienten und hochqualitativen Ausrüstungen;

- c) das Vorhandensein eines Hochgeschwindigkeitsnetzes mit optischen Fasern, das ab allen im Gebiet befindlichen Straßen zugänglich ist;
- d) die Anwendung eines Sonderlastenheftes für die Bauaufträge, das soziale und Umweltklauseln enthält;
- e) die Einführung einer städtebaulichen und ökologischen Charta, die insbesondere auf eine Verdichtung des Gebiets und eine hohe Belegungsquote unter Berücksichtigung der Art der Aktivitäten abzielt;
- f) eine kollektive oder kooperative Verwaltung der nicht verwertbaren Restflächen.

Die Regierung kann die Begriffe des vorigen Absatzes näher bestimmen.

Absatz 1 a) ist nicht anwendbar, wenn das Gebiet

a) sich in einer Gemeinde befindet, die für den Zeitraum 2014-2020 auf der Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung identifiziert ist, so wie sie am 3. April 2014 von der Regierung verabschiedet wurde, oder sich in einem förderfähigen Gebiet im Rahmen des Schwerpunkts 5 des operationellen EFRE-Programms Wallonie-2020.eu für die Programmplanung 2014-2020 befindet, so wie es am 16. Dezember 2014 von der Europäischen Kommission gebilligt wurde, oder sich in einer Gemeinde befindet, auf welche die Strategie für den wirtschaftlichen Wiederaufschwung von Gebieten, wo Umstrukturierungen stattgefunden haben, in Übereinstimmung mit dem Beschluss der Regierung vom 13. Mai 2015 anwendbar ist;

b) die Schaffung eines Mikrobereichs für gewerbliche Aktivitäten in einem Siedlungsraum betrifft, zwecks der Wiederherstellung des Stadtgefüges oder der Wiederansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten in einem städtischen Gebiet innerhalb einer Höchstfläche von 10 ha;

c) sich innerhalb eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder eines Areals für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung befindet;

d) zur Umsetzung der vorrangigen Gewerbegebietspläne beiträgt.

Wenn die Regierung das Anerkennungsgebiet genehmigt, bestimmt sie den anwendbaren Bezuschussungssatz, wenn für das Gebiet Erhöhungen gewährt werden.

Wird kein Beschluss gefasst, ist keine Erhöhung auf das stillschweigend genehmigte Gebiet anwendbar.

In diesem Fall kann der Projektträger jederzeit bei der Regierung die Anwendung einer Erhöhung beantragen.

Die Regierung befindet über den Antrag innerhalb von sechzig Tagen nach dessen Empfang. Wird kein Beschluss gefasst, so gilt der Antrag als genehmigt und wird die Erhöhung gewährt.

Die Erhöhung gilt für die Handlungen und Arbeiten, die zum Zeitpunkt, wo sie gewährt wird, noch durchzuführen sind.

§ 3. Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger, der (den) betroffenen Gemeinde(n), dem leitenden Beamten und dem beauftragten Beamten notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag des Projektträgers stattgibt, wird der Erlass, oder eine Bekanntmachung, durch die das Fehlen eines ausdrücklichen Beschlusses erwähnt wird, auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 13 - Die aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des leitenden Beamten oder des Projektträgers handelnde Regierung kann das Anerkennungsgebiet abändern oder abschaffen.

Das auf die Ausarbeitung des Anerkennungsgebiets anwendbare Verfahren ist auf dessen Abänderung anwendbar, wenn es vom Projektträger eingeleitet wird.

Wenn das Verfahren von der Regierung oder von dem leitenden Beamten eingeleitet wird, ist die Abänderung Gegenstand eines Antrags, dessen Inhalt Artikel 8 genügt. Der leitende Beamte notifiziert den Antrag dem Projektträger, dem das Anerkennungsgebiet zugesprochen wurde. Der Projektträger verfügt über dreißig Tag, um seine Stellungnahme abzugeben. Der Antrag wird gemäß Artikel 9 bis 11 untersucht. Die Regierung befindet über den Antrag binnen neunzig Tagen ab der Zusendung der Notifizierung an den Projektträger.

Unterabschnitt 3 — Vereinfachtes Verfahren

Art. 14 - Wenn der Anerkennungsantrag eines der in Artikel 7 Absatz 2 aufgelisteten Objekte betrifft, richtet der Projektträger ihn an den leitenden Beamten.

Der leitende Beamte prüft die Vollständigkeit des Antrags. Er übermittelt dem Projektträger seine Entscheidung binnen einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Wenn der Antrag vollständig ist, bestätigt der leitende Beamte dessen Empfang.

Wenn der Antrag unvollständig ist, informiert der leitende Beamte den Projektträger über die fehlenden Angaben, um den Antrag als vollständig erklären zu können. Der leitende Beamte bestätigt den Empfang des Antrags binnen einer Frist von zehn Tagen, nachdem er die ergänzenden Angaben erhalten hat.

Art. 15 - Bei der Versendung der Empfangsbestätigung richtet der leitende Beamte, zwecks Stellungnahme, eine Kopie des Antrags an das Gemeindegremium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Antrag erstreckt, und an die Dienste, Ausschüsse, Kommissionen und Behörden, die die Regierung bestimmt oder deren Stellungnahme sie für notwendig betrachtet.

Die Stellungnahmen werden binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der Einsendung des leitenden Beamten an Letzteren gerichtet. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Art. 16 - Binnen fünfzig Tagen nach dem Versand der Empfangsbestätigung betreffend den Antrag richtet der leitende Beamte einen zusammenfassenden Bericht über die geäußerten Bemerkungen und Stellungnahmen sowie seine eigene Stellungnahme und einen Erlassentwurf an die Regierung.

Falls der leitende Beamte diese Dokumente nicht innerhalb der festgelegten Frist übermittelt, wird das Verfahren weitergeführt.

Art. 17 - § 1 - Die Regierung befindet über den Antrag binnen sechzig Tagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung.

Wurde kein Beschluss gefasst, dann kann der Projektträger ein Erinnerungsschreiben an die Regierung senden.

Wenn innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens kein Beschluss der Regierung vorliegt, gilt der Antrag als genehmigt.

§ 2 - Wenn das Anerkennungsgebiet Erschließungsarbeiten und -handlungen betrifft, lehnt die Regierung in jedem Fall den Antrag ab, wenn in dem Anerkennungsgebiet nicht Folgendes vorgesehen wird:

a) ein Angebot an Grundstücken, die Bedürfnissen genügen, die auf der Ebene von mehreren Gemeinden identifiziert sind;

- b) der Einsatz von ökoeffizienten und hochqualitativen Ausrüstungen;
- c) das Vorhandensein eines Hochgeschwindigkeitsnetzes mit optischen Fasern, das ab allen im Gebiet befindlichen Straßen zugänglich ist;
- d) die Anwendung eines Sonderlastenheftes für die Bauaufträge, das soziale und Umweltklauseln enthält;
- e) die Einführung einer städtebaulichen und ökologischen Charta, die insbesondere auf eine Verdichtung des Gebiets und eine hohe Belegungsquote unter Berücksichtigung der Art der Aktivitäten abzielt;
- f) eine kollektive oder kooperative Verwaltung der nicht verwertbaren Restflächen.

Die Regierung kann die Begriffe des vorigen Absatzes näher bestimmen.

Absatz 1 a) ist nicht anwendbar, wenn das Gebiet

a) sich in einer Gemeinde befindet, die für den Zeitraum 2014-2020 auf der Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung identifiziert ist, so wie sie am 3. April 2014 von der Regierung verabschiedet wurde, oder sich in einem förderfähigen Gebiet im Rahmen des Schwerpunkts 5 des operationellen EFRE-Programms Wallonie-2020.eu für die Programmplanung 2014-2020 befindet, so wie es am 16. Dezember 2014 von der Europäischen Kommission gebilligt wurde, oder sich in einer Gemeinde befindet, auf welche die Strategie für den wirtschaftlichen Wiederaufschwung von Gebieten, wo Umstrukturierungen stattgefunden haben, in Übereinstimmung mit dem Beschluss der Regierung vom 13. Mai 2015 anwendbar ist;

b) die Schaffung eines Mikrobereichs für gewerbliche Aktivitäten in einem Siedlungsraum betrifft, zwecks der Wiederherstellung des Stadtgefüges oder der Wiederansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten in einem städtischen Gebiet innerhalb einer Höchstfläche von 10 ha;

c) sich innerhalb eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder eines Areals für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung befindet;

d) zur Umsetzung der vorrangigen Gewerbegebietspläne beiträgt.

Wenn die Regierung das Anerkennungsgebiet genehmigt, bestimmt sie den anwendbaren Bezuschussungssatz, wenn für das Gebiet Erhöhungen gewährt werden.

Wird kein Beschluss gefasst, ist keine Erhöhung auf das stillschweigend genehmigte Gebiet anwendbar. In diesem Fall kann der Projektträger jederzeit bei der Regierung die Anwendung einer Erhöhung beantragen.

Die Regierung befindet über den Antrag innerhalb von sechzig Tagen nach dessen Empfang. Wird kein Beschluss gefasst, so gilt der Antrag als genehmigt und wird die Erhöhung gewährt.

Die Erhöhung gilt für die Handlungen und Arbeiten, die zum Zeitpunkt, wo sie gewährt wird, noch durchzuführen sind.

§ 3 - Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger, der (den) betroffenen Gemeinde(n), dem leitenden Beamten und dem beauftragten Beamten notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag des Projektträgers stattgibt, wird der Erlass, oder eine Bekanntmachung, durch die das Fehlen eines ausdrücklichen Beschlusses erwähnt wird, auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 18 - Die aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des leitenden Beamten oder des Projektträgers handelnde Regierung kann das Anerkennungsgebiet abändern oder abschaffen.

Das auf die Ausarbeitung des Anerkennungsgebiets anwendbare Verfahren ist auf dessen Abänderung anwendbar, wenn es vom Projektträger eingeleitet wird.

Wenn das Verfahren von der Regierung oder von dem leitenden Beamten eingeleitet wird, ist die Abänderung Gegenstand eines Antrags, dessen Inhalt Artikel 8 genügt. Der leitende Beamte notifiziert den Antrag dem Projektträger, dem das Anerkennungsgebiet zugesprochen wurde. Der Projektträger verfügt über zwanzig Tag, um seine Stellungnahme abzugeben. Der Antrag wird gemäß Artikel 14 bis 16 untersucht. Die Regierung befindet über den Antrag binnen sechzig Tagen ab der Notifizierung an den Projektträger.

Abschnitt 3 — Auswirkungen

Art. 19 - Der Erlass zur Festlegung des Anerkennungsgebiets ermöglicht dem Projektträger, die in Titel IV genannten finanziellen Beihilfen der Region zu beanspruchen.

Art. 20 - Der Projektträger kann den Anspruch auf das Anerkennungsgebiet einem anderen Projektträger derselben Kategorie abtreten; dafür ist die Zustimmung der Regierung erforderlich, die mit Bedingungen versehen werden kann, um die sozialwirtschaftliche Zweckbestimmung des Anerkennungsgebiets zu garantieren.

Art. 21 - Das Anerkennungsgebiet verfällt, wenn der Projektträger binnen zehn Jahren der Annahme des Gebiets dafür keinen Zuschuss nach Artikel 62 beantragt hat.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen. Er wird vom leitenden Beamten festgestellt, der den Projektträger, die betroffene(n) Gemeinde(n) und den beauftragten Beamten nach Artikel D.IV.22 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung darüber informiert.

Auf Antrag des Projektträgers kann die Regierung die Gültigkeit des Anerkennungsgebiets jedoch um zwei Jahre verlängern. Dieser Antrag wird spätestens neunzig Tage vor Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist eingereicht.

Die Regierung befindet über den Antrag spätestens am Tage vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist. Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb dieser Frist gilt der Antrag als genehmigt.

Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag des Projektträgers stattgibt, wird der Erlass, oder eine Bekanntmachung, durch die das Fehlen eines ausdrücklichen Beschlusses erwähnt wird, auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 22 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen die bezuschussten Infrastrukturen, die im Rahmen der Erschließung oder der Wiederbelebung der für gewerbliche Aktivitäten bestimmten Flächen geschaffen wurden, von ihren Verwaltern übernommen werden.

Die Regierung kann die Modalitäten für die vorherige Bekanntmachung der Arbeiten, die Koordinierung der Arbeiten und die Zurverfügungstellung von bezuschussten Infrastrukturen im Rahmen der Erschließung oder der Wiederbelebung der für gewerbliche Aktivitäten bestimmten Flächen bestimmen.

KAPITEL II — Die Enteignung

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 23 - Zwecks der Förderung der wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung kann der Projektträger der Kategorie A, gegebenenfalls im Rahmen der in Artikel 3 Absatz 2 festgelegten Bedingungen, oder im Falle eines Projektträgers der Kategorie B, die in Artikel 2 § 1 a) bis c) genannte Person die Enteignung der Immobiliengüter betreiben, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden oder im Rahmen der Erschließung oder der Wiederbelebung eines solchen Gebiets notwendig sind.

Art. 24 - Im Falle einer Enteignung werden die Bestimmungen des Gesetzes vom 26 Juli 1962 über das äußerste Dringlichkeitsverfahren in Sachen Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit beachtet, auch wenn das Dringlichkeitsverfahren nicht erwiesen ist.

Abschnitt 2 — Verfahren

Art. 25 - Der Inhalt des Antrags auf einen Enteignungserlass wird von der Regierung festgelegt.

Der Antrag enthält mindestens folgende Angaben:

- a) das vorgeschlagene Gebiet, einen Enteignungsplan und ein Verzeichnis der Eigentümer und sonstigen Inhaber von dinglichen Rechten an den Gütern;
- b) eine Darlegung der Gründe, die nach Ansicht des Projektträgers den Nutzen der Allgemeinheit an der Anschaffung der Güter rechtfertigen;
- c) eine Einschätzung der Kosten für den Erwerb der Grundstücke;
- d) eine alternative Trasse der Verkehrswege, die durch die Verabschiedung des Enteignungserlasses stillgelegt würden, und der öffentlichen oder privaten Dienstbarkeiten, die erlöschen würden.

Art. 26 - Der Projektträger richtet den Antrag an den leitenden Beamten.

Der leitende Beamte prüft die Vollständigkeit des Antrags. Er übermittelt dem Projektträger seine Entscheidung binnen einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Wenn der Antrag vollständig ist, bestätigt der leitende Beamte dessen Empfang.

Wenn der Antrag unvollständig ist, informiert der leitende Beamte den Projektträger über die fehlenden Angaben, um den Antrag als vollständig erklären zu können. Der leitende Beamte bestätigt den Empfang des Antrags binnen einer Frist von fünfzehn Tagen, nachdem er die ergänzenden Angaben erhalten hat.

Art. 27 - Bei der Versendung der Empfangsbestätigung richtet der leitende Beamte eine Kopie des Antrags an das Gemeindegremium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Antrag erstreckt.

Die Gemeinde unterwirft den Antrag einer öffentlichen Untersuchung innerhalb von zehn Tagen nach dem Empfang der Sendung des leitenden Beamten.

Die öffentliche Untersuchung wird nach den Bestimmungen der Artikel D.29-7 bis D.29-19 des Umweltgesetzbuches organisiert, die auf die Pläne der Kategorie B im Sinne von Artikel D.29-1 § 4 dieses Gesetzbuches anwendbar sind.

Die Regierung kann die weiteren Modalitäten für die Durchführung der öffentlichen Untersuchung bestimmen.

Spätestens am Tag der Eröffnung der öffentlichen Untersuchung richtet die Gemeinde an alle Eigentümer und sonstigen Inhaber von dinglichen Rechten an den Gütern, die sich im geplanten Enteignungsgebiet befinden, eine Sendung, durch welche sie über die Durchführung einer öffentlichen Untersuchung informiert werden.

Binnen fünfzehn Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung richtet das Gemeindegremium die eingereichten Beanstandungen und Bemerkungen, ein Abschlussprotokoll der Untersuchung und seine Stellungnahme an den leitenden Beamten und den Projektträger. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Art. 28 - Die Änderungen, die nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung am Antrag gebracht werden können, ergeben sich aus den während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen und Bemerkungen oder den Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Behörden. Die Änderungen dürfen jedoch nicht die Erweiterung des geplanten Enteignungsgebiets ohne die Zustimmung des Eigentümers und der sonstigen Inhaber eines dinglichen Rechts am von der geplanten Erweiterung betroffenen Gut zur Folge haben.

Art. 29 - Bei der Sendung der Empfangsbestätigung richtet der leitende Beamte, zwecks Stellungnahme, eine Kopie des Antrags an die Dienste, Ausschüsse, Kommissionen und Behörden, die die Regierung bestimmt oder deren Stellungnahme sie für notwendig betrachtet.

Die Stellungnahmen werden dem leitenden Beamten binnen dreißig Tagen nach dem Empfang seiner Sendung übermittelt. Fehlende Stellungnahmen gelten als günstige Stellungnahmen.

Art. 30 - Innerhalb von hundert Tagen nach der Sendung der Empfangsbestätigung des Antrags übermittelt der leitende Beamte der Regierung einen zusammenfassenden Bericht über die erörterten Beanstandungen, Beobachtungen und Stellungnahmen, sowie seine eigene Stellungnahme und einen Erlassvorschlag.

Wenn der leitende Beamte diese Dokumente nicht binnen der festgelegten Frist übermittelt, wird das Verfahren weitergeführt.

Art. 31 - § 1 - Die Regierung befindet über den Antrag binnen hundertzwanzig Tagen nach der Sendung der Empfangsbestätigung.

Mangels dessen kann der Projektträger ein Erinnerungsschreiben an die Regierung senden.

Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens, wird der Antrag abgelehnt.

Wenn die Regierung eine Enteignung genehmigt, wird der Enteignungsplan ihrem Beschluss beigefügt.

§ 2 - Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger notifiziert. Wenn die Regierung dem Enteignungsantrag stattgibt, wird der Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 32 - Die aus eigener Initiative oder auf Vorschlag des leitenden Beamten oder des Projektträgers handelnde Regierung kann den Enteignungserlass abändern oder abschaffen.

Das auf die Ausarbeitung des Enteignungserlasses anwendbare Verfahren ist auf dessen Abänderung anwendbar, wenn sie vom Projektträger eingeleitet wird.

Wenn die Abänderung von der Regierung oder von dem leitenden Beamten eingeleitet wird, ist sie Gegenstand eines Antrags, dessen Inhalt Artikel 25 genügt. Der leitende Beamte notifiziert den Antrag dem Projektträger, dem der Enteignungserlass gewährt wurde. Der Antrag wird gemäß Artikel 26 bis 30 untersucht. Die Regierung befindet über den Antrag binnen neunzig Tagen ab der Notifizierung an den Projektträger.

Abschnitt 3 — Auswirkungen

Art. 33 - Die Verkehrswege, die die vom Enteignungserlass betroffenen Immobiliengüter durchqueren, werden stillgelegt.

Die öffentlichen und privaten Dienstbarkeiten, die diese Immobiliengüter belasten, erlöschen.

Art. 34 - Aufeinanderfolgend angeordnete Enteignungen im Hinblick auf die Schaffung eines Gewerbegebiets werden hinsichtlich der Werteinschätzung der enteigneten Güter ab dem Datum des ersten Enteignungserlasses als Ganzes angesehen.

Art. 35 - Bei der Werteinschätzung des enteigneten Gutes wird der Wertzuwachs, der auf die folgenden Tatbestände zurückzuführen ist, nicht berücksichtigt:

- a) entweder die Aufnahme in ein Gewerbegebiet;
- b) oder die während des in Artikel 17 § 2 des Gesetzes vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken erwähnten provisorischen Anmietens an den Gütern vorgenommenen Einrichtungen;
- c) oder die Einrichtung der Güter nach der Veröffentlichung des Erlasses zur Genehmigung der Enteignung;
- d) oder die Vorschriften der Raumordnungspläne und -schemen, deren Annahme oder Revision notwendig war, um die Einrichtung zu ermöglichen, die die Enteignung rechtfertigt;
- e) oder in Übertretung der Vorschriften dieser Pläne oder Schemen getätigte Handlungen oder Arbeiten, wenn diese Handlungen und Arbeiten nach dem Abschluss der der Verabschiedung vorangehenden öffentlichen Untersuchung durchgeführt wurden;
- f) oder in Übertretung der Vorschriften der Pläne oder Regelungen oder ohne die notwendigen Genehmigungen oder Erklärungen durchgeführte Handlungen und Arbeiten.

Art. 36 - Der Erlass, durch den die Enteignung genehmigt wird, verfällt, wenn der Projektträger innerhalb von zehn Jahren nach seiner Verabschiedung durch die Regierung im Gebiet kein einziges Immobiliengut erworben hat.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen. Er wird vom leitenden Beamten festgestellt, der den Projektträger, die betroffene(n) Gemeinde(n) und die Eigentümer und sonstigen Inhaber von dinglichen Rechten an den vom Erlass betroffenen Gütern darüber informiert.

Auf Antrag des Projektträgers kann die Regierung die Gültigkeit des Erlasses jedoch um zwei Jahre verlängern. Dieser Antrag wird spätestens neunzig Tage vor Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist eingereicht.

Die Regierung befindet über den Antrag spätestens am Tage vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist. Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb dieser Frist wird der Antrag abgelehnt.

Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag des Projektträgers stattgibt, wird der Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 4 — Umsetzung

Art. 37 - Die Erwerbssausschüsse können mit allen Erwerben beauftragt werden, sowie die Strafverfolgungen einleiten und die Verfahren zur Enteignung von Immobiliengütern leiten.

Die Vorsitzenden der Erwerbssausschüsse sind befugt, den Projektträger vor Gericht zu vertreten.

Art. 38 - Wenn der Projektträger den Erwerbssausschuss nicht heranzieht, muss jedem Angebot, das er auf gültlichem Wege oder vor Gericht macht, ein Rechenschaftsbericht beigefügt werden, der von einem aus drei Notaren zusammengestellten Kollegium verfasst wird, die unter Berücksichtigung ihrer besonderen, durch objektive Fakten belegten Kompetenzen zwecks der Durchführung dieser Aufgabe vom Königlichen Verband des Belgischen Notariatswesens bestellt werden.

Die Regierung bestimmt die Teilnehmungsmodalitäten, das Verfahren zur Auswahl der Notare unter Einhaltung der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge und die Bedingungen in Bezug auf die Zusammenstellung des Kollegiums von drei Notaren.

KAPITEL III — Gemeinsamer Antrag auf ein Anerkennungs- und Enteignungsgebiet

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 39 - Der Projektträger der Kategorie A, gegebenenfalls im Rahmen der in Artikel 3 Absatz 2 festgelegten Bedingungen, oder im Falle eines Projektträgers der Kategorie B, die in Artikel 2 § 1 a) bis c) genannte Person kann die Festlegung eines Anerkennungsgebiets und die Enteignungsgenehmigung gleichzeitig in einem gemeinsamen Antrag beantragen.

Abschnitt 2 — Verfahren

Art. 40 - Der Inhalt des gemeinsamen Antrags wird von der Regierung festgelegt.

Der Antrag enthält mindestens folgende Angaben:

- a) die vorgeschlagenen Anerkennungs- und Enteignungsgebiete, einen Enteignungsplan und ein Verzeichnis der Eigentümer und sonstigen Inhaber von dinglichen Rechten an den Gütern;
- b) eine Bewertung der sozial-wirtschaftlichen Zweckmäßigkeit des Projekts;
- c) eine Darlegung der Gründe, die nach Ansicht des Projektträgers den Nutzen der Allgemeinheit an der Anschaffung der Güter rechtfertigen;
- d) ein globales Raumplanungsschema mit einer wörtlichen erläuternden Beschreibung, durch das bewiesen wird, dass das Gebiet zweckmäßig benutzt werden wird, und in dem die nützlichen und operativen Flächen identifiziert werden;
- e) eine Umsetzungsplanung;
- f) eine Einschätzung der Kosten für die Umsetzung und der Kosten für den Erwerb der Grundstücke;

g) eine globale Finanzplanung;

h) eine alternative Trasse der Verkehrswege, die durch die Verabschiedung des Enteignungserlasses stillgelegt würden, und der öffentlichen oder privaten Dienstbarkeiten, die erlöschen würden.

Art. 41 - Der Projektträger richtet den Antrag an den leitenden Beamten.

Der leitende Beamte prüft die Vollständigkeit des Antrags. Er übermittelt dem Projektträger seine Entscheidung binnen einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags.

Wenn der Antrag vollständig ist, bestätigt der leitende Beamte dessen Empfang.

Wenn der Antrag unvollständig ist, informiert der leitende Beamte den Projektträger über die fehlenden Angaben, um den Antrag als vollständig erklären zu können. Der leitende Beamte bestätigt den Empfang des Antrags binnen einer Frist von fünfzehn Tagen, nachdem er die ergänzenden Angaben erhalten hat.

Art. 42 - Bei der Versendung der Empfangsbestätigung richtet der leitende Beamte eine Kopie des Antrags an das Gemeindegremium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Antrag erstreckt.

Die Gemeinde unterwirft den Antrag einer öffentlichen Untersuchung innerhalb von zehn Tagen nach dem Empfang der Sendung des leitenden Beamten.

Die öffentliche Untersuchung wird nach den Bestimmungen der Artikel D.29-7 bis D.29-19 des Umweltgesetzbuches organisiert, die auf die Pläne der Kategorie B im Sinne von Artikel D.29-1 § 4 dieses Gesetzbuches anwendbar sind.

Spätestens am Tag der Eröffnung der öffentlichen Untersuchung richtet die Gemeinde an alle Eigentümer und sonstigen Inhaber von dinglichen Rechten an den Gütern, die sich im Entwurf des Enteignungsplans befinden, eine Sendung, durch welche sie über die Durchführung einer öffentlichen Untersuchung informiert werden.

Die Regierung kann die weiteren Modalitäten für die Durchführung der öffentlichen Untersuchung bestimmen.

Binnen fünfzehn Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung richtet das Gemeindegremium die eingereichten Beanstandungen und Bemerkungen, ein Abschlussprotokoll der Untersuchung und seine Stellungnahme an den leitenden Beamten und den Projektträger. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Art. 43 - Die Änderungen, die nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung am Antrag gebracht werden können, müssen sich aus den während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen und Bemerkungen oder den Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Behörden ergeben. Die Änderungen dürfen jedoch nicht die Erweiterung des geplanten Enteignungsgebiets ohne die Zustimmung des Eigentümers des von der geplanten Erweiterung betroffenen Gutes zur Folge haben.

Art. 44 - Bei der Sendung der Empfangsbestätigung richtet der leitende Beamte, zwecks Stellungnahme, eine Kopie des Antrags an die Dienste, Ausschüsse, Kommissionen und Behörden, die die Regierung bestimmt oder deren Stellungnahme sie für notwendig betrachtet.

Die Stellungnahme wird dem leitenden Beamten binnen dreißig Tagen nach dem Empfang seiner Sendung übermittelt. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Art. 45 - Innerhalb von hundert Tagen nach der Sendung der Empfangsbestätigung des Antrags übermittelt der leitende Beamte der Regierung einen zusammenfassenden Bericht über die erörterten Beanstandungen, Beobachtungen und Stellungnahmen, sowie seine eigene Stellungnahme und einen Erlassvorschlag.

Wenn der leitende Beamte diese Dokumente nicht binnen der festgelegten Frist übermittelt, wird das Verfahren weitergeführt.

Art. 46 - § 1 - Die Regierung befindet über den Antrag binnen hundertzwanzig Tagen nach der Sendung der Empfangsbestätigung.

Mangels dessen kann der Projektträger ein Erinnerungsschreiben an die Regierung senden.

Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens, wird der Antrag abgelehnt.

§ 2 - Wenn das Anerkennungsgebiet Erschließungsarbeiten und -handlungen betrifft, lehnt die Regierung in jedem Fall den Antrag ab, wenn in dem Anerkennungsgebiet nicht Folgendes vorgesehen wird:

a) ein Angebot an Grundstücken, das Bedürfnissen genügt, die auf der Ebene von mehreren Gemeinden identifiziert sind;

b) der Einsatz von ökoeffizienten und hochqualitativen Ausrüstungen;

c) das Vorhandensein eines Hochgeschwindigkeitsnetzes mit optischen Fasern, das ab allen im Gebiet befindlichen Straßen zugänglich ist;

d) die Anwendung eines Sonderlastenheftes für die Bauaufträge, das soziale und Umweltklauseln enthält;

e) die Einführung einer städtebaulichen und ökologischen Charta, die insbesondere auf eine Verdichtung des Gebiets und eine hohe Belegungsquote je nach der Art der Aktivitäten abzielt;

f) eine kollektive oder kooperative Verwaltung der nicht verwertbaren Restflächen.

Die Regierung kann die Begriffe des vorigen Absatzes näher bestimmen.

Absatz 1 a) ist nicht anwendbar, wenn das Gebiet

a) sich in einer Gemeinde befindet, die für den Zeitraum 2014-2020 auf der Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung identifiziert ist, so wie sie am 3. April 2014 von der Regierung verabschiedet wurde, oder sich in einem förderfähigen Gebiet im Rahmen des Schwerpunkts 5 des operationellen EFRE-Programms Wallonie-2020.eu für die Programmplanung 2014-2020 befindet, so wie es am 16. Dezember 2014 von der Europäischen Kommission gebilligt wurde, oder sich in einer Gemeinde befindet, auf welche die Strategie für den wirtschaftlichen Wiederaufschwung von Gebieten, wo Umstrukturierungen stattgefunden haben, in Übereinstimmung mit dem Beschluss der Regierung vom 13. Mai 2015 anwendbar ist;

b) die Schaffung eines Mikrobereichs für gewerbliche Aktivitäten in einem Siedlungsraum betrifft, zwecks der Wiederherstellung des Stadtgefüges oder der Wiederansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten in einem städtischen Gebiet innerhalb einer Höchstfläche von 10 ha;

c) sich innerhalb eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder eines Areals für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung befindet;

d) zur Umsetzung der vorrangigen Gewerbegebietspläne beiträgt.

Wenn die Regierung das Anerkennungsgebiet genehmigt, bestimmt sie den anwendbaren Bezuschussungssatz, wenn für das Gebiet Erhöhungen gewährt werden. Ihrem Beschluss fügt sie den Enteignungsplan bei.

§ 3 - Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger, der (den) betroffenen Gemeinde(n), dem leitenden Beamten und dem beauftragten Beamten notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag stattgibt, wird der Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 3 — Auswirkungen

Art. 47 - § 1 - Der Beschluss der Regierung löst die Auswirkungen des Anerkennungsgebiets und des Enteignungserlasses aus.

§ 2 - Das so angenommene Anerkennungsgebiet verfällt, wenn der Projektträger binnen zehn Jahren nach seiner Annahme für dieses Gebiet keinen Zuschuss nach Artikel 62 beantragt hat.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen. Er wird vom leitenden Beamten festgestellt, der den Projektträger, die betroffene(n) Gemeinde(n) und den beauftragten Beamten nach Artikel D.IV.22 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung darüber informiert.

Auf Antrag des Projektträgers kann die Regierung die Gültigkeit des Anerkennungsgebiets jedoch um zwei Jahre verlängern. Dieser Antrag wird spätestens neunzig Tage vor Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist eingereicht.

Die Regierung befindet über den Antrag spätestens am Tage vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist. Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb dieser Frist gilt der Antrag als genehmigt.

Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag des Projektträgers stattgibt, wird der Erlass, oder eine Bekanntmachung, durch die das Fehlen eines ausdrücklichen Beschlusses erwähnt wird, auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 3 - Der so verabschiedete Erlass, durch den die Enteignung genehmigt wird, verfällt, wenn der Projektträger innerhalb von zehn Jahren nach seiner Verabschiedung durch die Regierung im Gebiet kein einziges Immobiliengut erworben hat.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen. Er wird vom leitenden Beamten festgestellt, der den Projektträger, die betroffene(n) Gemeinde(n) und die Eigentümer und sonstigen Inhaber von dinglichen Rechten an den vom Erlass betroffenen Gütern darüber informiert.

Auf Antrag des Projektträgers kann die Regierung die Gültigkeit des Erlasses jedoch um zwei Jahre verlängern. Dieser Antrag wird spätestens neunzig Tage vor Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist eingereicht.

Die Regierung befindet über den Antrag spätestens am Tage vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist. Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb dieser Frist wird der Antrag abgelehnt.

Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag des Projektträgers stattgibt, wird der Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

KAPITEL IV — Vorkaufsrecht

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 48 - Der Projektträger der Kategorie A, gegebenenfalls im Rahmen der in Artikel 3 Absatz 2 festgelegten Bedingungen, oder im Falle eines Projektträgers der Kategorie B, die in Artikel 2 § 1 a) bis c) genannte Person kann bei der Regierung ein Vorkaufsrecht auf die Immobiliengüter beantragen, die:

a) entweder innerhalb eines Anerkennungsgebiets liegen, das dem Projektträger, der das Vorkaufsrecht beantragt, gewährt worden ist;

b) oder sich innerhalb eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder eines Areals für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung, das zur Ansiedlung von gewerblichen Aktivitäten bestimmt ist, befinden;

c) oder dazu bestimmt sind, in ein Anerkennungsgebiet aufgenommen zu werden, in Übereinstimmung mit dem mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen des Projektträgers, der das Vorkaufsrecht beantragt, oder mit den Aktualisierungen dieses Programms, wobei das Programm bzw. die Aktualisierungen mit dem Visum der Regierung versehen sind, und ebenfalls in Übereinstimmung mit:

- dem strategischen Plan im Sinne von Artikel L1523-13 § 4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung;

- dem Geschäftsführungsvertrag, dem Betriebsplan oder den besonderen Informationen im Sinne des Dekrets vom 12. Februar 2004 über den Geschäftsführungsvertrag und die Informationspflichten;

- oder jedem sonstigen laut der Gesetzgebung erforderlichen strategischen Dokument, das den Projektträger verpflichtet, wenn die in den vorigen Gedankenstrichen genannten Dokumente laut der Gesetzgebung nicht erforderlich sind;

d) oder eine aus einem Stück bestehende Einheit bilden, die an ein bestehendes Anerkennungsgebiet angrenzt, unter der Bedingung, dass sie der Gegenstand von Erschließungshandlungen und -arbeiten sein können, und dass die geplante Erweiterung höchstens zwanzig Hektar und fünfzig Prozent der Fläche des bestehenden Gebiets betrifft.

Die Regierung bewertet den Antrag, indem sie insbesondere dafür sorgt, dass das Vorkaufsrecht keine anderen laufenden Projekte beeinträchtigt, die zur wirtschaftlichen, sozialen, ökologischen, energetischen oder erbebezogenen Entwicklung der Region beitragen.

Abschnitt 2 — Verfahren

Art. 49 - Der Inhalt des Antrags wird von der Regierung festgelegt.

Der Antrag enthält mindestens folgende Angaben:

a) das bestehende oder geplante Anerkennungsgebiet;

b) einen Plan und einen weniger als drei Monate alten Auszug der Katastermutterrolle;

c) ein Verzeichnis der Eigentümer und der sonstigen Inhaber von dinglichen Rechten an den Gütern;

d) eine Bewertung der sozial-wirtschaftlichen Zweckmäßigkeit des Projekts.

Art. 50 - Der leitende Beamte richtet zwecks Stellungnahme eine Kopie des Antrags an die Dienste, Ausschüsse, Kommissionen und Behörden, die die Regierung bestimmt. Die Stellungnahme wird binnen dreißig Tagen nach dem Empfang der Sendung des leitenden Beamten an Letzteren gerichtet. Eine fehlende Stellungnahme gilt als günstige Stellungnahme.

Binnen fünfzig Tagen nach der Einsendung der Empfangsbestätigung für den Antrag richtet der leitende Beamte einen zusammenfassenden Bericht über die geäußerten Bemerkungen und Stellungnahmen sowie seine eigene Stellungnahme und einen Erlassvorschlag an die Regierung.

Falls der leitende Beamte diese Dokumente nicht innerhalb der festgelegten Frist übermittelt, wird das Verfahren weitergeführt.

Art. 51 - Die Regierung befindet über den Antrag binnen sechzig Tagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung. Wurde kein Beschluss gefasst, so kann der Projektträger ein Erinnerungsschreiben an die Regierung senden.

Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Erinnerungsschreibens, gilt der Antrag als genehmigt.

Der Beschluss der Regierung, durch den das Vorkaufsrecht oder die stillschweigende Genehmigung gewährt wird, wird den Eigentümern und den sonstigen Inhabern eines dinglichen Rechts an einer Immobilie, die sich in dem Gebiet befindet, das dem Vorkaufsrecht unterliegt, sowie der Gemeinde und dem beauftragten Beamten im Sinne von Artikel D.IV.22 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung notifiziert.

Außerdem wird der Erlass oder eine Bekanntmachung über die stillschweigende Genehmigung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht und ins Register des Hypothekenamtes eingetragen.

Abschnitt 3 — Auswirkungen

Art. 52 - Das Vorkaufsrecht erlischt spätestens zehn Jahre nach seiner Einführung, oder wenn die Regierung das Zurückgreifen auf die Enteignung zwecks des Erwerbs der Immobiliengüter erlaubt.

Art. 53 - Das Vorkaufsrecht bezieht sich auf jede entgeltliche Veräußerung von bebauten oder unbebauten Immobilien und von allen dinglichen Rechten, die sich auf Immobilien beziehen.

Ausgenommen von dem Vorkaufsrecht sind jedoch die folgenden Fälle:

a) die Güter, die in Anwendung von Artikel D.358 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft dem Vorkaufsrecht unterliegen;

b) Einbringungen in eine Gesellschaft und Abtretungen infolge von Fusionen, Spaltungen oder Übernahmen von Handelsgesellschaften;

c) Abtretungen von Immobilien in Ausführung einer Verkaufszusage, die in einen Mietfinanzierungsvertrag eingefügt ist;

d) wenn der Pächter, der das Gut seit mehr als einem vollen Jahr betreibt, entweder selbst oder über seinen Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, seine Nachkommen oder diejenigen seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners, sein Vorkaufsrecht gemäß dem Gesetz vom 4. November 1969 über den Landpachtvertrag ausübt;

e) im Falle des Verkaufs an den Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner des Eigentümers oder eines der Miteigentümer, an deren Nachkommen oder diejenigen ihres Ehepartners oder gesetzlich zusammenwohnenden Partners oder an eine Person mit einem Verwandtschaftsverhältnis bis zum vierten Grad, insofern sie für eigene Rechnung kaufen und innerhalb der folgenden zwei Jahre kein Wiederverkauf stattfindet;

f) im Falle des Verkaufs an einen Miteigentümer eines Anteils am Eigentum des Immobilienguts;

g) wenn das Gut Gegenstand einer Verkaufszusage ist, deren sicheres Datum dem Beschluss der Regierung, das besagte Gut in ein Gebiet nach Artikel 51 mit einzuschließen, vorhergeht, insofern diese Zusage von ihrem Bezugsberechtigten angenommen wird;

h) wenn das Gut infolge eines direkt vom Pächter gemachten Angebots verkauft wird, ohne dass dieser auf das Vorkaufsrecht zurückgreifen muss, auf das er aufgrund des Gesetzes vom 4. November 1969 über den Landpachtvertrag Anspruch hat, unter der Bedingung, dass er nachweist, dass er das Gut seit mehr als einem vollen Jahr ab dem Datum, an dem der endgültige Kaufvertrag ein sicheres Datum erhalten hat, für landwirtschaftliche Tätigkeiten, mit Ausnahme des Anbaus von Weihnachtsbäumen, entweder selbst oder über seinen Ehepartner oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner, seine Nachkommen oder diejenigen seines Ehepartners oder gesetzlich zusammenlebenden Partners, bewirtschaftet, und dass er das erworbene Gut nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren verkauft, mangels dessen die in Artikel D.358 § 6 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft vorgesehenen Modalitäten angewandt werden.

Art. 54 - § 1 - Jede Veräußerung eines dinglichen Rechts an einem Immobiliengut, das dem Vorkaufsrecht unterworfen ist, unterliegt einer vorherigen Absichtserklärung des Inhabers dieses dinglichen Rechts, die dem Projektträger, der über das Vorkaufsrecht verfügt, per Einschreiben zugestellt werden muss.

Die Erklärung der Veräußerungsabsicht, deren Muster von der Regierung festgelegt wird, muss folgende Angaben enthalten:

a) Identität und Wohnsitz des Inhabers des dinglichen Rechts an der Immobilie;

b) Adresse des Immobilienguts, dessen Veräußerung in Frage kommt;

c) Beschreibung des Immobilienguts und insbesondere dessen katastrale Bezeichnung, die Fläche der Parzelle, die Grundfläche des Gebäudes, die Geschossfläche und die Anzahl Geschosse;

d) die sonstigen dinglichen Rechte und die persönlichen Rechte, die damit verbunden sind;

e) die detaillierte Angabe der Städtebau- oder Parzellierungs- und Verstärkungsgenehmigungen, der städtebaulichen Bescheinigungen, die sich auf das Gut beziehen, sowie die letzte und genaueste städtebauliche Zweckbestimmung unter Angabe der in den verschiedenen Raumordnungsplänen vorgesehenen Bezeichnung;

f) Preis und Bedingungen der geplanten Veräußerung oder, im Falle einer öffentlichen Versteigerung, den eventuellen Startpreis;

g) bei fehlender Preisangabe den vertraglich festgelegten Wert der Gegenleistung, der zu Lasten des Erwerbers des dinglichen Rechts an der Immobilie geht;

h) die Angabe, dass der Projektträger das Recht hat, das Gut zu besichtigen.

Der Projektträger informiert den Erklärenden binnen fünfzig Tagen nach Eingang der Erklärung über seinen Beschluss, sein Vorkaufsrecht auszuüben oder nicht auszuüben.

§ 2 - Im Falle einer Versteigerung wird die in § 1 genannte Erklärung mindestens sechzig Tage vor der ersten Ausschreibungssitzung vom Notar erstellt, der mit der Versteigerung beauftragt ist. Bei Wiederverkauf infolge der Ausübung des Rechts auf Abgabe eines Übergebots wird die Erklärung vom Notar unverzüglich nach Erhalt der Übergebote erstellt. Sie enthält außerdem das Datum und die Modalitäten der Versteigerung.

Der Projektträger übermittelt eine Kopie der Erklärung entweder dem Erwerbsausschuss oder einem Kollegium von drei gemäß Artikel 38 bestellten Notaren, mit der Bitte um Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen. Fehlt die Stellungnahme innerhalb der genannten Frist, so wird das Verfahren fortgesetzt.

Am Ende der Gebote und vor Erteilung des Zuschlags fragt der amtierende Notar in der Öffentlichkeit, ob einer der Vorkaufsberechtigten sein Recht zum Preis des letzten Angebots geltend machen will.

Dieser tritt an die Stelle des Letztbietenden.

Bei einem Wiederverkauf infolge der Ausübung des Rechts auf Abgabe eines Übergebots muss die gleiche Frage öffentlich bei der Übersteigerungssitzung gestellt werden.

Unbeschadet von Artikel 1592 des Gerichtsgesetzbuches verfügt der Projektträger, insofern er sein Vorkaufsrecht nicht sofort geltend macht, über eine Frist von dreißig Tagen ab der Versteigerung, um den amtierenden Notar über seine Entscheidung, an die Stelle des Letztbietenden zu treten, zu informieren.

Eine Kopie der Entscheidung wird der Zuschlagsurkunde beigelegt.

Art. 55 - Wenn der Projektträger auf die Ausübung seines Rechts verzichtet, kann der Inhaber des dinglichen Rechts an einem Immobiliengut, das dem Vorkaufsrecht unterliegt, dasselbe Gut veräußern, ohne die in Artikel 54 genannten Bestimmungen erfüllen zu müssen, vorausgesetzt dass:

- a) die authentische Urkunde zur Feststellung der Veräußerung binnen drei Jahren ab dem Verzicht erfolgt;
- b) der Veräußerungspreis nicht unter dem Preis liegt, der in der in Anwendung von Artikel 54 eingereichten Erklärung steht.

Der protokollierende Urkundsbeamte ist verpflichtet, den Projektträger über die Einhaltung der in Absatz 1 genannten Bedingungen zu informieren.

Art. 56 - Bei einem Erwerb zahlt der Projektträger den Kaufbetrag innerhalb von vier Monaten entweder nach der Entscheidung zum Erwerb des Gutes oder nach der definitiven richterlichen Entscheidung oder nach dem Datum der Versteigerungsurkunde und spätestens am Tage der Beurkundung.

Art. 57 - § 1 - Es darf keine Veräußerung einer Immobilie, die dem Vorkaufsrecht unterliegt, zugunsten einer anderen Person als der Projektträger beurkundet werden, ohne dass die Einhaltung der Vorschriften des vorliegenden Abschnitts festgestellt worden ist.

Zu diesem Zweck händigt der Projektträger jedem Notar oder öffentlichen Beamten, auf dessen Anfrage, und dies innerhalb von 30 Tagen nach dem Eingang dieser Anfrage, eine Bescheinigung aus, die nach der durch die Regierung festgelegten Vorlage erstellt ist, und von der Art ist, dass die Existenz jeder Verkaufsabsichtserklärung und die diesbezüglichen Folgen nachgewiesen werden können.

Wenn der leitende Beamte diese Dokumente nicht innerhalb der festgelegten Frist übermittelt, kann die Urkunde selbst ohne Bescheinigung aufgenommen werden.

§ 2 - Jede privatschriftliche Vereinbarung oder Urkunde in Bezug auf die Veräußerung einer Immobilie unter Vorkaufsrecht zugunsten einer anderen Person als der Projektträger gilt unwiderlegbar als unter der aufschiebenden Bedingung einer Nichtausübung des Vorkaufsrechts abgeschlossen.

Art. 58 - Wenn das dingliche Recht an einer Immobilie in Übertretung der Vorschriften des vorliegenden Abschnitts veräußert worden ist, kann der Projektträger vor Gericht die Nichtigkeit des Vertrages und sich selbst als Bezugsberechtigten anstelle des Drittbezogenen erklären lassen; dabei gelten die im Vertrag vereinbarten Preise und Bedingungen.

TITEL 4 — *Finanzielle Beihilfen der Region*

KAPITEL I — *Allgemeines*

Art. 59 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den Projektträgern Zuschüsse gewähren für:

- a) jede Erschließung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 3;
- b) jede Wiederbelebung im Sinne von Artikel 1 Ziffer 4;
- c) jeden Zwangsrückkauf nach Artikel 83 oder jeden Rückkauf der Gebäude im Falle der Auflösung der Mietvereinbarung oder der Abtretung von dinglichen Rechten nach Artikel 84;
- d) jede Studie im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5, die für die Erschließung, die Wiederbelebung, die Schaffung, den Erwerb oder den Umbau eines zeitweiligen Unterakunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen erforderlich ist.

Im Rahmen der Haushaltsmittel der Programme zur alternativen Finanzierung, die sie zu diesem Zweck bestimmt, kann die Regierung den Projektträgern ausnahmsweise Zuschüsse gewähren für den Erwerb von Grundstücken, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden oder dazu bestimmt sind, in ein solches Gebiet eingegliedert zu werden, oder für den Erwerb der Immobiliengüter, die für die Erschließungshandlungen und -arbeiten bestimmt sind, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets erforderlich sind.

Art. 60 - Der Zuschuss kann nur denjenigen Projektträgern gewährt werden, die für ihr mehrjähriges Programm für Infrastrukturinvestitionen oder dessen Aktualisierung, für das laufende Jahr das ausdrückliche oder das im Sinne von Artikel 4 Absatz 5 stillschweigende Visum der Regierung erhalten haben.

Die Regierung kann für die Gewährung der Zuschüsse bestimmte Bedingungen auferlegen, insbesondere in Verbindung mit der Zweckbindungsdauer oder Benutzungsdauer des Gutes, der Art der zugelassenen Aktivitäten, der Form, dem Inhalt und der Übermittlung der Belege.

KAPITEL II — *Verfahren für die Gewährung eines Zuschusses*

Art. 61 - Der Inhalt des Zuschussantrags wird von der Regierung festgelegt, wobei Letztere zwischen Zuschüssen für die Erschließung, die Wiederbelebung, den Rückkauf, Studien oder den Erwerb unterscheidet.

Art. 62 - Der Projektträger richtet den Antrag auf Gewährung eines Zuschusses an den leitenden Beamten.

Der leitende Beamte übermittelt der Regierung seine Stellungnahme und einen Beschlussvorschlag.

Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger notifiziert.

Art. 63 - In dem Erlass zur Gewährung des Zuschusses werden dessen Zweckbestimmung, Betrag und Auszahlungsmodalitäten bestimmt. In diesem Erlass können auch Sonderbedingungen festgelegt werden, die die effektive Zweckbestimmung des Zuschusses für die Ansiedlung und Entwicklung von gewerblichen Aktivitäten garantieren.

KAPITEL III — *Berechnungsgrundlage, Satz, Verfahren für die Auszahlung und Rückforderung der Zuschüsse*

Art. 64 - Die Regierung bestimmt, wie die bezuschussten Erschließungen, Wiederbelebungen, Rückkäufe, Studien und Erwerbe bewertet werden.

Der Zuschuss wird unter Berücksichtigung des Betrags gewährt, für den die Bauleistungen, Lieferungen oder Dienstleistungen vergeben wurden, der zur Deckung von Betragsüberschreitungen um höchstens fünfzehn Prozent erhöht wird. Diese Erhöhung von fünfzehn Prozent kann nur dann überschritten werden, wenn der Projektträger unverhersehbare oder außergewöhnliche Umstände nachweisen kann.

Art. 65 - Die für zeitweilige Unterkunftsgebäude oder Zentren für Hilfsdienstleistungen gewährten Zuschüsse genügen den Vorschriften nach Artikel 56 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union.

Art. 66 - § 1 - Die Regierung bestimmt den Bezuschussungssatz für Erschließungsmaßnahmen, die in der Schaffung, dem Erwerb oder dem Umbau eines zeitweiligen Unterkunftsgebäudes oder eines Zentrums für Hilfsdienstleistungen bestehen, für Studien, Rückkäufe und Wiederbelebungsmaßnahmen.

§ 2 - Die Regierung bestimmt den Basissatz für den Zuschuss in Bezug auf Erschließungsmaßnahmen, die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die auf Immobiliengütern durchgeführt werden, die sich in einem Anerkennungsgebiet befinden, um die Ansiedlung oder die Entwicklung von gewerblichen Aktivitäten zu ermöglichen, oder die in Handlungen und Arbeiten bestehen, die zur Umsetzung des Anerkennungsgebiets notwendig sind und außerhalb dieses Gebiets durchgeführt werden.

Die Regierung bestimmt die Art und Weise, wie der Basissatz in Bezug auf diese Erschließungsmaßnahmen in folgenden Fällen erhöht werden kann:

a) das "regionale Gewerbegebiet": wenn in dem Gebiet ein regionales oder überregionales Interesse verfolgt wird, und seine Umsetzung einen wesentlichen Mehrwert zur wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung auf Ebene der Wallonie bringt;

b) das "spezialisierte Gewerbegebiet": wenn das Gebiet eine spezialisierte wirtschaftliche Ausrichtung aufweist;

c) das "öffentliche-private Gewerbegebiet": wenn das Gebiet dank der Einbeziehung oder Beteiligung einer privatrechtlichen Person zustande kommt, entweder in den in Artikel 2 § 2 genannten Formen, oder in der Form einer Ko-Investition mit einer Privatperson unter Einhaltung der von der Regierung bestimmten Bedingungen;

oder das "öffentliche-öffentliche Gewerbegebiet": wenn das Gebiet dank der Einbeziehung oder Beteiligung einer öffentlich-rechtlichen Person zustande kommt, entweder in der Form einer Vereinigung ohne Rechtspersönlichkeit, oder in der Form einer juristischen Person des öffentlichen Rechts, unter der Voraussetzung, dass mindestens einer der Teilhaber eine in Artikel 2 § 1 a) bis c) genannte Person ist;

d) das "nachhaltige Gewerbegebiet": wenn bei der Umsetzung des Gebiets den mit der nachhaltigen Entwicklung verbundenen Anforderungen unter von der Regierung festgelegten Bedingungen Rechnung getragen wird;

e) das "NGS-Gewerbegebiet": wenn die Umsetzung des Gebiets die Aufnahme von Immobiliengütern erfordert, die sich innerhalb eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder eines Areals für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung befinden;

f) das "Gewerbegebiet 2020": wenn sich das Gebiet in einer Gemeinde befindet, die für den Zeitraum 2014-2020 auf der Karte der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung identifiziert ist, so wie sie am 3. April 2014 von der Regierung verabschiedet wurde, oder sich in einem förderfähigen Gebiet im Rahmen des Schwerpunkts 5 des operationellen EFRE-Programms Wallonie-2020.eu für die Programmplanung 2014-2020 befindet, so wie es am 16. Dezember 2014 von der Europäischen Kommission gebilligt wurde, oder sich in einer Gemeinde befindet, auf welche die Strategie für den wirtschaftlichen Wiederaufschwung von Gebieten, wo Umstrukturierungen stattgefunden haben, in Übereinstimmung mit dem Beschluss der Regierung vom 13. Mai 2015 anwendbar ist.

Die Regierung kann die Fälle und in Absatz 2 genannten Bedingungen bestimmen, die eine Erhöhung des Bezuschussungssatzes ermöglichen.

Der Projektträger kann eine Erhöhung des im Erlass zur Annahme des Anerkennungsgebiets bestimmten Bezuschussungssatzes beantragen, indem er Gründe geltend macht, die nach der Annahme des Anerkennungsgebiets zustande gekommen sind.

Die Regierung befindet über den Antrag innerhalb von sechzig Tagen nach dessen Empfang. Wird kein Beschluss gefasst, so gilt der Antrag als genehmigt und wird die Erhöhung gewährt.

Die Erhöhung gilt für die Handlungen und Arbeiten, die zum Zeitpunkt, wo sie gewährt wird, noch durchzuführen sind.

§ 3 - Die Regierung bestimmt den Bezuschussungssatz für den Erwerb von Immobiliengütern nach Artikel 59 Absatz 2.

Art. 67 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Auszahlung der gewährten Zuschüsse.

Wenn die Regierung zum Zeitpunkt der Auszahlung der Zuschüsse feststellt, dass die Elemente zur Begründung der Gewährung einer Erhöhung des Bezuschussungssatzes für eine Erschließung nach Artikel 66 § 2 nicht umgesetzt worden sind, teilt sie dies dem Projektträger mit, wobei sie den auf das Gebiet anwendbaren Bezuschussungssatz angibt, dies sowohl für die bereits durchgeführten Handlungen, Arbeiten und Studien als für diejenigen, die noch durchzuführen sind.

Gegebenenfalls zieht sie die unrechtmäßig gezahlten Zuschüsse auf verhältnismäßige Weise wieder ein.

Art. 68 - Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Rückforderung der Gesamtheit oder eines Teils des Zuschusses, wenn ein von einem Projektträger der Kategorie B geführtes Projekt am Abschluss eines fünfzehnjährigen Zeitraums nach der Auszahlung des Zuschusses für diesen Projektträger eine Gewinnspanne ergibt.

KAPITEL IV — *Ende der gewerblichen Nutzung des bezuschussten Guts*

Art. 69 - Der Projektträger kann auf seinen Antrag hin und mit der Zustimmung der Regierung der gewerblichen Nutzung des Gutes, für welches er von der Region einen Zuschuss erhalten hat, ein Ende setzen. Diese Zustimmung kann an Bedingungen geknüpft werden, insbesondere in Verbindung mit der Rückzahlung der Gesamtheit oder eines Teils des regionalen Zuschusses.

Art. 70 - Wenn die Regierung feststellt, dass der gewerblichen Nutzung eines Gutes ohne ihre Zustimmung und in Widerspruch mit den Bezuschussungsbedingungen ein Ende gesetzt wurde, zieht sie den Zuschuss insgesamt oder teilweise, auf verhältnismäßige Weise wieder ein; dies gilt nicht im Falle eines Konkurses, einer gerichtlichen Reorganisation des Benutzers des Gutes, oder der Abtretung eines dinglichen Rechts oder Vermietung ohne Zustimmung des Projektträgers.

Der Beschluss der Regierung zur Feststellung des Endes der gewerblichen Nutzung des Gutes wird dem Projektträger notifiziert.

KAPITEL V — *Berichterstattung, Kontrolle und Strafmaßnahmen*

Art. 71 - Spätestens am 1. Januar eines jeden Jahres unterbreitet der Projektträger dem leitenden Beamten einen Bericht, der insbesondere folgende Angaben enthält:

- a) eine Darstellung des Stands der Umsetzung des mehrjährigen Programms für Infrastrukturinvestitionen und seiner Aktualisierungen, das/die mit dem Visum der Regierung versehen ist/sind;
- b) für das abgelaufene Jahr, eine Beschreibung der getätigten Investitionen, die im mehrjährigen Programm für Infrastrukturinvestitionen oder in seinen Aktualisierungen nicht übernommen waren;
- c) eine Beschreibung der Lage der Anerkennungs- und Enteignungsgebiete und Gebiete mit Vorkaufsrecht, die dank der Regierungszuschüsse umgesetzt wurden.
- d) eine Identifizierung der verfügbaren Grundstücke, zeitweiligen Unterkunftsgebäude oder Zentren für Hilfsdienstleistungen;
- e) die Daten betreffend die Zurverfügungstellung und den Rückkauf jeglicher Güter, die aufgrund des vorliegenden Dekrets oder vorheriger Gesetzesbestimmungen Gegenstand einer Finanzierung gewesen sind;
- f) die Statistik betreffend die Anzahl angesiedelter Unternehmen, die durch diese Unternehmen getätigten Investitionen und die Anzahl direkt geschaffener Arbeitsplätze;
- g) für die Projektträger der Kategorie B, eine finanzielle Aufstellung mit allen Kosten und allen eingezogenen oder sicheren Einnahmen, dies je Projekt;
- h) einen Bericht über die Art und Weise, wie der Projektträger die Grundsätze der Kreislaufwirtschaft in den Anerkennungsgebieten umsetzt, sowie die Ziele und Verbesserungsmaßnahmen für die Zukunft.

Die Regierung kann die Form und den Inhalt dieses Berichts näher bestimmen.

Falls die Regierung den jährlichen Bericht nicht erhält, kann sie es verweigern, das mehrjährige Programm für Infrastrukturinvestitionen des Projektträgers oder seine Aktualisierung mit ihrem Visum zu versehen.

Art. 72 - Der leitende Beamte prüft das Fehlen von Verstößen im Rahmen der Umsetzung der Anerkennungsgebiete, Enteignungsgebiete und Gebiete mit Vorkaufsrecht, der Zurverfügungstellungen und der Benutzung der Zuschüsse.

Art. 73 - Der leitende Beamte benachrichtigt den Projektträger über die Verstöße, die er feststellt, und gibt Folgendes an:

- a) die beabsichtigte Strafe, wenn der Verstoß erwiesen ist;
- b) das Datum der Anhörung, bei welcher der Projektträger aufgerufen wird, seine Bemerkungen geltend zu machen, ggf. im Beisein seines Rechtsanwalts;
- c) die Art und Weise, wie der Projektträger in die vollständige Akte in Bezug auf die Verstöße, die ihm vorgeworfen werden, Einsicht haben kann.

Die Anhörung wird protokolliert.

Nach Stellungnahme des leitenden Beamten übermittelt die Regierung dem Projektträger ihren Beschluss innerhalb von vierzig Tagen nach der Anhörung.

Art. 74 - Die Strafmaßnahme besteht darin, die Gesamtheit oder einen Teil des unsachgemäß benutzten Zuschusses zurückzufordern, und gegebenenfalls dem Projektträger die Beantragung neuer Zuschüsse innerhalb eines bestimmten Zeitraums zu untersagen.

Die Strafe steht in einem angemessenen Verhältnis zur Schwere der Verstöße.

TITEL 5 — *Verwaltung der Anerkennungsgebiete durch die Projektträger*

Art. 75 - Die Projektträger setzen die Gebiete um, deren Anerkennung ihnen gewährt worden ist, wobei sie die folgenden Ziele verfolgen:

- a) die Grundstücke einrichten oder wiederbeleben, um dort die Entwicklung einer ständigen, nachhaltigen und dynamischen gewerblichen Aktivität zu ermöglichen;
- b) die wirtschaftliche Attraktivität des Gebiets fördern;
- c) die Böden und Gebäude auf sparsame Weise benutzen;
- d) die sachgemäße Instandhaltung der bezuschussten Infrastrukturen garantieren.

Art. 76 - Auf der Grundlage der Angaben, die von den Projektträgern in ihrem Jahresbericht mitgeteilt werden, erstellt die Regierung eine Datenbank der Grundstücke, zeitweiligen Unterkunftsgebäude oder Zentren für Hilfsdienstleistungen, die in den Anerkennungsgebieten verfügbar sind.

Zwecks der Erstellung der Datenbank übermitteln die Projektträger quartalsweise der Regierung die aktualisierten Informationen des Jahresberichts in Bezug auf die Identifizierung der Grundstücke oder zeitweiligen Unterkunftsgebäude oder Zentren für Hilfsdienstleistungen sowie die Angaben in Bezug auf die Zurverfügungstellungen und Rückkäufe. Bei Nichtübermittlung dieser Informationen und nach Sendung einer Mahnung verringert die Regierung den Bezuschussungssatz für jeden neuen Antrag, der vom säumigen Projektträger eingereicht wird, um 10%, dies bis die Informationen übermittelt sind.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Übermittlung der Informationen und die Senkung des Bezuschussungssatzes näher bestimmen. Sie kann auch bestimmen, welche in der Datenbank enthaltenen Informationen der Öffentlichkeit zugänglich sind, und in welcher Form.

TITEL 6 — Zurverfügungstellung**KAPITEL I — Verfahren für die Zurverfügungstellung**

Art. 77 - Mit Ausnahme der in Artikel 22 genannten Fälle werden die mittels Zuschüssen, die aufgrund des vorliegenden Dekrets gewährt wurden, eingerichteten, wiederbelebten oder zurückgekauften Immobiliengüter den gewerblichen Nutzern oder Vermittlern durch Verkauf, Vermietung oder Abtretung von dinglichen Rechten zur Verfügung gestellt.

KAPITEL II — Preis der abgetretenen Rechte

Art. 78 - Die Rechte werden zu einem Preise abgetreten, der weder den Verkaufswert des Gutes noch die vom Projektträger eingegangenen Kosten unterschreiten kann.

Die Rechte können unter Berücksichtigung ihrer Opportunitätskosten oder ihres Kostenpreises abgetreten werden, wenn sie den Verkaufswert überschreiten.

Art. 79 - Die Zurverfügungstellung von gemeinsamen Dienstleistungen und Ausrüstungen in den zeitweiligen Unterkunftsgebäuden oder Zentren für Hilfsdienstleistungen geschieht zum Marktpreis.

KAPITEL III — Beurkundung

Art. 80 - Der Erwerbssausschuss wird mit der Bestimmung des Verkaufswerts der vom Projektträger abgetretenen Rechte beauftragt.

Art. 81 - Wenn der Projektträger nicht den Erwerbssausschuss damit beauftragt, kann er ein gemäß Artikel 38 aus drei Notaren zusammengestelltes Kollegium darum ersuchen, den Verkaufswert der abgetretenen Rechte zu bestimmen, und dann einen der drei Notare dieses Kollegiums darum ersuchen, die Urkunden für den Verkauf, für die Abtretung der dinglichen Rechte oder die freihändige Verpachtung anzufertigen.

KAPITEL IV — Verbindliche Bedingungen in den Vereinbarungen zur Abtretung von Rechten**Abschnitt 1 — Auf alle Vereinbarungen anwendbare Bestimmungen**

Art. 82 - Jede Vereinbarung zur Abtretung von Rechten in Bezug auf ein in einem Anerkennungsgebiet befindliches Gut umfasst:

- a) eine Klausel, welche die auf oder in dem Immobiliengut auszuübende gewerbliche Aktivität beschreibt;
- b) eine Klausel, welche die Forderungen in Sachen Beschäftigung für die auf dem Gut auszuübende Aktivität bestimmt;
- c) eine Klausel, welche den Mindestbetrag der zu tätigenen Investitionen für die auf dem Gut auszuübende Aktivität bestimmt;
- d) eine Klausel, durch welche die Vereinbarung wegen eines Verschuldens auf Seiten des Erwerbers oder des Pächters gekündigt wird, wenn die gewerbliche Aktivität binnen der in der Vereinbarung vereinbarten Frist oder mangels dessen innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab der Unterzeichnung der Urkunde nicht effektiv ist, außer wenn eine ausdrückliche Genehmigung des Projektträgers, um diese Frist um ein Jahr zu verlängern, vorliegt;
- e) eine Klausel, durch welche die Ausübung eines Einzelhandelbetriebs auf oder innerhalb des Immobilienguts verboten wird, es sei denn, dieser wurde vorher vom Projektträger als Hilfstätigkeit für die anderen im Anerkennungsgebiet ausgeübten Tätigkeiten anerkannt;
- f) eine Klausel, durch die der gewerbliche Nutzer oder Vermittler sich verpflichtet, die geltende Umweltregelung zu beachten;
- g) eine Klausel, kraft deren der gewerbliche Nutzer oder Vermittler sich verbietet, alle oder einen Teil seiner Rechte an dem Gut ohne die vorherige, ggf. mit Bedingungen verbundene Zustimmung des Projektträgers abzutreten;
- h) eine Klausel, kraft deren der gewerbliche Nutzer oder Vermittler, wenn er das Gut mit dem Einverständnis des Projektträgers nicht selber benutzt, sich verpflichtet, die in vorliegendem Absatz enthaltenen Klauseln und diejenigen nach Artikel 83 und 84 in die zwischen ihm und dem Endnutzer abzuschließende Zurverfügungstellungsververeinbarung aufzunehmen.

Abschnitt 2 — Auf die Verkaufsvereinbarungen anwendbare Bestimmungen

Art. 83 - Wenn die Vereinbarung einen Verkauf bildet, enthält sie neben den Klauseln nach Artikel 82 eine Klausel, in der daran erinnert wird, dass der Projektträger im Falle der Einstellung der in der Vereinbarung identifizierten gewerblichen Aktivität oder im Falle der Nichtbeachtung von Artikel 82, b), c), e), f), g) oder h) einen Zwangsrückkauf des Gutes vornehmen kann.

Wenn der Projektträger die Einstellung der in der Vereinbarung identifizierten gewerblichen Aktivität oder die Nichtbeachtung von Artikel 82, b), c), e), f), g) oder h) feststellt, ermahnt er den gewerblichen Nutzer oder Vermittler, seinen Verpflichtungen innerhalb einer Höchstfrist von einem Monat nachzukommen.

Wenn der gewerbliche Nutzer oder Vermittler nach Ablauf dieser Frist seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, kann der Projektträger den Zwangsrückkauf des Immobilienguts vornehmen.

Der Rückkauf des Grundstücks erfolgt zum ursprünglichen Verkaufspreis, jedoch unter Anwendung der Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise. Sollte dieser Preis den Verkaufswert des Grundstücks überschreiten, dann erfolgt der Rückkauf aufgrund des letzteren Werts.

Die Gebäude, die dem gewerblichen Nutzer oder Vermittler gehören, mit Ausnahme der durch ihre Zweckbestimmung als unbeweglich geltenden Güter und der beweglichen Güter, werden zum Verkaufswert zurückgekauft. Sollte der Verkaufswert über dem gebuchten Selbstkostenpreis abzüglich der in Sachen Einkommensteuern erlaubten Abschreibungen liegen, findet der Rückkauf zu letzterem Preis statt.

Der Verkaufswert und der Selbstkostenpreis werden durch den Erwerbssausschuss oder ein Kollegium von drei Notaren gemäß Artikel 38 bestimmt.

Abschnitt 3 — Auf die Vereinbarungen zur Abtretung von dinglichen Rechten und Mietvereinbarungen anwendbare Bestimmungen

Art. 84 - Wenn die Vereinbarung eine Vermietung oder die Abtretung eines dinglichen Rechts bildet, enthält sie neben den Klauseln nach Artikel 82 eine Klausel, in der daran erinnert wird, dass der Projektträger im Falle der Einstellung der in der Vereinbarung identifizierten gewerblichen Aktivität oder im Falle der Nichtbeachtung von Artikel 82, b), c), e), f), g) oder h) die Vereinbarung wegen eines Verschuldens seitens des gewerblichen Nutzers oder Vermittlers kündigen kann.

Wenn der Projektträger die Einstellung der in der Vereinbarung identifizierten gewerblichen Aktivität oder die Nichtbeachtung von Artikel 82, *b), c), e), f), g)* oder *h)* feststellt, ermahnt er den gewerblichen Nutzer oder Vermittler, seinen Verpflichtungen innerhalb einer Höchstfrist von einem Monat nachzukommen.

Wenn der gewerbliche Nutzer oder Vermittler nach Ablauf dieser Frist seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, kann der Projektträger die Vereinbarung wegen eines Verschuldens seitens des gewerblichen Nutzers oder Vermittlers kündigen.

Die Gebäude, die dem gewerblichen Nutzer oder Vermittler gehören, mit Ausnahme des beweglichen Güter, werden zum Verkaufswert zurückgekauft. Sollte der Verkaufswert über dem gebuchten Selbstkostenpreis abzüglich der in Sachen Einkommensteuern erlaubten Abschreibungen liegen, findet der Rückkauf zu letzterem Preis statt.

Der Verkaufswert und der Selbstkostenpreis werden durch den Erwerbsausschuss oder ein Kollegium von drei Notaren gemäß Artikel 38 bestimmt.

TITEL 7 — *Aufhebungs-, Übergangs-, und Schlussbestimmungen*

Art. 85 - Das Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten wird aufgehoben.

Seine Folgen werden aufrechterhalten:

a) betreffend die Gewährungsbedingungen für die Zuschüsse, das Verfahren zur Gewährung eines Zuschusses, die Berechnungsgrundlage, den Satz, das Verfahren für die Auszahlung und Rückforderung der Zuschüsse: bis zur endgültigen Abnahme der Handlungen und Arbeiten, hinsichtlich:

1. der Einrichtungen, die die Regierung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets in die Programme zur alternativen Finanzierung SOWAFINAL aufgenommen hat;

2. der Einrichtungen, für deren Durchführung ein Bau- oder Lieferauftrag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets vergeben worden ist, unter der Bedingung, dass der Projektträger einen entsprechenden Antrag stellt;

b) betreffend die in Artikel 13 des vorgenannten Dekrets vorgesehene Möglichkeit für den Projektträger, eine gütliches oder vor Gericht unterbreitetes Angebot, das dem Visum des Erwerbsausschusses unterliegt, zu machen: bis zum von der Regierung festgelegten Datum. Wenn der Projektträger einen Zuschuss beantragt für einen Erwerb, der anschließend an einen Antrag auf ein Visum des Erwerbsausschusses zustande gekommen ist, ist der Ankaufpreis, der als Berechnungsgrundlage für den Zuschuss dient, auf folgende Beträge begrenzt: auf den Betrag, der Gegenstand des Visums des Erwerbsausschusses war, auf den im Rahmen eines Angebots gemäß Artikel 13 Absatz 1 des vorgenannten Dekrets genannten Betrag, wenn der Ausschuss seinen Beschluss innerhalb der in Artikel 13 Absatz 2 des vorgenannten Dekrets vorgesehenen Frist nicht mitteilt, oder auf den Höchstbetrag nach Artikel 13 Absatz 3 des vorgenannten Dekrets, wenn der Ausschuss sein Visum verweigert.

In Artikel D.II.12 § 3 Absatz 2 und § 5 Absatz 6, Artikel D.II.49 § 4 Absatz 2, Artikel D.II.50 § 1 Absatz 4, Artikel D.II.51 § 2 Absatz 2 § 4 Absatz 4 und § 5 Absatz 3, Artikel D.II.52 § 2 Absatz 1 § 5 Absatz 4 und § 7 Absatz 3 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung werden die Wörter "Dekret(s) vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten" durch die Wörter "Dekret vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete" ersetzt.

In Artikel D.IV. 22 Absatz 1 Ziffer 6 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung werden die Wörter "Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten" durch "Artikel 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete" ersetzt.

Art. 86 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedeten Anerkennungs- und Enteignungsgebiete unterliegen den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets.

Für die in Absatz 1 erwähnten Gebiete wird keine Erhöhung gewährt, wenn ihre Umsetzung eine Erschließung voraussetzt, um die Ansiedlung oder Entwicklung von gewerblichen Aktivitäten zu ermöglichen, außer wenn die Regierung einen anderslautenden Beschluss fasst, der später, d.h. wenn sie über den Zuschussantrag nach Artikel 66 befindet, angenommen wird, wobei sie sich auf die Kriterien nach Artikel 66 stützt.

Wenn das Anerkennungsgebiet jedoch eine Erschließung voraussetzt,

a) und als Gebiet, das zur Umsetzung eines der wallonischen Wettbewerbspole beiträgt, oder als eins der sieben wissenschaftlichen Gewerbegebiete anerkannt wird, oder innerhalb des Gebiets eine multimodale Logistik zugunsten von mehreren Betrieben ermöglicht wird, oder das Gebiet wegen der Einschränkung der dort zugelassenen Tätigkeitsbereiche als thematisiertes Gebiet anerkannt wird, wird es als "spezialisiertes Gewerbegebiet" anerkannt, und wird es für die entsprechende Erhöhung in Betracht gezogen;

b) und aus einem von der Regierung beschlossenen vorrangigen Gewerbegebietsplan entstanden ist, wird es als "regionales Gewerbegebiet" anerkannt, und wird es für die entsprechende Erhöhung in Betracht gezogen, wenn die Fläche des Gebiets mindestens zwanzig Hektar beträgt;

c) und die Schaffung eines Mikrobereichs für gewerbliche Aktivitäten in einem Siedlungsraum betrifft, zwecks der Wiederherstellung des Stadtgefüges oder der Wiederansiedlung von gewerblichen Aktivitäten in einem städtischen Gebiet, wird es als "nachhaltiges Gewerbegebiet" anerkannt, und wird es für die entsprechende Erhöhung in Betracht gezogen, wenn es eine Höchstfläche von 10 Ha aufweist;

d) und die Integration von Immobiliengütern ermöglicht, die sich innerhalb eines Areals für einen neu zu gestaltenden Standort oder eines Areals für Landschafts- und Umweltsanierungsmaßnahmen im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung befinden, wird es als "NGS-Gebiet" anerkannt, und wird es für die entsprechende Erhöhung in Betracht gezogen.

Art. 87 - § 1 - Das vor dem Inkrafttretedatum des vorliegenden Dekrets angenommene Anerkennungsgebiet verfällt, wenn der Projektträger am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets für dieses Gebiet keine Beihilfe aufgrund Artikel 16 ff. des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten beansprucht hat und wenn er binnen fünf Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets keine Zuschüsse nach Artikel 62 beansprucht.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen.

Auf Antrag des Projektträgers kann die Regierung die Gültigkeit des Anerkennungsgebiets jedoch um zwei Jahre verlängern. Dieser Antrag wird spätestens neunzig Tage vor Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist eingereicht.

Die Regierung befindet über den Antrag spätestens am Tage vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist. Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb dieser Frist, gilt der Antrag als genehmigt.

Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag des Projektträgers stattgibt, wird der Erlass, oder eine Bekanntmachung, durch die das Fehlen eines ausdrücklichen Beschlusses erwähnt wird, auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2. Der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets verabschiedete Erlass zur Genehmigung der Enteignung verfällt, wenn der Projektträger in diesem Gebiet vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets oder binnen fünf Jahren nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets kein Immobiliengut erworben hat.

Der Verfall erfolgt von Rechts wegen.

Auf Antrag des Projektträgers kann die Regierung die Gültigkeit des Erlasses jedoch um zwei Jahre verlängern. Dieser Antrag wird spätestens neunzig Tage vor Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist eingereicht.

Die Regierung befindet über den Antrag spätestens am Tage vor dem Ablauf der in Absatz 1 genannten Verfallfrist. Bei Nicht-Zustellung des Beschlusses der Regierung innerhalb dieser Frist, gilt der Antrag als abgelehnt.

Der Beschluss der Regierung wird dem Projektträger notifiziert. Wenn die Regierung dem Antrag des Projektträgers stattgibt, wird der Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 88 - Der Antrag auf Anerkennung, der Antrag auf Enteignung und der Antrag auf Anerkennung und Enteignung, dessen Empfang der leitende Beamte vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets bestätigt hat, wird nach den am Datum der Empfangsbestätigung geltenden Bestimmungen weiter untersucht.

Wird dem Antrag stattgegeben, so unterliegen das Anerkennungsgebiet und der Enteignungserlass den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets.

Wenn die Umsetzung des gemäß Absatz 1 angenommenen Anerkennungsgebiets eine Erschließung voraussetzt, um die Ansiedlung oder Entwicklung von gewerblichen Aktivitäten zu ermöglichen, werden die eventuellen Erhöhungen des Bezuschussungssatzes gemäß dem vorliegenden Dekret von der Regierung in ihrem Beschluss zur Annahme des Gebiets bestimmt.

Der Projektträger kann die Anwendung einer gemäß Absatz 3 bestimmten Erhöhung des Bezuschussungssatzes beantragen, indem er Gründe geltend macht, die nach der Annahme des Anerkennungsgebiets zustande gekommen sind. Wenn die Regierung dem Antrag stattgibt, ist die Änderung des Bezuschussungssatzes auf die Handlungen und Arbeiten anwendbar, die zum Zeitpunkt ihres Beschlusses noch durchzuführen sind.

Art. 89 - § 1 - Der Zuschussantrag, den der leitende Beamte vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets empfangen hat, wird nach den am Datum des Empfangs des Antrags geltenden Bestimmungen weiter untersucht.

§ 2 - Der Projektträger, der vor dem 20. Oktober 2016 eine prinzipielle Zustimmung erhalten hat im Sinne des ministeriellen Rundschreibens vom 4. Oktober 2011 über Zuschüsse für den Erwerb von Grundstücken in Anwendung der Artikel 4 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Oktober 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten, kann einen Zuschuss für den Erwerb von Gütern, die Gegenstand der prinzipiellen Zustimmung sind, beantragen und erhalten. In diesem Falle werden die Zuschüsse nach den Bedingungen gewährt und ausgezahlt, die in Artikel 5, 10 und 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten festgelegt sind.

Art. 90 - Das vorliegende Dekret tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft. Die Regierung kann für jede Bestimmung ein unterschiedliches Inkrafttretedatum festlegen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Februar 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2016-2017

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 625 (2016-2017), Nrn. 1bis bis 58.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 18. Januar 2017.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/201598]

2 FEBRUARI 2017. — Decreet betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — *Begripsomschrijving*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° erkenningsomtrek : de omtrek die een gedeelte van het grondgebied bepaalt waarin het passend is andere economische activiteiten dan de kleinhandel, behalve indien bedoelde kleinhandel van ondersteunende aard is, te vestigen, te handhaven en te ontwikkelen, met inbegrip van de goederen die onder het openbaar domein ressorteren of daarvoor bestemd zijn indien ze tot de uitvoering van de omtrek bijdragen;

2° de leidend ambtenaar : het door de Regering aangewezen personeelslid dat met de in dit decreet bedoelde opdrachten belast is;

3° de ontsluiting : de handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten of de oprichting, de aankoop of de verbouwing van een gebouw voor tijdelijk onthaal of van een ondersteunend dienstencentrum mogelijk te maken. De handelingen en werken die nodig zijn voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en die buiten bedoelde erkenningsomtrek worden uitgevoerd, kunnen ook een ontsluiting vormen;

4° de herdynamisering : de handelingen en werken uitgevoerd met het oog op de renovatie of de verbetering van de uitrustingen die de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk maken op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek of nodig voor de uitvoering van een dergelijke omtrek; deze handelingen en werken zijn bestemd voor de economische activiteit sinds minstens 20 jaar te rekenen van de voorlopige oplevering van de uitrustingenwerken en ressorteren onder het openbaar domein ressorteren of zijn daarvoor bestemd.

5° het onderzoek : elk onderzoek nodig voor de uitwerking, de uitvoering, de leiding van of het toezicht op de handelingen en werken van ontsluiting en herdynamisering;

6° het gebouw voor tijdelijk onthaal : het binnen een erkenningsomtrek gelegen pand dat tijdelijk ter beschikking wordt gesteld van één of meerdere K.M.O.'s tijdens hun lanceringsfase;

7° het ondersteunende dienstencentrum : het binnen een erkenningsomtrek gelegen pand waarin meerdere ondernemingen of hun personeel over gemeenschappelijke ondersteunende diensten en uitrustingen beschikken die de creatie, vestiging en de ontwikkeling van ondernemingen dienen te begunstigen;

8° de K.M.O. : de onderneming die voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 2.1. van bijlage 1 bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

9° het aankoopcomité : het door de Regering aangewezen comité dat met de in dit decreet bedoelde opdrachten belast is;

10° de verkoopwaarde : de marktwaarde die verkregen zou worden door het goed te koop te stellen, te huur aan te bieden of door afstand van zakelijke rechten in normale bekendmakingsomstandigheden bij een voldoende toeloop van gegadigden.

TITEL 2. — *Operatoren*

Art. 2. § 1. De operatoren van categorie A zijn :

- a) een intercommunale die als maatschappelijk doel de economische of sociale ontwikkeling heeft;
- b) de door de Regering aangewezen dochtermaatschappij van de vennootschappen bedoeld in artikel 3, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder;
- c) de "Société wallonne des Aéroports" (Waalse Maatschappij voor Luchthavens), afgekort SOWAER;
- d) de "Société wallonne de Gestion et de Participations" (Waalse beheers- en participatiemaatschappij), afgekort "SOGÉPA";
- e) de "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu), afgekort SPAQuE;
- f) de "Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon" (Vennootschap voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten in het Westen van Waals Brabant), afgekort SARSI;
- g) de "Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites industriels" (Vennootschap voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten), afgekort SORASI;
- h) de vereniging van minstens twee personen bedoeld in de punten a) tot g);
- i) een rechtspersoon waarvan de vennoten personen bedoeld in de punten a) tot g) zijn.

§ 2. De operatoren van categorie B zijn :

a) de vereniging van één of meerdere personen bedoeld in § 1, a) tot c), en van één of meerdere privaatrechtelijke personen; in dit geval kunnen de personen bedoeld in § 1, d) tot g) deel uitmaken van de vereniging onder de in § 3 bedoelde voorwaarden;

b) een rechtspersoon waarvan de vennoten één of meerder personen bedoeld in § 1, a) tot c), en één of meerdere privaatrechtelijke personen zijn; in dit geval kunnen de personen bedoeld in § 1, d) tot g) binnen de rechtspersoon vennoten zijn onder de in § 3 bedoelde voorwaarden.

§ 3. De voorwaarden van het contract die de verenigingen bedoeld in § 1, h) en § 2, a), regelen of van de statuten van de rechtspersonen bedoeld in § 1, i), en § 2, b), worden door de Regering vastgelegd.

Art. 3. Onverminderd de artikelen 23, 39 en 48, zijn enkel de operatoren bevoegd om de aanneming van de omtrek van erkenning, onteigening of van voorkooprecht en de toekenning van subsidies op grond van de bepalingen van dit decreet te vragen.

In afwijking van het eerste lid, zijn de in artikel 2, § 1, *d)* tot *g)* bedoelde operatoren en in artikel 2, § 1, *h)* en *i)* bedoelde operatoren samengesteld van minstens één operator bedoeld in artikel 2, § 1, *d)* tot *g)* slechts bevoegd om de aanneming van omtrekken van erkenning, onteigening en van voorkooprecht en de toekenning van subsidies te vragen op voorwaarde dat de volgende voorwaarden worden vervuld :

- a)* vennoten zijn of samengesteld zijn van minstens één van de personen bedoeld in artikel 2, § 1, *a)* tot *c)*;
- b)* verantwoord dat de aanvraag betrekking heeft op hun maatschappelijk doel;
- c)* aantonen dat de doelstelling van de aanvraag de omschakeling van een braakliggende site is;
- d)* als de aanvraag een erkenningsomtrek na ontsluiting betreft, het beheer van de omtrek toevertrouwen aan een persoon bedoeld in artikel 2, § 1, *a)* tot *c)*.

Art. 4. Om de vijf jaar delen de operatoren een meerjarig programma van infrastructurele investeringen voor de vijf volgende jaren aan de Regering mede.

Uiterlijk op 1 januari van elk jaar deelt de operator een bijwerking van zijn programma aan de Regering mede.

De Regering bepaalt de vorm van dit programma en van de bijwerkingen ervan, de wijze waarop ze haar meegedeeld worden en hun inhoud die minstens de volgende gegevens bevat :

- a)* een omschrijving van de doelstellingen die de operator via zijn investeringen wil bereiken;
- b)* een opsomming, volgens de voorkeur in de tijd, van de door de operator geprogrammeerde investeringen voor de vijf volgende jaren;
- c)* een voorstelling van de voor de uitvoering van die investeringen overwogen financieringswijzen.

Volgens de door haar bepaalde vorm beoogt de Regering geheel of gedeeltelijk het meerjarig programma van infrastructurele investeringen van elk operator en de bijwerkingen ervan indien ze de in *a)* bedoelde doelstellingen daarvan en de opsomming bedoeld in *b)* van het vorige lid goedkeurt.

Bij gebrek aan beslissing van de Regering op 1 februari wordt het programma of zijn bijwerking geacht van een visum te worden voorzien.

Het visum van de Regering heeft geen verbintenis van de Regering tot gevolg wat betreft de goedkeuring van de omtrekken of de toekenning van de door de operator aangevraagde subsidies.

Art. 5. De operatoren van categorie A worden vrijgesteld van de onroerende voorheffing voor onbebouwde terreinen waarvan ze eigenaar zijn en die inbegrepen zijn in een omtrek van erkenning, onteigening of voorkoop die op grond van dit decreet wordt vastgelegd.

TITEL 3. — *Omtrek van erkenning, onteigening en voorkooprecht*

HOOFDSTUK I. — *Erkenningsomtrek*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 6. § 1. De Regering bepaalt de lijst van de ondersteunende dienstenactiviteiten toegelaten binnen de erkenningsomtrek.

§ 2. De omtrek wordt door de Regering vastgelegd op grond van zijn bestemming via de ontwikkelingsplannen, de programma's en de plannen van aanleg en leefmilieuplannen, van de kosten van zijn ontsluiting, van zijn sociaal-economisch ontwikkelingspotentieel en van de mogelijke synergieën met inachtneming van de bestaande of geplande infrastructuren en activiteiten.

Afdeling 2. — Procedure

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 7. De erkenningsomtrek wordt vastgelegd volgens een gewone procedure of volgens een vereenvoudigde procedure.

De vereenvoudigde procedure wordt gebruikt wanneer de aanvraag hetgeen volgt beoogt :

- a)* een uitbreiding van maximum twintig hectare en vijftig procent van de oppervlakte van een bestaande omtrek;
- b)* de aanneming van een omtrek uitsluitend bestemd voor de vestiging van een gebouw voor tijdelijk onthaal of een ondersteunend dienstencentrum;
- c)* de aanneming van een omtrek uitsluitend bestemd voor de herdynamisering;
- d)* of de aanneming van een omtrek op een omtrek van een herin te richten locatie of een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling aangenomen van 1 januari 2006.

Art. 8. De inhoud van de aanvraag wordt door de Regering bepaald.

De aanvraag vermeldt minstens :

- a)* de voorgestelde omtrek;
- b)* een beoordeling van de sociaal-economische opportuniteit van het project;
- c)* een globaal ontwikkelingsplan van aanleg vergezeld van een uitleggende letterlijke omschrijving waarbij aangetoond wordt dat de omtrek op doeltreffende wijze gebruikt zal worden en die de nuttige en operationele oppervlakten identificeren;
- d)* een uitvoeringsplanning;
- e)* een kostenraming van de uitvoering;
- f)* een globaal financieringsplan.

Onderafdeling 2. — Gewone procedure

Art. 9. De erkenningsaanvraag wordt door de operator aan de leidend ambtenaar gericht.

De leidend ambtenaar verifieert het volledig karakter van de aanvraag. Hij stuurt zijn beslissing daarover aan de operator binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag waarop hij de aanvraag ontvangt.

Als de aanvraag volledig is, bericht de leidend ambtenaar ontvangst daarvan.

Als de aanvraag onvolledig is, informeert de leidend ambtenaar de operator over de ontbrekende elementen om de aanvraag volledig te verklaren. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de bijkomende elementen bericht de leidend ambtenaar ontvangst van de aanvraag.

Art. 10. Bij de zending van het bericht van ontvangst richt de leidend ambtenaar ter advies een afschrift van de aanvraag aan het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan de aanvraag zich uitbreidt en aan de diensten, commissies en overheden die door de Regering worden aangewezen en die hij nuttig acht te raadplegen.

De adviezen worden aan de leidend ambtenaar gericht binnen dertig dagen na ontvangst van zijn zending. Bij gebreke worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Art. 11. Binnen zeventig twintig dagen na de zending van het bericht van ontvangst van de aanvraag richt de leidend ambtenaar een samenvattend verslag van de geuite opmerkingen en adviezen aan de Regering. Daarbij voegt hij zijn advies en een voorstel van besluit.

Als de leidend ambtenaar die documenten niet binnen de voorgeschreven termijn overmaakt, wordt de procedure voortgezet.

Art. 12. § 1. De Regering spreekt zich uit over de aanvraag binnen negentig dagen na de zending van het bericht van ontvangst.

Bij gebreke kan de operator een rappelbrief aan de Regering richten.

Indien de beslissing van de Regering niet binnen dertig dagen na ontvangst van de rappelbrief wordt verstuurd, wordt de aanvraag geacht goedgekeurd te zijn.

§ 2. Wanneer de erkenningsomtrek betrekking heeft op ontsluitingshandelingen en -werken, weigert de Regering in ieder geval de aanvraag indien de omtrek niet voorziet in de uitvoering van :

- a) een terreinaanbod dat inspeelt op behoefte geïdentificeerd op schaal van verschillende gemeenten;
- b) eco-performante en hoogwaardige uitrustingen;
- c) een netwerk met een zeer hoog debiet via de optische vezel en bereikbaar vanaf elke wegen van de omtrek;
- d) een bijzonder bestek voor de opdrachten van aanneming van werken dat sociale en leefmilieuclausules omvat;
- e) een stedenbouwkundig en leefmilieuhandvest dat met name een verdichting van de omtrek en een hoog bezettingspercentage naar gelang van de aard van de activiteiten tot doel heeft;
- f) een gezamenlijk of coöperatief beheer van residuele ruimten die gevaloriseerd kunnen worden.

De Regering kan de begrippen bedoeld in het vorige lid nader bepalen.

Het eerste lid, a), is niet van toepassing wanneer de omtrek :

a) gelegen is op het grondgebied van een gemeente opgenomen op de kaart van de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020, zoals aangenomen door de Regering op 3 april 2014 of op een grondgebied dat in aanmerking komt voor hoofdlijn 5 van het Operationeel programma EFRO "Wallonie-2020.EU" zoals goedgekeurd door de Europese Commissie op 16 december 2014 of op het grondgebied van een gemeente betrokken bij de herontplooiingsstrategie voor de gebieden getroffen door herstructurerings overeenkomstig de beslissing van de Regering van 13 mei 2015;

b) of de oprichting van een micro-bedrijfsruimte in een bebouwd milieu beoogt, waarbij het stadsweeffel geregenereerd kan worden of economische activiteiten in een stedelijk milieu over een oppervlakte van maximum 10 hectare opnieuw kunnen worden gevestigd;

c) of inbegrepen is in een omtrek van een herin te richten locatie of een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu in de zin van het Wet van Ruimtelijke Ontwikkeling;

d) of tot de uitvoering van de prioritaire plannen van de bedrijfsruimten bijdraagt.

Als de Regering de omtrek goedkeurt, bepaalt ze het subsidiepercentage dat erop van toepassing is indien verhogingen hem worden toegekend.

Bij gebrek aan beslissing geniet de stilzwijgend goedgekeurde omtrek geen vermeerdering.

In dit geval kan de operator op elk ogenblik de toepassing van een vermeerdering aan de Regering vragen.

De Regering spreekt zich uit over de aanvraag binnen zestig dagen na de zending van het bericht van ontvangst. Bij gebrek aan beslissing wordt de aanvraag goedgekeurd en wordt de vermeerdering toegekend.

De vermeerdering is van toepassing op de handelingen en werken die op het moment waarop ze wordt toegekend, nog uitgevoerd moeten worden.

§ 3. De beslissing van de Regering wordt aan de operator, de betrokken gemeente(n), de leidend ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag van de operator inwilligt, wordt het besluit of een bericht waarin het gebrek aan uitdrukkelijke beslissing wordt vermeld, bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 13. De Regering kan op eigen initiatief of op voorstel van de leidend ambtenaar of de operator de erkenningsomtrek wijzigen of schrappen.

De op de uitwerking van de erkenningsomtrek toepasselijke procedure is van toepassing op de wijziging ervan wanneer ze door de operator ondernomen wordt.

Wanneer ze door de Regering of de leidend ambtenaar ondernomen wordt, maakt de wijziging het voorwerp uit van een aanvraag waarvan de inhoud met artikel 8 overeenstemt. De leidend ambtenaar deelt de aanvraag aan de operator die de erkenningsomtrek verkregen heeft mee. De operator beschikt over dertig dagen om advies uit te brengen. De aanvraag wordt overeenkomstig de artikelen 9 tot 11 behandeld. De Regering spreekt zich over de aanvraag uit binnen negentig dagen na de zending van de kennisgeving aan de operator.

Onderafdeling 3. — Vereenvoudigde procedure

Art. 14. Wanneer de erkenningsaanvraag betrekking heeft op één van de in artikel 7, tweede lid, bedoelde onderwerpen, wordt ze door de operator aan de leidend ambtenaar gericht.

De leidend ambtenaar verifieert het volledig karakter van de aanvraag. Hij stuurt zijn beslissing daarover aan de operator binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de dag waarop hij de aanvraag ontvangt.

Als de aanvraag volledig is, bericht de leidend ambtenaar ontvangst daarvan.

Als de aanvraag onvolledig is, informeert de leidend ambtenaar de operator over de ontbrekende elementen om de aanvraag volledig te verklaren. Binnen tien dagen na ontvangst van de bijkomende elementen bericht de leidend ambtenaar ontvangst van de aanvraag.

Art. 15. Bij de zending van het bericht van ontvangst richt de leidend ambtenaar ter advies een afschrift van de aanvraag aan het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan de aanvraag zich uitbreidt en aan de diensten, commissies en overheden die door de Regering worden aangewezen en die hij nuttig acht te raadplegen.

De adviezen worden aan de leidend ambtenaar gericht binnen dertig dagen na ontvangst van zijn zending. Bij gebreke worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Art. 16. Binnen vijftig dagen na de zending van het bericht van ontvangst van de aanvraag richt de leidend ambtenaar een samenvattend verslag van de geuite opmerkingen en adviezen aan de Regering. Daarbij voegt hij zijn advies en een ontwerp van besluit.

Als de leidend ambtenaar die documenten niet binnen de voorgeschreven termijn overmaakt, wordt de procedure voortgezet.

Art. 17. § 1. De Regering spreekt zich uit over de aanvraag binnen zestig dagen na de zending van het bericht van ontvangst.

Bij gebreke kan de operator een rappelbrief aan de Regering richten.

Indien de beslissing van de Regering niet binnen twintig dagen na ontvangst van de rappelbrief wordt verstuurd, wordt de aanvraag geacht goedgekeurd te zijn.

§ 2. Wanneer de erkenningsaanvraag betrekking heeft op ontsluitingshandelingen en -werken, weigert de Regering in ieder geval de aanvraag indien de omtrek niet voorziet in de uitvoering van :

- a) een terreinaanbod dat inspeelt op behoefte geïdentificeerd op schaal van verschillende gemeenten;
- b) eco-performante en hoogwaardige uitrustingen;
- c) een netwerk met een zeer hoog debiet via de optische vezel en bereikbaar vanaf elke wegen van de omtrek;
- d) een bijzonder bestek voor de opdrachten van aanneming van werken dat sociale leefmilieuclausules omvat;
- e) een stedenbouwkundig en leefmilieuhandvest dat met name een verdichting van de omtrek en een hoog bezettingspercentage naar gelang van de aard van de activiteiten tot doel heeft;
- f) een gezamenlijk of coöperatief beheer van residuele ruimten die gevaloriseerd kunnen worden.

De Regering kan de in het vorige lid bedoelde begrippen nader bepalen.

Het eerste lid, a), is niet van toepassing wanneer de omtrek :

a) gelegen is op het grondgebied van een gemeente opgenomen op de kaart van de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020, zoals aangenomen door de Regering op 3 april 2014 of op een grondgebied dat in aanmerking komt voor hoofdlijn 5 van het Operationeel programma EFRO "Wallonie-2020.EU" zoals goedgekeurd door de Europese Commissie op 16 december 2014 of op het grondgebied van een gemeente betrokken bij de herontplooiingsstrategie voor de gebieden getroffen door herstructurerings overeenkomstig de beslissing van de Regering van 13 mei 2015;

b) de oprichting van een micro-bedrijfsruimte in een bebouwd milieu beoogt, waarbij het stadsweefsel geregenereerd kan worden of economische activiteiten in een stedelijk milieu over een oppervlakte van maximum 10 hectare opnieuw kunnen worden gevestigd;

c) inbegrepen is in een omtrek van een herin te richten locatie of een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu in de zin van het Wet van Ruimtelijke Ontwikkeling;

d) tot de uitvoering van de prioritaire plannen van de bedrijfsruimten bijdraagt.

Als ze de omtrek goedkeurt, bepaalt de Regering het subsidiepercentage dat erop van toepassing is indien vermeerderingen hem worden toegekend.

Bij gebrek aan beslissing geniet de stilzwijgend goedgekeurde omtrek geen vermeerdering. In dit geval kan de operator op elk ogenblik de toepassing van een vermeerdering aan de Regering vragen.

De Regering spreekt zich uit over de aanvraag binnen zestig dagen na de zending van het bericht van ontvangst. Bij gebrek aan beslissing wordt de aanvraag goedgekeurd en wordt der vermeerdering toegekend.

De vermeerdering is van toepassing op de handelingen en werken die op het moment waarop ze wordt toegekend, nog uitgevoerd moeten worden.

§ 3. De beslissing van de Regering wordt aan de operator, de betrokken gemeente(n), de leidend ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag van de operator inwilligt, wordt het besluit of een bericht waarin het gebrek aan uitdrukkelijke beslissing wordt vermeld, bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 18. De Regering kan op eigen initiatief of op voorstel van de leidend ambtenaar of de operator de erkenningsomtrek wijzigen of schrappen.

De op de uitwerking van de erkenningsomtrek toepasselijke procedure is van toepassing op de wijziging ervan wanneer ze door de operator ondernomen wordt.

Wanneer ze door de Regering of de leidend ambtenaar ondernomen wordt, maakt de wijziging het voorwerp uit van een aanvraag waarvan de inhoud met artikel 8 overeenstemt. De leidend ambtenaar deelt de aanvraag aan de operator mee die de erkenningsomtrek verkregen heeft. De operator beschikt over twintig dagen om advies uit te brengen. De aanvraag wordt overeenkomstig de artikelen 14 tot 16 behandeld. De Regering spreekt zich over de aanvraag uit binnen zestig dagen na de zending van de kennisgeving aan de operator.

Afdeling 3. — Effecten

Art. 19. Het besluit dat de erkenningsomtrek vastlegt, laat de operator toe om de in Titel IV bedoelde gewestelijke financiële tegemoetkomingen te vragen.

Art. 20. De operator kan het voordeel van de erkenningsomtrek afstaan aan een andere operator van dezelfde categorie met instemming van de Regering waaraan voorwaarden gekoppeld kunnen worden om het socio-economische doel van de erkenningsomtrek te waarborgen.

Art. 21. De erkenningsomtrek vervalt indien de operator binnen tien jaar na de aanneming ervan geen subsidie voor bedoelde omtrek overeenkomstig artikel 62 heeft aangevraagd.

Het verval gebeurt van rechtswege. Het wordt vastgesteld door de leidend ambtenaar die de operator, de betrokken gemeente(n) en de gemachtigd ambtenaar in de zin van artikel D.IV.22 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening daarover informeert.

Op voorstel van de operator kan de Regering evenwel de geldigheid van de erkenningsomtrek voor een periode van twee jaar verlengen. Die aanvraag wordt uiterlijk negentig dagen voor het verstrijken van de vervaltermijn bedoeld in het eerste lid ingediend.

De Regering beslist over de aanvraag uiterlijk de dag voor het verstrijken van de vervaltermijn bedoeld in het eerste lid. Bij gebrek aan zending van de beslissing van de Regering binnen deze termijn wordt de aanvraag goedgekeurd.

De beslissing van de Regering wordt aan de operator meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag van de

operator inwilligt, wordt het besluit of een bericht waarin het gebrek aan uitdrukkelijke beslissing wordt vermeld, bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 22. De Regering bepaalt de modaliteiten van de overname door hun beheerders van de gesubsidieerde infrastructuur die zijn opgericht in het kader van de ontsluiting of herdynamisering van de ruimten bestemd voor de economische activiteiten.

De Regering kan de modaliteiten nader bepalen i.v.m. de voorafgaande informatie over de werken, de coördinatie van de werken en de terbeschikkingstelling van de gesubsidieerde infrastructuur die zijn opgericht in het kader van de ontsluiting of herdynamisering van de ruimten bestemd voor de economische activiteiten.

HOOFDSTUK II. — *Onteigening*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 23. Om de economische en sociale ontwikkeling te bevorderen kan de operator van categorie A, in voorkomend geval, onder de voorwaarden bepaald in artikel 3, tweede lid, of, in geval van operator van categorie B, de persoon bedoeld in artikel 2, § 1, a) tot c), met de onteigening van de onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek of nodig voor de ontsluiting of de herdynamisering van een dergelijke omtrek verdergaan.

Art. 24. In geval van onteigening wordt gehandeld overeenkomstig de bepalingen van de wet van 26 juli 1962 betreffende de spoedprocedure met betrekking tot de onteigening voor algemeen nut zelfs indien de hoogdringendheid niet bewezen is.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 25. De inhoud van de aanvraag van een onteigeningsbesluit wordt door de Regering bepaald.

De aanvraag vermeldt minstens :

- a) de voorgestelde omtrek, een onteigeningsplan en een lijst van de eigenaars en andere houders van zakelijke rechten op de goederen;
- b) een uiteenzetting van de elementen die volgens de operator het openbaar nut om de goederen te verkrijgen rechtvaardigen;
- c) een raming van de aankoopkosten van de terreinen;
- d) een alternatief tracé van de wegen die afgedankt zouden worden en van de openbare of private erfdienstbaarheden die bij het onteigeningsbesluit zouden worden vervallen verklaard.

Art. 26. De aanvraag wordt door de operator aan de leidend ambtenaar gericht.

De leidend ambtenaar verifieert het volledig karakter van de aanvraag. Hij stuurt zijn beslissing daarover aan de operator binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Als de aanvraag volledig is, bericht de leidend ambtenaar ontvangst daarvan.

Als de aanvraag onvolledig is, informeert de leidend ambtenaar de operator over de ontbrekende elementen om de aanvraag volledig te verklaren. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de bijkomende elementen bericht de leidend ambtenaar ontvangst van de aanvraag.

Art. 27. Bij de zending van het bericht van ontvangst richt de leidend ambtenaar een afschrift van de aanvraag aan het gemeentecollege van elke gemeente op grondgebied waarvan de aanvraag zich uitbreidt.

Binnen tien dagen na ontvangst van de zending van de leidend ambtenaar onderwerpt de gemeente de aanvraag aan een openbaar onderzoek.

Het openbaar onderzoek wordt georganiseerd volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen D.29-7 tot D.29-19 van het Milieuwetboek die van toepassing zijn op de plannen van categorie B in de zin van artikel D.29-1, § 4, van dit Wetboek.

De Regering kan de andere modaliteiten van het houden van het openbaar onderzoek bepalen.

Uiterlijk op de dag van de opening van het openbaar onderzoek richt de gemeente een zending aan alle eigenaars en andere houders van zakelijke rechten op de in de onteigeningsomtrek inbegrepen goederen, waarbij ze over het houden van een openbaar onderzoek worden ingelicht.

Binnen vijftien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek maakt het gemeentecollege de ingediende bezwaren en opmerkingen, een proces-verbaal van sluiting van het onderzoek en zijn advies over aan de leidend ambtenaar en aan de operator. Bij gebreke wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 28. De wijzigingen die in de aanvraag na het openbaar onderzoek kunnen worden aangebracht, vloeien uit de tijdens het openbaar onderzoek geuite bezwaren en opmerkingen of uit de adviezen van de geraadpleegde overheden voort. De wijzigingen mogen evenwel niet tot gevolg hebben dat de omtrek van de vooropgestelde onteigeningen uitgebreid wordt zonder de instemming van de eigenaar en van de andere houders van zakelijke rechten op het goed dat betrokken is bij de vooropgestelde uitbreiding.

Art. 29. Bij de zending van het bericht van ontvangst richt de leidend ambtenaar een afschrift van de aanvraag ter advies aan de diensten, commissies en overheden aangewezen door de Regering of die hij nodig acht te raadplegen.

De adviezen worden aan de leidend ambtenaar gericht binnen dertig dagen na ontvangst van zijn zending. Bij gebreke worden de adviezen geacht gunstig te zijn.

Art. 30. Binnen honderd dagen na de zending van het bericht van ontvangst van de aanvraag richt de leidend ambtenaar een samenvattend verslag van de geuite bezwaren, opmerkingen en adviezen aan de Regering. Daarbij voegt hij zijn advies en een voorstel van besluit.

Als de leidend ambtenaar die documenten niet binnen de voorgeschreven termijn overmaakt, wordt de procedure voortgezet.

Art. 31. § 1. De Regering spreekt zich uit over de aanvraag binnen 120 dagen na de zending van het bericht van ontvangst.

Bij gebreke kan de operator een rappelbrief aan de Regering richten.

Indien de beslissing van de Regering niet binnen dertig dagen na ontvangst van de rappelbrief wordt verstuurd, wordt de aanvraag geweigerd.

Wanneer de Regering de onteigening mogelijk maakt, wordt het onteigeningsplan bij haar beslissing toegevoegd.

§ 2. De beslissing van de Regering wordt aan de operator meegedeeld. Wanneer de Regering de onteigeningsaanvraag inwilligt, wordt het besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 32. De Regering kan op eigen initiatief of op voorstel van de leidend ambtenaar of de operator het onteigeningsbesluit wijzigen of schrappen.

De op de uitwerking van het onteigeningsbesluit toepasselijke procedure is van toepassing op de wijziging ervan wanneer ze door de operator ondernomen wordt.

Wanneer ze door de Regering of de leidend ambtenaar ondernomen wordt, maakt de wijziging het voorwerp uit van een aanvraag waarvan de inhoud met artikel 25 overeenstemt. De leidend ambtenaar deelt de aanvraag aan de operator mee die het onteigeningsbesluit verkregen heeft. De aanvraag wordt overeenkomstig de artikelen 26 tot 30 behandeld. De Regering spreekt zich over de aanvraag uit binnen negentig dagen na de zending van de kennisgeving aan de operator.

Afdeling 3. — Effecten

Art. 33. De wegen die de bij het onteigeningsbesluit bedoelde onroerende goeden doorkruisen, ondergaan een bestemmingsverandering.

De openbare en privé-erfdienstbaarheden die deze onroerende goederen belasten, worden vervallen verklaard.

Art. 34. Onteigeningen die achtereenvolgens gedecreteerd worden om een bedrijfspark in te richten worden voor de raming van de waarde van de onteigende goederen beschouwd als één geheel op datum van het eerste onteigeningsbesluit.

Art. 35. Bij de beoordeling van de waarde van het onteigende goed wordt geen rekening gehouden met meerwaarden voortvloeiende uit :

- a) ofwel de insluiting ervan in een bedrijfspark;
- b) ofwel de inrichtingen die aangebracht worden aan het goed tijdens de periode van voorlopige inhuurneming bedoeld in artikel 17, § 2, van de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte;
- c) ofwel de inrichtingen van de goederen, verricht na de bekendmaking van het besluit waarbij de onteigening wordt toegelaten;
- d) ofwel voorschriften van de plannen en ontwikkelingsplannen van aanleg waarvan de goedkeuring of de herziening noodzakelijk was om de inrichting die de onteigening rechtvaardigt mogelijk te maken;
- e) ofwel handelingen en werken strijdig met de voorschriften van die plannen of ontwikkelingsplannen, indien die handelingen of werken verricht zijn na de sluiting van het openbaar onderzoek voorafgaand aan de goedkeuring ervan;
- f) ofwel handelingen en werken strijdig met de voorschriften van de plannen of vergunningen of uitgevoerd zonder de nodige vergunningen of aangiften.

Art. 36. Het besluit waarbij de onteigening wordt toegelaten vervalt indien de operator binnen tien jaar na de goedkeuring ervan door de Regering in de omtrek geen onroerend goed heeft aangekocht.

Het verval gebeurt van rechtswege. Het wordt vastgesteld door de leidend ambtenaar die de operator, de betrokken gemeente(n) en de eigenaars en andere houders van zakelijke rechten op de in het besluit bedoelde goederen daarover informeert.

Op voorstel van de operator kan de Regering evenwel de geldigheid van het besluit voor een periode van twee jaar verlengen. Die aanvraag wordt uiterlijk negentig dagen voor het verstrijken van de vervaltermijn bedoeld in het eerste lid ingediend.

De Regering beslist over de aanvraag uiterlijk de dag voor het verstrijken van de vervaltermijn bedoeld in het eerste lid. Bij gebrek aan zending van de beslissing van de Regering binnen deze termijn wordt de aanvraag geweigerd.

De beslissing van de Regering wordt aan de operator meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag van de operator inwilligt, wordt het besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Afdeling 4. — Uitvoering

Art. 37. De aankoopcomités kunnen belast worden met het overgaan tot alle aankopen en met het instellen van vervolgingen en het voeren van de procedures betreffende de onteigening van onroerende goederen.

De voorzitters van de aankoopcomités zijn bevoegd om de onteigenende operator in rechte te vertegenwoordigen.

Art. 38. Wanneer de operator geen beroep doet op het aankoopcomité, moet elk aanbod dat hij in der minne of in rechte voorstelt, vergezeld gaan van een verantwoordend verslag opgemaakt door een college bestaande uit drie notarissen aangewezen door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat in functie van hun bijzondere bevoegdheden om die taak uit te oefenen, die op basis van objectieve elementen worden vastgesteld.

De Regering bepaalt de tussenkomstmodaliteiten, de procedure voor de selectie van de notarissen met inachtneming van de wetgeving over de overheidsopdrachten en de voorwaarden m.b.t. de samenstelling van het college van de drie notarissen.

HOOFDSTUK III. — Verzamelaanvraag voor de erkenning- en onteigeningsomtrek

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 39. De operator van categorie A, in voorkomend geval, onder de voorwaarden bepaald in artikel 3, tweede lid, of, in geval van operator van categorie B, de persoon bedoeld in artikel 2, § 1, a) tot c), kan in een verzamelaanvraag de vastlegging van een erkenningsomtrek en de machtiging tot onteigening.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 40. De inhoud van de verzamelaanvraag wordt door de Regering bepaald.

De aanvraag vermeldt minstens :

- a) de voorgestelde erkenning- en onteigeningsomtrekken, een onteigeningsplan en een lijst van de eigenaars en andere houders van zakelijke rechten op de goederen;
- b) een beoordeling van de sociaal-economische opportuniteit van het project;
- b) een uiteenzetting van de elementen die volgens de operator het openbaar nut om de goederen te verkrijgen rechtvaardigen;
- c) een globaal ontwikkelingsplan van aanleg vergezeld van een uitleggende letterlijke omschrijving die aantonen dat de omtrek op doeltreffende wijze gebruikt zal worden en die de nuttige en operationele oppervlakten identificeren;
- e) een uitvoeringsplanning;

f) een kostenraming van de uitvoering en van de aankoopkosten van de terreinen;

f) een globaal financieringsplan;

h) een alternatief tracé van de wegen die een bestemmingsverandering zouden ondergaan en van de openbare of private erfdienstbaarheden die bij het onteigeningsbesluit zouden worden vervallen verklaard.

Art. 41. De aanvraag wordt door de operator aan de leidend ambtenaar gericht.

De leidend ambtenaar verifieert het volledig karakter van de aanvraag. Hij stuurt zijn beslissing daarover aan de operator binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de dag waarop hij de aanvraag ontvangt.

Als de aanvraag volledig is, bericht de leidend ambtenaar ontvangst daarvan.

Als de aanvraag onvolledig is, informeert de leidend ambtenaar de operator over de ontbrekende elementen om de aanvraag volledig te verklaren. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de bijkomende elementen bericht de leidend ambtenaar ontvangst van de aanvraag.

Art. 42. Bij de zending van het bericht van ontvangst richt de leidend ambtenaar een afschrift van de aanvraag aan het gemeentecollege van elke gemeente op grondgebied waarvan de aanvraag zich uitbreidt.

Binnen tien dagen na ontvangst van de zending van de leidend ambtenaar onderwerpt de gemeente de aanvraag aan een openbaar onderzoek.

Het openbaar onderzoek wordt georganiseerd volgens de modaliteiten bedoeld in de artikelen D.29-7 tot D.26-19 van het Milieuwetboek die van toepassing zijn op de plannen van categorie B in de zin van artikel D.29-7, § 4, van dit Wetboek.

Uiterlijk op de dag van de opening van het openbaar onderzoek richt de gemeente een zending aan alle eigenars en andere houders van zakelijke rechten op de in het ontwerp van onteigeningsplan inbegrepen goederen, waarbij ze over het houden van een openbaar onderzoek worden ingelicht.

De Regering kan de andere modaliteiten van het houden van het openbaar onderzoek bepalen.

Binnen vijftien dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek maakt het gemeentecollege de ingediende bezwaren en opmerkingen, een proces-verbaal van sluiting van het onderzoek en zijn advies over aan de leidend ambtenaar en aan de operator. Bij gebreke wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 43. De wijzigingen die in de aanvraag na het openbaar onderzoek kunnen worden aangebracht, moeten voortvloeien uit de tijdens het openbaar onderzoek geuite bezwaren en opmerkingen of uit de adviezen van de geraadpleegde overheden. De wijzigingen mogen evenwel niet tot gevolg hebben dat de omtrek van de vooropgestelde onteigeningen uitgebreid wordt zonder de instemming van de eigenaar van het goed dat betrokken is bij de vooropgestelde uitbreiding.

Art. 44. Bij de zending van het bericht van ontvangst richt de leidend ambtenaar een afschrift van de aanvraag ter advies aan de diensten, commissies en overheden aangewezen door de Regering of die hij nodig acht te raadplegen.

Het advies wordt aan de leidend ambtenaar gericht binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de zending ervan. Bij gebreke wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 45. Binnen honderd dagen na de zending van het bericht van ontvangst van de aanvraag richt de leidend ambtenaar een samenvattend verslag van de geuite bezwaren, opmerkingen en adviezen aan de Regering. Daarbij voegt hij zijn advies en een voorstel van besluit.

Als de leidend ambtenaar die documenten niet binnen de voorgeschreven termijn overmaakt, wordt de procedure voortgezet.

Art. 46. § 1. De Regering spreekt zich uit over de aanvraag binnen 120 dagen na de zending van het bericht van ontvangst.

Bij gebreke kan de operator een rappelbrief aan de Regering richten.

Indien de beslissing van de Regering niet binnen dertig dagen na ontvangst van de rappelbrief wordt verstuurd, wordt de aanvraag geweigerd.

§ 2. Wanneer de erkenningsaanvraag betrekking heeft op de ontsluitingshandelingen en -werken weigert de Regering in ieder geval de aanvraag indien de omtrek niet voorziet in de uitvoering van :

- a) een terreinaanbod dat inspeelt op behoefte geïdentificeerd op schaal van verschillende gemeenten;
- b) eco-performante en hoogwaardige uitrustingen;
- c) een netwerk met een zeer hoog debiet via de optische vezel en bereikbaar vanaf elke wegen van de omtrek;
- d) een bijzonder bestek voor de opdrachten van aanneming van werken dat sociale en leefmilieuclausules omvat;
- e) een stedenbouwkundig en leefmilieuhandvest dat met name een verdichting van de omtrek en een hoog bezettingspercentage naar gelang van de aard van de activiteiten tot doel heeft;
- f) een gezamenlijk of coöperatief beheer van residuele ruimten die gevaloriseerd kunnen worden.

De Regering kan de begrippen bedoeld in het vorige lid nader bepalen.

Het eerste lid, a), is niet van toepassing wanneer de omtrek :

a) gelegen is op het grondgebied van een gemeente opgenomen op de kaart van de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020, zoals aangenomen door de Regering op 3 april 2014 of op een grondgebied dat in aanmerking komt voor hoofdlijn 5 van het Operationeel programma EFRO "Wallonie-2020.EU" zoals goedgekeurd door de Europese Commissie op 16 december 2014 of op het grondgebied van een gemeente betrokken bij de herontplooiingsstrategie voor de gebieden getroffen door herstructurerings overeenkomstig de beslissing van de Regering van 13 mei 2015;

b) de oprichting van een micro-bedrijfsruimte in een bebouwd milieu beoogt, waarbij het stadsweeffel geregenereerd kan worden of economische activiteiten in een stedelijk milieu over een oppervlakte van maximum 10 hectare opnieuw kunnen worden gevestigd;

c) inbegrepen is in een omtrek van een herin te richten locatie of een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu in de zin van het Wet van Ruimtelijke Ontwikkeling;

d) tot de uitvoering van de prioritaire plannen van de bedrijfsruimten bijdraagt.

Als ze de omtrek goedkeurt, bepaalt de Regering het subsidiepercentage dat erop van toepassing is indien vermeerderingen hem worden toegekend. Ze voert het onteigeningsplan bij haar beslissing.

§ 3. De beslissing van de Regering wordt aan de operator, de betrokken gemeente(n), de leidend ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag inwilligt, wordt het besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Afdeling 3. — Effecten

Art. 47. § 1. De beslissing van de Regering is verbonden met de gevolgen van de erkenningsomtrek en met het onteigeningsbesluit.

§ 2. De aldus aangenomen erkenningsomtrek vervalt indien de operator binnen tien jaar na de goedkeuring ervan geen subsidie voor bedoelde omtrek overeenkomstig artikel 62 heeft aangevraagd.

Het verval gebeurt van rechtswege. Het wordt vastgesteld door de leidend ambtenaar die de operator, de betrokken gemeente en de gemachtigd ambtenaar in de zin van artikel D.IV.22 van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening daarover informeert.

Op voorstel van de operator kan de Regering evenwel de geldigheid van de erkenningsomtrek voor een periode van twee jaar verlengen. Die aanvraag wordt uiterlijk negentig dagen voor het verstrijken van de vervalttermijn bedoeld in het eerste lid ingediend.

De Regering beslist over de aanvraag uiterlijk de dag voor het verstrijken van de vervalttermijn bedoeld in het eerste lid. Bij gebrek aan zending van de beslissing van de Regering binnen deze termijn wordt de aanvraag goedgekeurd.

De beslissing van de Regering wordt aan de operator meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag van de operator inwilligt, wordt het besluit of een bericht waarin het gebrek aan uitdrukkelijke beslissing wordt vermeld, bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 3. Het aldus aangenomen besluit tot toelating van de onteigening vervalt indien de operator binnen tien jaar na de goedkeuring ervan door de Regering in de omtrek geen onroerend goed heeft aangekocht.

Het verval gebeurt van rechtswege. Het wordt vastgesteld door de leidend ambtenaar die de operator, de betrokken gemeente(n) en de eigenaars en andere houders van zakelijke rechten op de in het besluit bedoelde goederen daarover informeert.

Op voorstel van de operator kan de Regering evenwel de geldigheid van het besluit voor een periode van twee jaar verlengen. Die aanvraag wordt uiterlijk negentig dagen voor het verstrijken van de vervalttermijn bedoeld in het eerste lid ingediend.

De Regering beslist over de aanvraag uiterlijk de dag voor het verstrijken van de vervalttermijn bedoeld in het eerste lid. Bij gebrek aan zending van de beslissing van de Regering binnen deze termijn wordt de aanvraag geweigerd.

De beslissing van de Regering wordt aan de operator meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag van de operator inwilligt, wordt het besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Voorkooprecht**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 48. De operator van categorie A, in voorkomend geval, onder de voorwaarden bepaald in artikel 3, tweede lid, of, in geval van operator van categorie B, de persoon bedoeld in artikel 2, § 1, a) tot c), kan de Regering erom verzoeken hem een voorkooprecht toe te kennen op de onroerende goederen die :

- a) ofwel inbegrepen zijn in een erkenningsomtrek verkregen door de operator die om het voorkooprecht verzoekt;
- c) ofwel inbegrepen zijn in een omtrek van een herin te richten locatie of een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu bedoeld het Wet van Ruimtelijke Ontwikkeling en bestemd voor economische activiteiten;
- c) ofwel bestemd zijn om opgenomen te worden in een erkenningsomtrek overeenkomstig het meerjarig programma van infrastructurele investeringen van de operator die om het voorkooprecht verzoekt of de bijwerkingen ervan, die van het visum van de Regering worden voorzien en :
 - het beleidsplan bedoeld in artikel L1523-13, § 4, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie;
 - of het beheerscontract, het ondernemingsplan of de specifieke informatie bedoeld in het decreet van 12 februari 2004 betreffende het beheerscontract en de verplichtingen tot informatieverstrekking;
 - of, wanneer de in de vorige streepje bedoelde documenten door de wetgeving niet vereist worden, elk andere strategische document dat de operator bindt en voorgeschreven bij de wetgeving;
- d) ofwel een geheel uit één stuk vormen aangrenzend aan een bestaande erkenningsomtrek op voorwaarde dat ze het voorwerp kunnen maken van ontsluitingshandeling en -werken en op voorwaarde dat de overwogen uitbreiding slechts betrekking heeft op maximum 20 ha en 50 % van de oppervlakte van de bestaande omtrek.

De Regering beoordeelt de aanvraag en zorgt er met name voor dat het voorkooprecht geen afbreuk doet aan andere lopende projecten die bijdragen tot de economische, sociale, energetische, leefmilieu- of erfgoedontwikkeling van het Gewest.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 49. De inhoud van de aanvraag wordt door de Regering bepaald.

De aanvraag vermeldt minstens :

- a) de bestaande of overwogen erkenningsomtrek;
- b) een plan en een uittreksel van de kadastrale legger die van minder dan drie maanden dateert;
- c) een lijst van eigenaars en andere houders van zakelijke rechten op de goederen;
- b) een beoordeling van de sociaal-economische opportuniteit van het project;

Art. 50. De leidend ambtenaar richt een afschrift van de aanvraag ter advies aan de diensten, commissies en overheden aangewezen door de Regering. Het advies wordt aan de leidend ambtenaar gericht binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de zending ervan. Bij gebreke wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Binnen vijftig dagen na de zending van het bericht van ontvangst van de aanvraag richt de leidend ambtenaar een samenvattend verslag van de geuite opmerkingen en adviezen aan de Regering. Daarbij voegt hij zijn advies en een voorstel van besluit.

Als de leidend ambtenaar die documenten niet binnen de voorgeschreven termijn overmaakt, wordt de procedure voortgezet.

Art. 51. De Regering spreekt zich uit over de aanvraag binnen zestig dagen na de zending van het bericht van ontvangst.

Bij gebreke kan de operator een rappelbrief aan de Regering richten.

Indien de beslissing van de Regering niet binnen dertig dagen na ontvangst van de rappelbrief wordt verstuurd, wordt de aanvraag geacht goedgekeurd te zijn.

De beslissing van de Regering die het voorkooprecht of de stilzwijgende goedkeuring toekent, wordt bij aangetekend schrijven meegedeeld aan de eigenaars en andere houders van een onroerend zakelijk recht binnen de omtrek onderworpen aan het voorkooprecht en aan de gemeente en de gemachtigd ambtenaar in de zin van artikel D.IV.22 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Bovendien wordt het besluit of een bericht van stilzwijgende goedkeuring in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt en op de hypotheekbewaring overgeschreven.

Afdeling 3. — Effecten

Art. 52. Het voorkooprecht eindigt uiterlijk tien jaar na de goedkeuring ervan of als de Regering de onteigening toelaat om de onroerende goederen aan te kopen.

Art. 53. Het recht van voorkoop is van toepassing op alle vervreemdingen ten bezwarende titel van al dan niet gebouwde onroerende goederen en op alle rechten die betrekking hebben op onroerende goederen.

Het recht van voorkoop is echter niet van toepassing op :

a) de goederen onderworpen aan het voorkooprecht overeenkomstig artikel D.358, § 2, van het Waalse Landbouwwetboek;

b) inbrengen in vennootschappen en de overdrachten voortvloeiend uit fusies, splitsingen en opsorpingen van handelsvennootschappen;

c) overdrachten van onroerende goederen in uitvoering van een in een leasingcontract opgenomen verkoopbelofte;

d) wanneer de pachter die het goed sinds meer dan een volledig jaar hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, zijn afstammelingen of die van zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, zijn recht van voorkoop overeenkomstig de wet van 4 november 1969 betreffende de beperking van de pachtprizen uitoefent;

e) in geval van verkoop aan de echtgenoot of wettelijk samenwonende partner van de eigenaar van of één van de medeëigenaars, aan hun afstammelingen of de afstammelingen van de echtgenoot of wettelijk samenwonende partner of aan een persoon met een bloed- of aanverwantschap in de vierde graad, voor zover ze voor hun eigen rekening kopen en voor zover er geen wederverkoop binnen twee jaar is;

f) in geval van verkoop aan een medeëigenaar van een aandeel in de eigendom van het goed;

g) wanneer het goed het voorwerp uitmaakt van een verkoopbelofte waarvan de vaste datum vroeger is dan de beslissing van de Regering om dat goed op te nemen in de in artikel 51 bedoelde omtrek, voor zover die belofte door zijn begunstigde aanvaard wordt;

h) wanneer het goed het voorwerp uitmaakt van een verkoop ten gevolge van een door de pachter rechtstreeks gemaakt aanbod zonder dat hij het recht van voorkoop dat hij geniet krachtens de wet van 4 november 1969 betreffende de beperking van de pachtprizen moet uitoefenen, op voorwaarde dat hij bewijst dat hij het goed sinds meer dan één volledig jaar na de datum waarop het definitieve verkoopcontract vaste datum heeft verkregen, voor landbouwactiviteiten, met uitzondering van de teelt van kerstbomen, hetzij persoonlijk, hetzij door bemiddeling van zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, zijn afstammelingen of die van zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner, exploiteert of dat hij het aangekochte goed niet binnen vijf jaar weer verkoopt; bij gebreke hiervan zullen de in artikel D.358, § 6 van het Waalse Landbouwwet bedoelde modaliteiten toegepast worden.

Art. 54. § 1. Elke vervreemding van een zakelijk onroerend recht dat het voorwerp is van een recht van voorkoop, is onderworpen aan een voorafgaandelijk intentieverklaring van de houder van het onroerend zakelijk recht die per aangeketend schrijven gericht wordt aan de operator die houder is van het voorkooprecht.

De intentieverklaring tot vervreemding, waarvan het model door de Regering wordt bepaald, moet de volgende gegevens bevatten :

a) de identiteit en de woonplaats van de houder van een onroerend zakelijk recht;

b) het adres van het onroerend goed waarvan de vervreemding wordt overwogen;

c) de omschrijving van het onroerend goed en meer bepaald de kadastrale aanduiding ervan, de oppervlakte van het perceel, de grondoppervlakte van het gebouwde, de vloeroppervlakte en het aantal verdiepingen;

d) de andere zakelijke rechten en de persoonlijke rechten die eraan verbonden zijn;

e) de uitvoerige lijst van de stedenbouwkundige, verkavelings- of bebouwingsvergunningen, de stedenbouwkundige attesten betreffende het goed, alsook de meest recente en meest nauwkeurige stedenbouwkundige bestemming, met de benaming die in de verschillende plannen van aanleg voorkomt;

f) de prijsopgave en de voorwaarden van de overwogen vervreemding, of, in het geval van een openbare verkoop, de eventuele inzet;

g) bij gebrek aan de prijs, de conventionele waarde van de tegenprestatie die vastgesteld is ten laste van de koper van het zakelijk onroerend recht;

h) de vermelding dat de operator het recht heeft het goed te bezichtigen.

De operator informeert de aangever over zijn beslissing om zijn voorkooprecht al dan niet uit te oefenen binnen vijftig dagen na ontvangst van de aangifte.

§ 2. In het geval van een openbare verkoop, wordt de in paragraaf 1 bedoelde verklaring ten minste zestig dagen voor de eerste toewijzingsdag door de notaris die met de verkoop belast is, opgemaakt. In geval van wederverkoop ingevolge de uitoefening van het recht op een hoger bod, wordt de verklaring vlak na de ontvangst van het hoger bod door de notaris opgemaakt. Ze vermeldt bovendien de datum en de regels van de verkoop.

De operator stuurt een afschrift van de verklaring naar hetzij het aankoopcomité, hetzij een college bestaande uit drie notarissen aangewezen overeenkomstig artikel 38, dat verzocht wordt om binnen dertig dagen advies uit te brengen. Bij gebrek aan advies binnen de voorgeschreven termijn wordt de procedure voortgezet.

De instrumenterende notaris moet, na het opbod en vóór de toewijzing, openbaar vragen of één van de voorkoopgerechtigden het voornemen heeft zijn recht van voorkoop tegen de prijs van het laatste aanbod uit te oefenen.

De voorkoopgerechtigde wordt in de plaats van de laatste bidder gesteld.

In geval van wederverkoop ten gevolge van de uitoefening van het recht op hoger bod moet dezelfde vraag in het openbaar gesteld worden tijdens de opbodzitting.

Onverminderd artikel 1592 van het Gerechtelijk Wetboek beschikt de operator, wanneer hij zijn recht van voorkoop niet onmiddellijk uitoefent, over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de toewijzing, om de instrumenterende notaris te verwittigen dat hij beslist heeft zich in de plaats te stellen van de laatsteieder.

Een afschrift van deze beslissing wordt bij de toewijzingsakte gevoegd.

Art. 55. Wanneer de operator van zijn recht afstand doet, kan de houder van een onroerend zakelijk recht onderworpen aan het voorkooprecht dat goed vervreemden zonder te voldoen aan de bepalingen van artikel 54, op voorwaarde dat :

a) de authentieke akte tot vaststelling van de vervreemding werd verleden binnen een termijn van drie jaar te rekenen vanaf de afstand;

b) de prijs van de vervreemding niet lager is dan die, welke vermeld is in de overeenkomstig artikel 54 ingediende verklaring.

De instrumenterende ambtenaar moet de operator laten weten of de voorwaarden bedoeld in het eerste lid vervuld zijn.

Art. 56. In geval van aankoop betaalt de operator de prijs binnen vier maanden na hetzij besloten te hebben het goed te kopen, hetzij de definitieve gerechtelijke beslissing, ofwel op de datum van de toewijzingsakte, en uiterlijk de dag waarop de akte wordt verleden.

Art. 57. § 1. Geen enkele authentieke akte betreffende de vervreemding, ten gunste van een andere persoon dan de operator van een goed dat onderworpen is aan een recht van voorkoop, kan verleden worden zolang niet vaststaat dat de bepalingen van deze afdeling in acht worden genomen.

Te dien einde bezorgt de operator aan elke notaris of openbare ambtenaar die erom verzoekt, binnen dertig dagen na ontvangst ervan een attest opgemaakt op grond van het door de Regering bepaalde model, waarbij het bestaan van elke verklaring van tekoopaanbieding en de hieraan voorbehouden gevolgen wordt bevestigd.

Indien de leidend ambtenaar die documenten niet binnen de voorgeschreven termijn overmaakt, kan de akte opgemaakt worden, zelfs bij gebrek aan attest.

§ 2. Elke minnelijke schikking of onderhandse akte betreffende de vervreemding van een goed dat onderworpen is aan een recht van voorkoop ten gunste van een andere persoon dan de operator, wordt onweerlegbaar geacht bezwaard te zijn met een opschortende voorwaarde van niet-uitoefening van het recht van voorkoop.

Art. 58. Wanneer het onroerend zakelijk recht vervreemd is in overtreding van de bepalingen van deze afdeling, kan de operator de rechtbank vragen de nietigheid van de akte vast te stellen en de voorkoopgerechtigde als koper te erkennen in de plaats van de derde, mits inachtneming van de prijs en de voorwaarden bepaald in de akte.

TITEL 4. — *Gewestelijke financiële tegemoetkomingen*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 59. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering subsidies toekennen aan de operatoren voor :

a) elke ontsluiting bedoeld in artikel 1, 3°;

b) elke herdynamisering bedoeld in artikel 1, 4°;

c) elke gedwongen terugkoop bedoeld in artikel 83 of elke terugkoop van de gebouwen in geval van opzegging van de huurovereenkomst of van afstand van zakelijke rechten bedoeld in artikel 84;

d) elk onderzoek bedoeld in artikel 1, 5°, dat nodig is voor de ontsluiting, de herdynamisering, de oprichting, de aankoop of de verbouwing van een gebouw voor tijdelijk onthaal of van ondersteunend dienstencentrum.

Bij wijze van uitzondering en binnen de perken van de begrotingkredieten van de alternatieve financieringsprogramma's die ze daartoe bestemt, kan de Regering de operatoren subsidies toekennen voor de aankoop van de terreinen gelegen binnen een erkenningsomtrek of daarvoor bestemd of voor de aankoop van de onroerende goederen bestemd voor de ontsluitingshandelingen en -werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek.

Art. 60. De subsidie mag slechts aan de operatoren toegekend worden die, overeenkomstig artikel 4, vijfde lid, uitdrukkelijk of stilzwijgend het visum van de Regering voor hun meerjarig programma van infrastructurele investeringen of voor de bijwerking ervan verkregen hebben voor het lopende jaar.

De Regering kan de toekenning van de subsidies onderwerpen aan bepaalde voorwaarden gebonden met name aan de duur van bestemming van het goed, aan de duur van gebruik van het goed, aan de aard van de toegelaten activiteiten, aan de vorm, de inhoud en de overmaking van de bewijsstukken.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de toekenning van subsidies*

Art. 61. De inhoud van de subsidieaanvraag wordt bepaald door de Regering die bedoelde inhoud onderscheidt naar gelang het gaat om een ontsluiting, een herdynamisering, een terugkoop, een onderzoek of een aankoop.

Art. 62. De subsidieaanvraag wordt door de operator aan de leidend ambtenaar gericht.

De leidend ambtenaar richt zijn advies en een voorstel van beslissing aan de Regering.

De beslissing van de Regering wordt aan de operator meegedeeld.

Art. 63. Het besluit tot toekenning van de subsidie legt er de bestemming, het bedrag en de uitbetalingsmodaliteiten van vast. Het kan ook elke bijzondere voorwaarde vastleggen die de werkelijke bestemming van de subsidie voor de vestiging en de ontwikkeling van de economische activiteiten garandeert.

HOOFDSTUK III. — *Berekeningsbasis, percentage, procedure voor de uitbetaling en de terugvoering van de subsidie*

Art. 64. De Regering bepaalt de wijze waarop de gesubsidieerde ontsluitingen, herdynamisering, terugkopen, onderzoeken en aankopen worden beoordeeld.

De subsidie wordt toegekend rekening houdende met het bedrag waarvoor de werken, leveringen of diensten zijn toegewezen, verhoogd met een maximum van 15 % ter dekking van de overschrijdingen van dit bedrag. De verhoging mag slechts 15 % overschrijden indien de operator onvoorziebare of buitengewone omstandigheden rechtvaardigt.

Art. 65. De subsidies toegekend voor de gebouwen voor tijdelijk onthaal en voor de ondersteunend dienstencentra leven de voorschriften na van artikel 56 van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

Art. 66. § 1. De Regering bepaalt het subsidiepercentage van de ontsluitingen die bestaan in de oprichting, de aankoop of de verbouwing van een gebouw voor tijdelijk onthaal of van ondersteunend dienstencentrum, van onderzoeken, terugkopen en herdynamisering.

§ 2. De Regering bepaalt het subsidiepercentage betreffende de ontsluitingen die bestaan in handelingen en werken uitgevoerd op onroerende goederen gelegen binnen een erkenningsomtrek om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten of in handelingen en werken nodig voor de uitvoering van de erkenningsomtrek en uitgevoerd buiten bedoelde omtrek.

De Regering bepaalt de wijze waarop het basispercentage van de subsidie betreffende die ontsluitingen verhoogd kan worden in de volgende gevallen :

a) het "regionale park" wanneer de omtrek een regionaal of supraregionaal belang beoogt en wanneer de uitvoering ervan een belangrijke meerwaarde oplevert voor de economische en sociale ontwikkeling op schaal van Wallonië;

b) het "gespecialiseerde park" wanneer de omtrek een gespecialiseerde economische oriëntatie heeft;

c) het "publiek-privé-park" wanneer de omtrek uitgevoerd wordt door de vereniging of de deelname van een privaatrechtelijke persoon aan het project, ofwel in de vormen bedoeld in artikel 2, § 2, ofwel in de vorm van een co-investering met een privé-persoon onder de voorwaarden bepaald door de Regering;

of het "publiek-publiek-park" wanneer de omtrek uitgevoerd wordt door de vereniging of de deelname van een publiekrechtelijke persoon aan het project, ofwel in de vorm van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid, ofwel in de vorm van een publiekrechtelijke rechtspersoon voor zover minstens één van de vennoten één van de in artikel 2, § 1, a) tot c) bedoelde persoon is;

d) het "duurzame park" wanneer de uitvoering van de omtrek rekening houdt met de uitdagingen gebonden aan de duurzame ontwikkeling onder de door de Regering bepaalde voorwaarden;

e) het "park "herin te richten locatie" wanneer de uitvoering de opnemings van onroerende goederen inbegrepen in een omtrek van een herin te richten locatie of een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu in de zin van het Wet van Ruimtelijke Ontwikkeling vereist;

f) het "park 2020" wanneer de omtrek gelegen is op het grondgebied van een gemeente opgenomen op de kaart van de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020, zoals aangenomen door de Regering op 3 april 2014 of op een grondgebied dat in aanmerking komt voor hoofdlijn 5 van het Operationeel programma EFRO "Wallonie-2020.EU" zoals goedgekeurd door de Europese Commissie op 16 december 2014 of op het grondgebied van een gemeente betrokken bij de herontplooiingsstrategie voor de gebieden getroffen door herstructurerings overeenkomstig de beslissing van de Regering van 13 mei 2015.

De Regering kan de gevallen en de in het tweede lid bedoelde voorwaarden nader bepalen, waarbij het subsidiepercentage kan worden verhoogd.

De operator kan een verhoging van het subsidiepercentage bedoeld in het besluit tot aanneming van de erkenningsomtrek vragen, waarbij hij redenen die na de aanneming van de erkenningsomtrek zijn gebeurd doet gelden.

De Regering spreekt zich uit over de aanvraag binnen zestig dagen na de zending van het bericht van ontvangst. Bij gebrek aan beslissing wordt de aanvraag goedgekeurd en wordt de verhoging toegekend.

De verhoging is van toepassing op de handelingen en werken die op het moment waarop ze wordt toegekend, nog te uitgevoerd moeten worden.

§ 3. De Regering bepaalt het subsidiepercentage van de in artikel 59, tweede lid, bedoelde aankopen van onroerende goederen.

Art. 67. De Regering bepaalt de wijze van uitbetaling van de toegekende subsidies.

Als ze bij de uitbetaling van de subsidies vaststelt dat de elementen die de toekenning van een verhoging van het subsidiepercentage voor een ontsluiting bedoeld in artikel 66, § 2, niet uitgevoerd worden, deelt de Regering het aan de operator mee en legt ze het subsidiepercentage vast dat van toepassing is op de omtrek zowel voor de handelingen, werken en studies die reeds uitgevoerd worden als voor degene die nog uit te voeren zijn.

In voorkomend geval gaat ze tot de evenredige terugvordering van de onrechtmatig geïnde subsidies over.

Art. 68. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de terugvordering van het geheel of een gedeelte van de subsidie wanneer een project gevoerd door een operator van categorie B een winstmarge in zijn hoofd genereert na afloop van een periode van vijftien jaar na de uitbetaling van de subsidie.

HOOFDSTUK IV. — *Afschaffing van het economische gebruik van het gesubsidieerde goed*

Art. 69. De operator kan op eigen verzoek en met de instemming van de Regering een einde maken aan het economische gebruik van het goed waarvoor hij in aanmerking is gekomen voor een subsidie van het Gewest. Die instemming kan gepaard gaan met voorwaarden die met name betrekking hebben op de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de gewestelijke subsidie.

Art. 70. Behalve in geval van faillissement, gerechtelijke reorganisatie van de gebruiker van het goed of, zonder de instemming van de operator, afstand van een zakelijk recht of verhuuring, gaat de Regering, indien ze vaststelt dat een einde wordt gemaakt aan het economische gebruik van een goed zonder haar instemming en in strijd met de toekenningsvoorwaarden van de subsidie, over tot de gehele of gedeeltelijke evenredige terugvordering van de subsidie.

De beslissing van de Regering tot vaststelling dat een einde wordt gemaakt aan het economische gebruik van het goed wordt aan de operator meegedeeld.

HOOFDSTUK V. — *Rapportering, controle en sancties*

Art. 71. Uiterlijk op 1 januari van elk jaar maakt de operator de leidend ambtenaar een verslag over dat omvat met name :

a) een voorstelling van de stand van de tenuitvoerlegging van het meerjarig programma van infrastructurele investeringen en van de bijwerkingen ervan, die voorzien zijn van een visum van de Regering;

b) voor het afgelopen jaar, een omschrijving van de uitgevoerde investeringen die in het meerjarig programma van infrastructurele investeringen of in de bijwerkingen ervan niet opgenomen waren;

- c) een omschrijving van de staat van de omtrekken van erkenning, onteigening en voorkoop die dankzij de subsidies van de Regering uitgevoerd zijn;
- b) een identificatie van de terreinen of gebouwen voor tijdelijk onthaal of de ondersteunende dienstencentra;
- e) de gegevens betreffende de terbeschikkingstellingen en de terugkopen van elk goed dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een financiering op grond van dit decreet of van de vorige wetgevingen;
- f) de statistieken betreffende het aantal gevestigde ondernemingen, de door bedoelde ondernemingen uitgevoerde investeringen en het aantal rechtstreekse gecreëerde banen;
- g) voor de operatoren van categorie B en per project, een geldelijke toestand die alle kosten en alle geïnde ontvangsten of vaststaande ontvangsten omvat;
- h) een stand van zaken over de wijze waarop de beginselen van circulaire economie door de operator uitgevoerd worden op de erkenningsomtrekken en de doelstellingen en verbeteringsmaatregelen voor de toekomst.

De Regering kan de vorm en de inhoud van dat verslag nader bepalen.

Indien ze het jaarlijkse verslag niet ontvangt, kan de Regering weigeren om het meerjarig programma van infrastructurele investeringen van de operator of de bijwerking ervan van het visum te voorzien.

Art. 72. De leidend ambtenaar verifieert het gebrek aan tekortkomingen in het kader van de uitvoering van de omtrekken van erkenning, onteigening en voorkoop, van de terbeschikkingstellingen en het gebruik van de subsidies.

Art. 73. De leidend ambtenaar informeert de operator van de tekortkomingen die hij vaststelt en vermeldt :

- a) de overwogen sanctie als de tekortkoming wordt vastgesteld;
- b) de datum van het verhoor waarin de operator, in voorkomend geval vergezeld van zijn advocaat, verzocht wordt zijn opmerkingen mede te delen;
- c) de wijze waarop de operator het volledige dossier betreffende de tekortkomingen die hem worden verweten kan raadplegen.

Van het verhoor wordt er een proces-verbaal opgesteld.

Op advies van de leidend ambtenaar stuurt de Regering haar beslissing aan de operator binnen een termijn van veertig dagen na het verhoor.

Art. 74. De sanctie bestaat erin tot de gehele of gedeeltelijke terugvordering van de slecht gebruikte subsidie over te gaan en, eventueel, de operator te verbieden nieuwe subsidies tijdens een bepaalde periode aan te vragen.

De sanctie is evenredig met de ernst van de tekortkomingen die de beslissing rechtvaardigen.

TITEL 5. — *Beheer van de erkenningsomtrekken door de operatoren*

Art. 75. De operatoren voeren de omtrekken uit waarvan ze de erkenning hebben ontvangen door de volgende doelstellingen na te streven :

- a) voor de aanleg of de revitalisering van de terreinen zorgen om er de ontwikkeling van een economische activiteit op langdurige, duurzame en dynamische wijze mogelijk te maken;
- b) de economische aantrekkelijkheid van de omtrek bevorderen;
- c) de gronden en gebouwen karig gebruiken;
- d) het goede onderhoud van de gesubsidieerde infrastructures waarborgen.

Art. 76. De Regering legt een databank uit van de beschikbare terreinen, gebouwen voor tijdelijk onthaal en ondersteunende dienstencentra gelegen binnen de erkenningsomtrek op grond van de informatie meegedeeld door de operatoren in hun jaarlijks verslag.

Met het oog op de oprichting van de databank maken de operatoren driemaandelijks de bijgewerkte informatie van het jaarlijks verslag betreffende de identificatie van de beschikbare terreinen of gebouwen voor tijdelijk onthaal en ondersteunende dienstencentra evenals de gegevens betreffende de terbeschikkingstellingen en de terugkopen aan de Regering over. Bij gebreke en na ingebrekestelling vermindert de Regering het subsidiepercentage van elke nieuwe aanvraag ingediend door de in gebreke gebleven operator met 10 % tot de overmaking van de informatie.

De Regering kan de modaliteiten voor de overmaking van de informatie en de vermindering van het subsidiepercentage nader bepalen. Ze kan ook bepalen welke informatie opgenomen in de databank toegankelijk is voor het publiek en in welke vorm ook.

TITEL 6. — *Terbeschikkingstelling*

HOOFDSTUK I. — *Terbeschikkingstellingwijzen*

Art. 77. Met uitzondering van de in artikel 22 bedoelde gevallen worden de op krachtens dit decreet ingerichte, geherdynamiseerde of teruggekochte onroerende goederen ter beschikking gesteld van gebruikers of economische tussenpersonen door middel van verkoop, verhuur of afstand van zakelijke rechten.

HOOFDSTUK II. — *Prijs van de afgestane rechten*

Art. 78. De rechten worden afgestaan tegen een prijs die niet kleiner mag zijn dan de verkoopwaarde van het goed, noch dan de door de operator gemaakte kosten.

De rechten kunnen afgestaan worden rekening houdende met hun alternatieve kosten of hun kostprijs wanneer ze de verkoopwaarde overschrijden.

Art. 79. De terbeschikkingstelling van de gemeenschappelijke diensten en uitrustingen in de gebouwen voor tijdelijk onthaal en in de ondersteunende dienstencentra gebeurt tegen de marktprijs.

HOOFDSTUK III. — *Het verlijden van de akten*

Art. 80. Het aankoopcomité is belast met de vastlegging van de verkoopwaarde van de door de operator afgestane rechten.

Art. 81. Wanneer de operator geen beroep doet op het aankoopcomité, kan hij een college samengesteld van drie notarissen, zoals bedoeld in artikel 38, erom verzoeken de verkoopwaarde van de afgestane rechten te bepalen en dan één van de drie notarissen van dit college erom verzoeken de akten van verkoop, afstand van zakelijke rechten of huur van hand tot hand op te stellen.

HOOFDSTUK IV. — *Verplichte voorwaarden van de overeenkomsten voor de afstand van rechten**Afdeling 1. — Op alle overeenkomsten toepasselijke bepalingen*

Art. 82. Elke overeenkomst voor de afstand van rechten betreffende een goed gelegen binnen een erkenningsomtrek omvat :

- a) een clause waarin de bedrijfsactiviteit omschreven wordt die op of in het pand wordt beoefend;
- b) een clause waarin de werkgelegenheidseisen worden vastgelegd voor de op het goed uit te oefenen activiteit;
- f) een clause waarin het minimumbedrag van de door te voeren investeringen wordt vastgelegd voor de op het goed uit te oefenen activiteit;
- d) een opzeggingsclause ten laste van de aankoper of de pachter wanneer de economische activiteit niet uitgeoefend wordt binnen de in de overeenkomst overeengekomen termijn of, bij gebreke, binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van de ondertekening van de akte, behoudens de uitdrukkelijke toestemming van de operator om die termijn met één jaar te verlengen;
- e) een clause die de uitoefening van een detailhandel op of binnen het onroerend goed verbiedt, tenzij laatstgenoemde voorafgaandelijk erkend is door de operator als ondersteunend voor de andere activiteiten uitgeoefend binnen de erkenningsomtrek;
- f) een clause volgens welke de gebruiker of de economische tussenpersoon zich ertoe verbindt de vigerende milieuwetgeving na te leven;
- g) een clause krachtens welke de gebruiker of de economische tussenpersoon zich verbiedt het geheel of een gedeelte van zijn rechten op het goed af te staan zonder de voorafgaande, eventueel voorwaardelijke, instemming van de operator;
- h) een clause krachtens welke de gebruiker of de economische tussenpersoon, indien hij met de instemming van de operator niet zelf het ter beschikking gesteld goed gebruikt, zich ertoe verbindt de in dit lid bepaalde clausules en dege ne bedoeld in de artikelen 83 en 84 van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling in te sluiten tussen de eindgebruiker en zichzelf.

Afdeling 2. — Op de verkoopovereenkomsten toepasselijke bepalingen

Art. 83. Wanneer de overeenkomst in een verkoop bestaat, omvat ze, naast de in artikel 82 bedoelde clausules, een clause die eraan herinnert dat de operator tot de gedwongen terugkoop van het goed kan overgaan in geval van afstand van de in de overeenkomst geïdentificeerde economische activiteit of bij niet-naleving van artikel 82, b), c), e), f), g) of h).

Wanneer hij de afstand van de in de overeenkomst geïdentificeerde economische activiteit of de niet-naleving van artikel 82, b), c), e), f), g) of h) vaststelt, maant de operator de gebruiker of de economische tussenpersoon aan zijn verplichtingen binnen een termijn van maximum één maand na te komen.

In de gebruiker of de economische tussenpersoon na afloop van die termijn zijn verplichtingen niet heeft nageleefd, kan de operator overgaan tot de gedwongen terugkoop van het onroerend goed.

De terugkoop van het terrein gebeurt tegen de oorspronkelijke verkoopprijs, al naar gelang de schommelingen van de index der consumptieprijzen. Gesteld dat die prijs hoger zou zijn dan de verkoopwaarde van het terrein, gebeurt de wederaankoop tegen die laatste waarde.

De gebouwen die aan de gebruiker of aan de economische tussenpersoon behoren, met uitsluiting van de onroerende goederen per bestemming en van de roerende goederen, worden tegen verkoopwaarde teruggekocht. Indien de verkoopwaarde hoger is dan de kostprijs in rekening gebracht, maar verminderd met de afschrijvingen die in inkomstenbelasting toegelaten zijn, gebeurt de terugkoop tegen die laatste prijs.

De verkoopwaarde en de kostprijs worden bepaald door het aankoopcomité of een college van drie notarissen bedoeld in artikel 38.

Afdeling 3. — Bepalingen toepasselijk op de overeenkomsten van afstand van zakelijke rechten en van verhuur

Art. 84. Wanneer de overeenkomst in een verhuur of een afstand van zakelijke rechten bestaat, omvat ze, naast de in artikel 82 bedoelde clausules, een clause die eraan herinnert dat de operator tot de overeenkomst ten laste van de gebruiker of de economische tussenpersoon in geval van afstand van de in de overeenkomst geïdentificeerde economische activiteit of bij niet-naleving van artikel 82, b), c), e), f), g) of h) kan opzeggen.

Wanneer hij de afstand van de in de overeenkomst geïdentificeerde economische activiteit of de niet-naleving van artikel 82, b), c), e), f), g) of h) vaststelt, maant de operator de gebruiker of de economische tussenpersoon aan zijn verplichtingen binnen een termijn van maximum één maand na te komen.

In de gebruiker of de economische tussenpersoon na afloop van die termijn zijn verplichtingen niet nageleefd heeft, kan de operator de overeenkomst ten laste van de gebruiker of de economische tussenpersoon opzeggen.

De gebouwen die aan de gebruiker of aan de economische tussenpersoon behoren, met uitsluiting van de roerende goederen, worden tegen verkoopwaarde teruggekocht. Indien de verkoopwaarde hoger is dan de kostprijs in rekening gebracht, maar verminderd met de afschrijvingen die in inkomstenbelasting toegelaten zijn, gebeurt de terugkoop tegen die laatste prijs.

De verkoopwaarde en de kostprijs worden bepaald door het aankoopcomité of een college van drie notarissen bedoeld in artikel 38.

TITEL 7. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 85. Het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid wordt opgeheven.

De gevolgen ervan worden gehandhaafd :

a) wat betreft de voorwaarden voor de toekenning van subsidies, de procedure voor de toekenning van subsidies, de berekeningsbasis, het percentage, de procedure voor de uitbetaling en terugvordering van de subsidie tot de definitieve oplevering van de handelingen en werken ten opzichte van :

1. de inrichtingen opgenomen door de Regering vóór de inwerkingtreding van dit decreet in de alternatieve financieringsprogramma's SOWAFINAL;

2. de inrichtingen voor de uitvoering waarvan een overheidsopdracht voor aanneming van werken of van leveringen is toegewezen vóór de inwerkingtreding van dit decreet op voorwaarde dat de operator daarom verzoekt;

b) wat betreft de in artikel 13 van bovenvermeld decreet bedoelde mogelijkheid voor de operator om een van het visum van het aankoopcomité voorzien aanbod in der minne of in rechte voor te stellen tot de door de Regering bepaalde datum. Wanneer de operator een subsidie vraagt voor een aankoop uitgevoerd ten gevolge van een aanvraag voor een visum van het aankoopcomité, wordt de aankoopprijs die als berekeningsbasis voor de subsidie dient, beperkt tot het bedrag dat het voorwerp heeft uitgemaakt van het visum van het comité, tot het bedrag vermeld in een aanbod overeenkomstig artikel 13, eerste lid, van het bovenvermelde decreet wanneer het comité zijn beslissing niet binnen de in artikel 13, tweede lid, van bovenvermeld decreet bedoelde termijn meedeelt of tot het maximumbedrag bedoeld in artikel 13, derde lid, van het bovenvermelde decreet wanneer het comité weigert zijn visum toe te kennen.

In de artikelen D.II.12, § 3, tweede lid, en § 5, zesde lid, D.II.49, § 4, tweede lid, D.II.50, § 1, vierde lid, D.II.51, § 2, tweede lid, § 4, vierde lid, en § 5, derde lid, D.II.52, § 2, eerste lid, § 5, vierde lid, en § 7, derde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling worden de woorden "decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid" vervangen door de woorden "decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken".

In artikel D.IV.22, eerste lid, 6°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, worden de woorden "in artikel 1, 5°, van het decreet betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, vervangen door de woorden "in artikel 1, 1°, van het decreet van 2 februari 2017 betreffende de ontwikkeling van bedrijfsparken".

Art. 86. De erkennings- en oteigeningsomtrekken aangenomen voor de datum van inwerkingtreding van dit decreet worden aan de bepalingen van dit decreet onderworpen.

Wanneer de uitvoering een ontsluiting impliceert om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken, genieten de in het eerste lid bedoelde omtrekken geen enkele vermeerdering behalve wanneer de Regering een op de criteria bedoeld in artikel 66 gegronde andersluidende beslissing neemt, die later aangenomen wordt, namelijk wanneer ze over de in artikel 62 bedoelde subsidieaanvraag aanneemt.

Wanneer de erkenningsomtrek evenwel een ontsluiting impliceert :

a) en erkend wordt als deelnemer aan de uitvoering van één van de concurrentiepolen van Wallonië of als één van de zeven wetenschapsparken of wanneer de multimodale bewegingen ter bestemming van verschillende ondernemingen binnen de omtrek mogelijk worden gemaakt of wanneer de omtrek wegens de beperking van de binnen de omtrek toegelaten activiteitensectoren als gethematiseerd wordt erkend, wordt bedoelde omtrek beschouwd als "gespecialiseerd park" en geniet hij de overeenstemmende vermeerdering;

b) en voortvloeiend is uit een door de Regering beslist prioritair plan van bedrijfsruimten, wordt hij als "regionaal park" beschouwd en geniet hij de overeenstemmende vermeerdering indien de omtrek een oppervlakte van minstens twintig hectare heeft;

c) en de oprichting van een micro-bedrijfsruimte in een bebouwd milieu beoogt, waarbij het stadsweeffel geregenereerd kan worden of economische activiteiten in een stedelijk milieu opnieuw kunnen worden gevestigd, wordt hij als "duurzaam park" beschouwd en geniet hij de overeenstemmende vermeerdering indien de omtrek een oppervlakte van maximum 10 hectare heeft;

d) en onroerende goederen integreert die inbegrepen zijn in een omtrek van een herin te richten locatie of een locatie tot herstel van landschap en leefmilieu in de zin van het Wet van Ruimtelijke Ontwikkeling, wordt hij beschouwd als "par " herin te richten locatie en geniet de overeenstemmende vermeerdering.

Art. 87. § 1. De voor de inwerkingtredingsdatum van dit decreet aangenomen erkenningsomtrek vervalt indien de operator op de inwerkingtredingsdatum van dit decreet voor die omtrek geen steun heeft aangevraagd op basis van de artikelen 16 en volgende van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid en indien hij binnen vijf jaar te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet overeenkomstig artikel 62 geen subsidie aanvraagt.

Het verval gebeurt van rechtswege.

Op voorstel van de operator kan de Regering evenwel de geldigheid van de erkenningsomtrek voor een periode van twee jaar verlengen. Die aanvraag wordt uiterlijk negentig dagen voor het verstrijken van de vervaltermijn bedoeld in het eerste lid ingediend.

De Regering beslist over de aanvraag uiterlijk de dag voor het verstrijken van de vervaltermijn bedoeld in het eerste lid. Bij gebrek aan zending van de beslissing van de Regering binnen deze termijn wordt de aanvraag goedgekeurd.

De beslissing van de Regering wordt aan de operator meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag van de operator inwilligt, wordt het besluit of een bericht waarin het gebrek aan uitdrukkelijke beslissing wordt vermeld bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 2. Het besluit tot toelating van de onteigening dat voor de inwerkingtredingsdatum van dit decreet is aangenomen vervalt, indien de operator binnen die omtrek geen onroerend goed heeft aangekocht voor de inwerkingtreding van dit decreet of binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van dit decreet.

Het verval gebeurt van rechtswege.

Op voorstel van de operator kan de Regering evenwel de geldigheid van het besluit voor een periode van twee jaar verlengen. Die aanvraag wordt uiterlijk negentig dagen voor het verstrijken van de vervaltermijn bedoeld in het eerste lid ingediend.

De Regering beslist over de aanvraag uiterlijk de dag voor het verstrijken van de vervaltermijn bedoeld in het eerste lid. Bij gebrek aan zending van de beslissing van de Regering binnen deze termijn wordt de aanvraag geweigerd.

De beslissing van de Regering wordt aan de operator meegedeeld. Wanneer de Regering de aanvraag van de operator inwilligt, wordt het besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 88. De erkenningsaanvraag, de onteigeningsaanvraag en de erkennings- en onteigeningsaanvraag waarvan de leidend ambtenaar ontvangst heeft bericht vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet wordt verder behandeld volgens de op de datum van het bericht van ontvangst vigerende bepalingen.

Bij goedkeuring worden de erkenningsomtrek en het onteigeningsbesluit onderworpen aan de bepalingen van dit decreet.

Wanneer de uitvoering van de overeenkomstig het eerste lid aangenomen erkenningsomtrek een ontsluiting impliceert om de vestiging of de ontwikkeling van economische activiteiten mogelijk te maken, worden de eventuele verhoging van het subsidiepercentage overeenkomstig dit decreet door de Regering in zijn beslissing tot aanneming van de omtrek vastgelegd.

De operator kan de toepassing van een verhoging van het subsidiepercentage bedoeld in het derde lid vragen, waarbij hij redenen die na de aanneming van de erkenningsomtrek zijn gebeurd doet gelden. Indien de Regering de aanvraag inwilligt, is de wijziging van het subsidiepercentage van toepassing op de handelingen en werken die op het moment van haar beslissing nog uitgeoefend moeten worden.

Art. 89. § 1. De subsidieaanvraag die voor de inwerkingtreding van dit decreet door de leidend ambtenaar wordt ontvangen, wordt behandeld volgens de op datum van ontvangst van de aanvraag vigerende bepalingen.

§ 2. De operator die vóór 20 oktober 2016 een principeakkoord heeft ontvangen in de zin van de ministeriële omzendbrief van 4 oktober 2011 betreffende de subsidies voor de aankoop van terreinen overeenkomstig de artikelen 4 en 6 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de infrastructuur voor het onthaal van de economische activiteiten kan een subsidie vragen en ontvangen voor de aankoop van de in het principeakkoord bedoelde goederen. In dit geval worden de subsidies toegekend en uitbetaald onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 5, 10 en 12 van het besluit van de Waalse Regering van 21 oktober 2004 tot uitvoering van het decreet van 21 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid.

Art. 90. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum. De Regering kan voor elke bepaling verschillende inwerkingtredingsdata vastleggen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 februari 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging en Energie,
C. LACROIX

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid en Huisvesting,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Waalse Parlement 625 (2016-2017), nrs. 1, 1bis tot 59.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 1 februari 2017.

Bespreking.

Stemming.